

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA REPRÉSENTATION DE MANUEL ANTONIO NORIEGA : UNE ANALYSE CONSTRUCTIVISTE DE
LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE AU PANAMA (1983-1989)

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
PASCAL BOUCHARD

DÉCEMBRE 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Un tel mémoire n'est jamais le fruit du travail d'une seule personne. Ce mémoire n'y échappe pas. J'aimerais tout d'abord remercier Claudy Laplante St-Jean, sans qui ce travail ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui, et dont le soutien et la patience m'ont semblé sans limites. Il s'agit sans contredit de ma plus fidèle lectrice et elle n'a jamais cessé de m'encourager. Pour toutes ces raisons et bien d'autres, je la remercie de tout mon cœur. Il me faut également remercier ma famille et mes amis pour l'appui qu'elle m'a démontré et pour son intérêt à l'égard de mes recherches. Merci Chantal, Bruno, Jeanne, Pierre, Stéphane, Claire et tous les autres. Un merci bien senti à mon directeur de mémoire, Charles-Philippe David (titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand et professeur en science politique à l'UQAM), pour les discussions passionnantes et les recadrages nécessaires. Enfin, j'aimerais remercier les deux membres anonymes du comité pour leurs suggestions. Évidemment, toutes les erreurs n'engagent que moi.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	v
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
CADRE THÉORIQUE.....	8
1.1 Un rejet du positivisme.....	8
1.2 Représentation et identité	11
1.3 Agent et structure.....	14
1.4 L'importance du langage.....	15
1.5 Note méthodologique.....	17
1.6 Conclusion.....	18
CHAPITRE II	
NORIEGA L'ALLIÉ ANTICOMMUNISTE (1983-1986).....	20
2.1 L'administration Reagan et la guerre froide.....	20
2.2 La bataille pour l'Amérique centrale.....	26
2.3 Le Panama de Noriega : un allié utile.....	32
2.4 La fin justifie les moyens : les « irritants » balayés.....	39
2.5 La dépendance de Noriega.....	44
2.6 Conclusion.....	45
CHAPITRE III	
NORIEGA LA NUISANCE (1986-1988).....	47
3.1 D'allié à nuisance.....	48
3.2 L'analogie des Philippines.....	52
3.3 Les premières tentatives de négocier le départ de Noriega	53
3.4 Les inculpations judiciaires.....	59
3.5 Conclusion.....	66

CHAPITRE IV	
NORIEGA LE NARCOTRAFIQUANT (1988-1989).....	68
4.1 La guerre à la drogue.....	68
4.2 Bush et la construction d'une campagne liée à la drogue.....	74
4.3 L'inculpation de Noriega vue par le Congrès et Bush.....	76
4.4 La politique étrangère de l'administration Bush.....	80
4.5 Le coup d'État avorté d'octobre.....	83
4.6 Une invasion à la recherche d'un motif raisonnable.....	87
4.7 Conclusion.....	90
CONCLUSION.....	93
5.1 Les conséquences de l'invasion.....	95
5.2 Réflexions normatives et théoriques.....	97
BIBLIOGRAPHIE.....	100

RÉSUMÉ

Par le biais d'une approche constructiviste, le mémoire met en lumière la construction de la politique étrangère américaine au Panama sous le règne de Manuel Antonio Noriega entre 1983 et 1989. Contrairement aux approches qui visent à expliquer les causes de la collaboration américano-panaméenne, puis de l'invasion de l'isthme en 1989, l'auteur argue qu'il faut plutôt se poser la question suivante : comment la politique étrangère américaine au Panama a-t-elle été rendue possible sous le régime de Noriega? Pour répondre à cette question, nous nous concentrons sur la représentation qui est faite de Noriega par le gouvernement américain. De l'identité conférée à Noriega émerge la politique étrangère, c'est-à-dire que certaines actions deviennent légitimes, alors que d'autres ne sont pas envisageables.

Nous distinguons alors trois phases diverses dans cette représentation de Noriega, avec pour conséquence trois politiques étrangères différentes. Premièrement, Noriega est dépeint comme un allié utile dans la lutte au communisme, ce qui amène une période de collaboration entre l'administration Reagan et le Panama. Parallèlement, les comportements « irritants » du dictateur sont balayés par cette identité. Deuxièmement, à la faveur d'une représentation changeante, notamment en raison du scandale Iran-Contra, Noriega devient davantage un dictateur nuisible. De cette identité découle une politique étrangère où le départ du chef d'État est souhaité sans être pour autant une priorité. Enfin, l'identité de Noriega entre dans une troisième phase où il est dépeint comme un narcotrafiquant et un criminel. Noriega constitue alors un problème qui doit être réglé et qui interpelle la crédibilité de la nouvelle administration Bush. Cette représentation justifie ainsi une politique étrangère musclée et agressive qui culmine par une invasion militaire en décembre 1989.

Mots clés : Manuel Antonio Noriega; politique étrangère des États-Unis; Panama; invasion; Ronald Reagan; George Bush

INTRODUCTION

L'histoire du Panama et des États-Unis est intimement liée. D'abord et avant tout, le Panama a depuis longtemps servi de voie de transit entre les océans Atlantique et Pacifique. Dans la deuxième moitié du 19^e siècle, l'isthme abritait un chemin de fer, financé par des intérêts américains, très prisé puisqu'il permettait de relier la côte ouest des États-Unis à la côte est (et donc de transporter une grande quantité de marchandises à une époque où se déroule la ruée vers l'or en Californie). Par la suite, le canal de Panama a également fait figure de voie commerciale de premier ordre puisqu'il permettait un transport maritime imposant favorable à l'expansion économique des États-Unis.

Or, cette histoire liée est aussi particulièrement trouble. Le cas du canal de Panama le démontre adéquatement. Ainsi, alors que les États-Unis tentent de construire un canal pouvant relier les océans Pacifique et Atlantique, l'administration de Théodore Roosevelt profite du mouvement nationaliste au Panama, qui est alors une province de la Colombie. Les États-Unis offrent un appui au mouvement sécessionniste qui facilite l'accession à l'indépendance en 1903. Philippe Bunau-Varilla, ingénieur français et actionnaire important de la compagnie française qui a été incapable de construire un canal au Panama, parvient à se faire nommer ministre plénipotentiaire d'un Panama en proie à une révolution. Il se rend à New York pour négocier avec le secrétaire d'État américain John Hay et cède les droits de la compagnie française pour 40 millions de dollars. Il signe aussi un traité conférant aux États-Unis des droits à perpétuité sur le canal à construire et sur une zone de 7,5 kilomètres de chaque côté de la voie maritime. En échange, les États-Unis s'engagent à payer 10 millions de dollars en compensation et une rente annuelle de 250 000 dollars. Ce document profondément injuste et extrêmement favorable aux États-Unis sera surnommé « le traité qu'aucun Panaméen n'a signé »¹.

Cet épisode n'est qu'un exemple de l'hégémonie américaine au Panama, qui n'est pas sans rappeler la relation américano-cubaine. Par ailleurs, cette conflictualité s'est exprimée par plus d'une dizaine d'interventions militaires américaines sur le sol panaméen, surtout avant la Deuxième Guerre mondiale.

¹ Pour plus de détails sur la relation entre les États-Unis et le Panama avec le canal pour trame de fond, consulter l'ouvrage très accessible et intéressant de Walter LaFeber *The Panama Canal: The Crisis in Historical Perspective* (1990).

Les années 1980 s'inscrivent dans cette lignée, mais donnent aussi lieu à un revirement spectaculaire. À la suite de la mort du dictateur Omar Torrijos, en poste de 1968 à 1981, Manuel Antonio Noriega parvient à se faire nommer à la tête de la garde nationale² en 1983, ce qui lui confère le statut de dirigeant du Panama *de facto*. Jusque-là responsable du renseignement sous Torrijos, Noriega est un agent payé par la *Central Intelligence Agency* (CIA) depuis de nombreuses années et très apprécié pour l'étendue des renseignements qu'il récolte. Il s'avère un collaborateur très apprécié de la *Drug Enforcement Administration* (DEA) qui ne manque pas de souligner les nombreuses coopérations avec les autorités panaméennes (Noriega au premier chef) concernant des saisies de narcotiques. De plus, l'administration Reagan donne un énième signal d'appui au nouveau dictateur en avalisant la fraude électorale de 1984 au Panama qui culmine par la « victoire » de Nicolás Ardito Barletta aux dépens du nationaliste Arnulfo Arias.

Toutefois, à la fin de la décennie, la situation est dramatiquement différente. En février 1988, Noriega est inculpé par deux tribunaux floridiens en ce qui a trait à des accusations de racket, narcotrafic et blanchiment d'argent. Divers dirigeants américains souhaitent son départ et le président des États-Unis George Bush³, en 1989, appelle à un coup d'État au Panama. L'année 1989 culmine par l'invasion militaire du Panama en décembre par l'armée américaine, par la capture de Noriega et par son transport dans une prison américaine afin de subir un procès aux États-Unis.

La politique étrangère des États-Unis au Panama durant le règne de Noriega a suscité un vif intérêt notamment chez les journalistes (Dinges, 1990; Kempe, 1990; Buckley, 1991; Woodward, 1991), mais également dans le domaine académique. Dans le domaine de la science politique, l'essentiel du débat s'est concentré sur les causes qui ont poussé les États-Unis à collaborer avec le régime militaire, puis à déployer leur puissance militaire à l'endroit de l'isthme panaméen. Cette littérature a notamment été dominée par des tenants d'approches liées à l'école réaliste. Certains y ont vu une coopération basée sur la crainte de voir émerger un autre Cuba qui menacerait la stabilité régionale. Cependant, lorsque le régime panaméen tente de plus en plus de mener une politique indépendante, Washington réaffirme son hégémonie dans cet État d'Amérique centrale par le biais d'une intervention armée (Sánchez, 2007). D'autres ont plutôt soulevé que la collaboration s'explique par la politique de soutien aux *Contras* au Nicaragua alors que l'invasion relève davantage de la détermination des États-Unis à

² Conformément au traité concernant le canal signé avec les États-Unis, le Panama n'a pas droit à une armée régulière (ce qui assure davantage l'hégémonie américaine). La garde nationale constitue une forme de force située entre la police et l'armée.

³ Il est commun d'écrire George H. W. Bush afin d'éviter toute confusion avec son fils, qui a également été président des États-Unis, George W. Bush. Or, le mémoire ne fait aucune référence à Bush fils et s'en tient uniquement à Bush père. Pour cette raison, nous nous en tiendrons à la forme réduite du nom du 41^e président des États-Unis.

maintenir leur important dispositif militaire (notamment les quatorze bases militaires) sur les rives du canal de Panama (Scranton, 1991)⁴.

Ce débat sur les causes, tant de la collaboration que de l'invasion, est symptomatique de la forte présence (certains parleraient plutôt d'hégémonie) du positivisme dans l'étude des relations internationales et de la politique étrangère. Il serait possible de résumer le positivisme, autour des quatre éléments relevés par Steve Smith : a) la croyance selon laquelle le monde social peut être étudié de la même façon que le monde naturel, b) la séparation des faits et des valeurs, c'est-à-dire que les « faits » peuvent être étudiés sans être influencés par une théorie jugée neutre, c) une volonté de découvrir des régularités et des lois dans le monde social et enfin, d) l'acceptation de l'empirisme (les faits qui sont observables) comme arbitre de ce qui compte comme connaissance valable et scientifique (Smith, 2001, p. 42). Dans le cas du Panama, les analystes s'interrogent d'abord et avant tout sur le « pourquoi » du comportement observé (coopération ou invasion). Ce faisant, ces auteurs tiennent pour acquis que la coopération ou l'invasion militaire est « naturellement » possible (c'est-à-dire que les États-Unis peuvent collaborer avec n'importe quel État ou qu'ils peuvent envahir n'importe quel État). Il s'agit donc d'isoler certaines variables afin de cerner le « pourquoi », ce qui, à la suite de plusieurs études, devrait permettre aux chercheurs d'identifier des lois générales qui régissent le comportement des États.

Cependant, ces auteurs oublient de s'interroger sur ce qui a rendu cette politique possible. Prenons l'exemple de l'invasion du Panama pour le démontrer. Dans les faits, les États-Unis ne conçoivent pas qu'ils puissent utiliser leur force militaire à l'endroit de n'importe quel État simplement parce que ce dernier est inférieur militairement (Lynn-Doty, 1993, p. 298). Il faut donc aller au-delà des simples capacités matérielles qui devraient permettre à la superpuissance américaine d'envahir un État, quel qu'il soit. La possibilité d'une telle pratique par un agent (dans le cas actuel l'invasion du Panama par les États-Unis) tient au fait que les agents ont façonné des significations donnant un sens à l'action (l'invasion). Ces significations ou interprétations permettent l'action, l'invasion devient justifiée alors que d'autres actions sont écartées (tel le statu quo).

Dès lors, il est possible de constater la différence entre ces deux types de question. À la différence du « pourquoi », le « comment est-ce possible » apparaît beaucoup plus critique⁵. Lorsqu'un chercheur

⁴ De nombreux auteurs partagent largement l'une ou l'autre de ces analyses comme Carlos Guevara Mann (1996), William C. Martel (2007) et Glen J. Antizzo (2010). Assez ironiquement, même des analyses très critique émanant de la société civile telles que *The Independent Commission of Inquiry on the U.S. Invasion of Panama* (1991) et le documentaire *The Panama Deception* (Trent, 1992) offrent une explication de l'invasion sur la base du fait que les motifs américains seraient la volonté de préserver un contrôle américain du canal et de maintenir des bases militaires dans l'isthme. Évidemment, à la différence des analyses réalistes, ceux-ci jugent de manière très critique cette invasion.

s'interroge sur la base du « pourquoi » les États ou les dirigeants adoptent telles pratiques à l'endroit d'autres États, celui-ci assume plusieurs éléments à propos de ces acteurs (Lynn-Doty, 1993, p. 299). On n'a qu'à penser aux pratiques qui rendent légitimes l'action de dirigeants au nom de ce qu'on appelle l'« État ». Une question de recherche basée sur le « comment cela a été rendu possible », amène le questionnement à un autre niveau, en s'interrogeant justement sur les pratiques qui permettent aux acteurs d'agir ou de formuler des politiques (Lynn-Doty, 1993, p. 299).

Ce type de questionnement est celui que nous adopterons⁶. Toutefois, il faut être plus précis puisque plusieurs théories différentes abordent ce type de questionnement. Pour notre part, nous croyons que le point de départ réside dans l'élément suivant : la réalité étudiée est une réalité *sociale*. La base même de cette réalité est *construite* à travers les actions d'humains en raison de leurs actions et interactions. Nicholas Onuf résume bien la situation lorsqu'il affirme « fondamentalement [...] nous ne serions pas humains si nous n'avions pas de relations sociales. En d'autres mots, les relations sociales *font* ou *construisent* les personnes – nous-mêmes – et en font des individus (Onuf, 1998, p. 59 [italiques dans l'original] [traduction de l'auteur⁷]). Dans cette optique, le monde tel qu'étudié en sciences dites « sociales » en est un qui analyse des rapports entre êtres humains et cette réalité est donc nécessairement *socialement construite*. Pour cette raison, l'approche théorique décrite est appelée constructiviste.

Dès lors, à l'opposé de ce qui est proposé par les tenants du positivisme, il nous semble tout simplement impossible d'étudier le monde social de la même façon que le monde naturel (ce que font les sciences naturelles). À titre de chercheur, nous faisons tous partie du monde social que nous tentons d'étudier et il nous est impossible de nous en séparer. Nous reviendrons toutefois plus tard sur l'approche théorique constructiviste utilisée dans ce mémoire.

Pour en revenir à la politique étrangère américaine et à la relation avec le Panama de Noriega, l'étude entend se pencher sur la collaboration et sur la situation conflictuelle qui culmine par une invasion. Pour

⁵ Cette différence entre « pourquoi » et « comment » amène des théories différentes. Celles répondant à la première question sont appelées théories explicatives alors que les autres sont décrites comme étant des théories constitutives.

⁶ Au sein de la discipline qu'est la science politique, l'auteur écrit la plupart du temps à la première personne du pluriel, soit le proverbial « nous ». Cet usage du « nous » témoigne justement de l'importance du positivisme en science politique. Le recours au « nous » relève en quelque sorte de l'idéal de la séparation entre l'auteur et l'objet, idéal inspiré des sciences naturelles et « pures ». Ce postulat veut que la vision du monde de l'auteur (le fait qu'il est partie prenante du monde qu'il analyse) n'influe pas sur son objet d'analyse. Utiliser ce « nous » plutôt que le « je », revient en quelque sorte à accepter tacitement (bien que timidement) cette séparation auteur/objet à notre avis impossible. Par contre, les normes de présentation de l'université obligent la rédaction du mémoire à la première personne du pluriel. L'auteur tient donc à souligner que s'il n'en tenait qu'à lui, ce texte serait écrit à la première personne du singulier. Cette réflexion provient de la lecture de Vendulka Kubáľková qui aborde cette question et la développe plus en profondeur (Kubáľková, 2001c, p. 124-127).

⁷ La quasi-totalité des citations de ce texte sont tirées de l'anglais, et sont donc traduites par l'auteur. Ce faisant, afin d'alléger le texte, les citations traduites n'auront plus la mention « traduction de l'auteur ». À l'inverse, les citations qui ne sont pas traduites par l'auteur seront plutôt suivies de la mention « originale ».

ce faire, il semble que le type de question évoqué précédemment (comment est-ce possible) est mieux à même de fournir une analyse pertinente. Bref, comment la politique étrangère américaine au Panama sous Noriega a-t-elle été rendue possible (ou « construite », comme diraient les constructivistes)? À notre avis, la réponse tient en grande partie à la représentation qui est faite de Noriega par les dirigeants américains. En quelques mots, le présent mémoire vise à démontrer, par le biais d'une approche constructiviste, que la transformation de l'identité de Noriega a fait passer progressivement les dirigeants américains d'une politique de collaboration à une politique d'affrontement. Ainsi, des pratiques discursives (la représentation de Noriega) confèrent au dictateur une identité, et de cette identité découle, presque naturellement, la politique étrangère américaine⁸.

Certains pourraient s'interroger sur la nécessité de se concentrer autant sur la personne de Noriega et la construction qui en est faite par les autorités américaines? N'est-ce pas là une simplification abusive que de réduire la politique étrangère au Panama à la représentation de Noriega? Ces questions sont tout à fait légitimes et méritent une réponse adéquate. Tout d'abord, il convient de mentionner qu'effectivement, la politique étrangère américaine au Panama ne se résume pas à la représentation de Noriega. Toutefois, à la lumière de l'analyse, il deviendra plus clair que l'identité conférée au dictateur permet de comprendre *en grande partie* la politique étrangère américaine au Panama. À l'inverse, il nous apparaît impossible de comprendre celle-ci sans mettre en exergue la représentation de Noriega.

D'autre part, Noriega tend à être présenté comme omnipuissant, c'est-à-dire qu'il sait et contrôle pratiquement tout au Panama. Évidemment cette image n'est pas étrangère à son poste de chef des renseignements au sein de la garde nationale, le G-2. En plus, il a lui-même rédigé un manuel concernant les opérations psychologiques souvent évoqué par les dirigeants américains. Plusieurs Panaméens ne manquent pas de souligner le contrôle exercé sur le Panama par Noriega. Ainsi, l'ancien dictateur Omar Torrijos soulignait fréquemment que « Noriega sait où nous sommes, mais nous ne savons pas où il est » (Kempe, 1990, p. 109). Un de ses anciens collaborateurs dans des affaires de narcotrafic, Floyd Carlton, abonde dans le même sens lorsqu'il affirme que « rien ne se passe au Panama sans que Noriega le sache » (Kempe, 1990, p. 195). Ainsi, il n'était pas rare d'entendre des membres de l'élite panaméenne (journalistes, fonctionnaires, militaires, etc.) mentionner que Noriega possède un dossier secret sur pratiquement toutes les personnes importantes au Panama (Dinges, 1990, p. 30).

⁸ Le choix d'un cadre théorique constructiviste nous mène à recourir à la notion d'identité. Toutefois, comme l'a mentionné un membre du comité d'évaluation, il serait tout aussi juste de souligner que la notion de « perception » de Noriega ou d'« image » de Noriega pourrait tout autant s'appliquer. Quoi qu'il en soit, que l'on ait recours à l'un ou l'autre de ces termes, il demeure que la logique du langage s'applique. En définissant discursivement Noriega (ce qui forge nécessairement la perception de celui-ci), les dirigeants américains posent les jalons de leur éventuelle action politique. Pour être acceptée et être légitime, cette action politique doit forcément s'inscrire naturellement dans la représentation discursive qui est faite.

Or, il n'y pas que des Panaméens qui véhiculent cette image, mais également des membres du gouvernement américain. Un câble diplomatique, daté du 17 août 1983, de l'ambassadeur américain au Panama, Everett Briggs, note que plusieurs observateurs américains le comparent à une sorte de « Darth Vader » tirant les ficelles dans l'ombre (Dinges, 1990, p. 155). Dans la même veine, le général Frederick Woerner, à la tête du *United States Southern Command* (SOUTHCOM) situé au Panama, évoque la présence inexplicable d'un homme avec un immense drapeau panaméen alors qu'il était sous escorte militaire dans un périmètre sécurisé. Ébranlé, il affirme être convaincu « qu'il s'agit de quelqu'un de l'ambassade chargé de lui démontrer que Noriega était partout » (Buckley, 1990, p. 103).

Cette représentation d'omnipuissance est importante. Une telle perception place la représentation de Noriega comme une clé incontournable et nécessaire à la compréhension de la politique étrangère américaine au Panama. En présentant Noriega comme un dictateur omnipotent, c'est-à-dire comme sachant et connaissant tout au Panama, il en vient à personnifier le régime. De cette manière, la centralité de Noriega dans notre analyse nous semble parfaitement justifiée⁹.

Le travail sera donc organisé autour des diverses transformations de l'identité de Noriega au cours de son règne à la tête du Panama. Après avoir abordé le cadre théorique constructiviste adopté dans ce mémoire, il sera question de la première articulation de l'identité de Noriega. Dans cette phase, la représentation du dictateur se fait autour d'une image d'allié anticommuniste. Noriega s'inscrit dans un registre de significations préexistantes lié à la guerre au communisme. Plutôt que d'être un ennemi soupçonné de communisme, Noriega apparaît comme un partenaire afin de mener la bataille au péril rouge en Amérique centrale, notamment au Nicaragua. Évidemment, Noriega n'est pas un allié parfait, comportant différents travers, tels son caractère corrompu ou ses liens avec Cuba. Son identité d'allié anticommuniste lui donne une certaine marge de manœuvre puisque certains irritants sont balayés par le fait que la menace communiste semble bien plus périlleuse. De plus, les comportements désagréables de Noriega sont acceptés (ou à tout le moins tolérés) en raison du fait qu'il est perçu comme dépendant et qu'en quelque sorte, il est « contrôlé » par le gouvernement américain.

De cette représentation de Noriega émerge la politique étrangère américaine durant cette première phase. Une collaboration soutenue a lieu entre le gouvernement américain et le régime panaméen, Noriega ne faisant pas de bruit sur l'usage des bases militaires américaines dans la zone du canal de Panama dans la politique d'endiguement en Amérique centrale. De plus, Noriega utilise son réseau régional pour alimenter en équipements militaires les *Contras*, cette organisation de contre-

⁹ Néanmoins, il convient de garder à l'esprit que le fait que Noriega soit présenté comme omnipotent ne doit pas conduire le lecteur à voir dans ce travail une acceptation de ce caractère par l'auteur. En effet, Noriega n'a clairement pas le plein contrôle de l'ensemble des forces politiques au Panama. Des forces rivales sont en place que l'on pense au numéro deux du régime Roberto Díaz Herrera, certains membres de l'élite économique, le journal de centre-droit *La Prensa* (un des rares médias d'opposition « toléré » par le gouvernement), sans compter plusieurs forces de la société civile, etc.

révolutionnaires largement, voire presque entièrement financée par Washington, ayant pour objectif de renverser le gouvernement sandiniste au Nicaragua.

Dans un deuxième temps, l'identité de Noriega se réarticule autour des irritants jusque-là tolérés et la représentation d'allié anticomuniste s'effrite. Avec les révélations concernant le scandale Iran-Contra et la contestation du régime au niveau domestique, Noriega s'avère une valeur déclinante dans la lutte au communisme. Il devient plutôt une nuisance en raison de son caractère dictatorial et corrompu. De plus, Noriega est comparé à un autre dictateur déchu, Ferdinand Marcos aux Philippines. De cette représentation émerge une nouvelle politique étrangère au Panama, où le départ du dictateur est souhaité, sans être prioritaire, et où des solutions sont importées du cas des Philippines sous Marcos. Cependant, puisqu'il ne s'agit pas d'une priorité, les mesures mises en œuvre par le gouvernement américain sont très peu importantes (surtout des négociations qui ne donnent guère d'incitatifs au départ de Noriega).

Toutefois, l'identité de Noriega est altérée par la représentation d'autres acteurs américains, principalement des membres du Congrès et par les campagnes présidentielles de George Bush et du démocrate Michael Dukakis. À la suite des inculpations judiciaires américaines de février 1988 à l'endroit de Noriega, ceux-ci articulent l'identité de Noriega autour de l'image du trafiquant de drogues. Cette représentation appelle à tout un registre de significations assimilé à la guerre à la drogue. Celui-ci est largement axé sur les notions de répression des criminels (les consommateurs et les commerçants de narcotiques) et sur la menace que la drogue pose à la société américaine. Noriega n'est plus un dirigeant d'État, mais plutôt un simple criminel et un trafiquant de drogues.

L'identité conférée à Noriega réoriente la politique étrangère américaine une nouvelle fois. En définissant Noriega comme étant principalement un narcotrafiquant, il est alors perçu comme un problème qui doit être réglé. Par contre, cette résolution ne peut pas être le fruit d'une négociation quelconque, puisqu'il est hors de question d'accommoder ou de discuter avec un criminel. Cette représentation appelle par conséquent à diverses mesures plus musclées, dont la poursuite des sanctions économiques, les opérations clandestines, les appels à des coups d'État et, ultimement, une invasion militaire. Comme nous le verrons, cette représentation de Noriega tend aussi à mettre à mal la crédibilité de l'administration américaine et plus particulièrement celle de Bush.

CHAPITRE I

CADRE THÉORIQUE

Avant de s'intéresser à la politique étrangère américaine au Panama, il convient de préciser le cadre théorique du mémoire. L'approche constructiviste sera présentée de la façon suivante. Une première partie sera consacrée à l'épistémologie et à l'opposition au positivisme. Ensuite, la dimension ontologique sera abordée, c'est-à-dire l'importance de la représentation, du discours et de l'identité dans l'analyse. Puis, nous traiterons de la relation entre l'agence, soit les humains qui représentent le monde auquel ils sont confrontés, et la structure, c'est-à-dire les différentes constructions sociales qui sont le fruit de l'action des humains. Finalement, le chapitre se terminera sur deux éléments liés à la méthodologie. D'une part, la question suivante sera posée : qui est en mesure de fixer l'identité de Manuel Noriega et de donner du sens à la politique étrangère américaine au Panama? La réponse à cette question permettra d'identifier les discours de quelles personnes sont à analyser dans le cadre de ce travail. D'autre part, après la définition du *qui*, nous pourrons nous pencher sur le *où*. En ce sens, une fois que les personnes pertinentes à l'analyse sont identifiées, il ne reste plus qu'à convenir où le chercheur peut trouver des sources utiles pour déceler ce discours.

1.1 Un rejet du positivisme

Comme il a été souligné précédemment, le constructivisme s'inscrit dans un rejet du positivisme¹⁰. Les tenants d'une telle approche épistémologique soutiennent qu'une recherche dite « scientifique » doit nécessairement s'appuyer sur une analyse basée sur l'empirisme, c'est-à-dire l'étude de faits « observables » par le biais de nos sens. Cette méthode, importée des sciences « naturelles » ou « pures », mène les tenants d'une certaine orthodoxie réaliste à s'en tenir à des capacités matérielles (soit la puissance d'un État sur la base des capacités militaires ou économiques) (Waltz, 1979; Gilpin, 1981). Ainsi, toute la question des perceptions de l'individu est écartée. L'individu est remplacé par un décideur générique qui agit sur la base de la théorie du choix rationnel en maximisant les intérêts de

¹⁰ En fait le constructivisme « mince » ou « conventionnel », très identifié à Alexander Wendt, se revendique du positivisme. L'ambition du présent mémoire n'étant pas de se pencher sur des questions épistémologiques, la discussion sur le constructivisme de Wendt en restera là. Toutefois, pour quelques critiques pertinentes de ce constructivisme, le lecteur peut consulter Jutta Weldes (1999, p.8-9) ou Steve Smith (2001, p. 38-55).

l'État. S'intéresser aux individus et à leur complexité ne seraient absolument pas nécessaire puisque ceux-ci agissent tous avec la même rationalité.

Ce positivisme sous-tend aussi la notion que le monde social est semblable au monde naturel et qu'il est possible d'y trouver des régularités (voire ultimement des lois¹¹) qui le gouvernent (Smith, 2001, p. 42). Ainsi, au fil de multiples analyses empiriques, la théorie serait à même de révéler ces régularités. Par ailleurs, le chercheur est considéré comme pouvant se soustraire à la réalité qu'il étudie. Les valeurs de celui-ci n'influeraient aucunement sur la réalité étudiée, ce qui permet à la théorie d'être jugée neutre.

De multiples problèmes se posent à l'égard de ce recours au positivisme. La notion d'une théorie neutre apparaît particulièrement problématique. Il convient de rappeler que contrairement aux sciences naturelles, l'étude des sciences sociales implique le fait que des humains (à titre de chercheurs) étudient des activités d'autres êtres humains. La normativité du chercheur ne peut donc pas être écartée, celui-ci étant un humain évoluant dans une société donnée, à une époque historique particulière et dans un certain contexte politique et social (Macleod et O'Meara, 2010, p. 9-10). Ce faisant, la connaissance produite est toujours le fruit de ce contexte normatif. Il est fort probable qu'un général américain ne posera pas le même regard sur l'invasion du Panama par les États-Unis qu'un Panaméen vivant dans le quartier populaire d'El Chorrillo¹². Aussi, un analyste n'étudie pas les relations internationales de la même manière s'il habite les États-Unis, l'Estonie, le Togo ou le Bangladesh¹³.

Évidemment, la situation géographique n'est pas le seul facteur normatif à prendre en compte (quoiqu'il constitue un exemple frappant du caractère situé de la connaissance). Le genre constitue un autre exemple. Ainsi, le fait que la discipline ait longtemps été dominée par des hommes a amené à négliger plusieurs enjeux comme l'effet des guerres sur les femmes ou encore la prostitution autour des bases militaires américaines (Peterson, 2004, p. 38; Enloe, 2000, p. 83). Ces féministes posent une question jusque-là largement oubliée par leurs collègues masculins : où sont les femmes (Peterson, 2004, p. 38)? Bref, la normativité est inhérente à toute recherche, le chercheur étant profondément influencé par une multitude de facteurs, que ce soit la classe sociale, la géographie, le genre, etc.

¹¹ Il est tout de même permis de douter que beaucoup de tenants du positivisme ne pensent pas être en mesure de trouver véritablement des lois, mais tentent plutôt de s'approcher de cet idéal.

¹² Ce quartier a été le plus durement touché par l'invasion américaine. En plus des victimes mortelles, l'attaque a donné lieu à des milliers de réfugiés en raison des incendies qui ont ravagé cette zone densément peuplée au sein de la capitale.

¹³ Sur le caractère situé de la connaissance, on peut consulter l'article de Steve Smith sur la relation entre l'hégémonie américaine au niveau international et l'hégémonie américaine dans la discipline des relations internationales (Smith, 2002, p. 67-85).

Au-delà des considérations normatives, il faut également souligner le problème qui découle de l'étude de ce qui est observable. Évidemment, dans le domaine de la physique ou de la chimie, le caractère observable du sujet étudié ne pose pas problème (dans la mesure où certains instruments technologiques sont disponibles pour mener à bien les recherches). En science sociale, cela s'avère plus complexe. Comment prendre en compte les perceptions des humains qui peuplent le champ d'étude? Les émotions, les processus cognitifs et plusieurs phénomènes psychologiques s'inscrivent difficilement dans la catégorie de ce qui est observable. Une variété de problèmes se pose donc lorsque l'analyse est limitée à l'observation au sens positiviste du terme. Une vaste quantité d'éléments pertinents, susceptibles d'alimenter la connaissance sont laissés de côté.

Ces choix épistémologiques ont aussi d'autres conséquences. D'une part, elles tendent à définir les balises de ce qu'est la science et ce qui doit être étudié. Ce faisant, des approches dites postpositivistes ou réflexivistes sont jugées comme non scientifiques (et donc potentiellement inutiles à publier dans les revues scientifiques) (Smith, 2002, p. 82). D'autre part, au niveau ontologique cela amène une proximité entre les deux grandes approches qui dominent la discipline des relations internationales. En raison de la convergence de vue au niveau épistémologique, le débat entre les deux approches se situe dans le domaine empirique. Ce débat est toutefois très mince puisqu'à la suite de ce qui a été appelé la synthèse néoréalisme-néolibéralisme, les différences entre ces deux approches se résument à savoir jusqu'à quel point les institutions peuvent minimiser l'effet de l'anarchie et si les acteurs (États) recherchent des gains absolus ou relatifs (Smith, 2001, p. 42). Par ailleurs, une autre conséquence ontologique réside dans le type de sujets traités. Comme le souligne Steve Smith, les néoréalistes et néolibéraux « voient » (et étudient) certaines inégalités. Ces inégalités sont largement politiques et militaires. Or d'autres formes d'inégalités sont négligées telles les questions de genre, de culture, de migration de populations, de droits humains, d'environnement ou d'inégalité économiques (Smith, 2002, p. 82).

En ce sens, la position épistémologique de ce travail s'oppose au positivisme. L'approche constructiviste est antifondationaliste, c'est-à-dire qu'elle rejette l'idée « qu'il existe des prémisses indiscutables sur lesquelles on peut fonder la vérité d'une interprétation ou une explication des choses » (Macleod et O'Meara, 2010, p. 11 [originale]). Conformément à cette opposition au positivisme, la théorie utilisée se veut aussi résolument constitutive, dans la mesure où il est impossible de séparer l'observateur (le sujet) de son objet de recherche. Dès lors, il nous apparaît impossible pour un chercheur, appartenant à la réalité qu'il étudie, d'en venir à expliquer le fonctionnement du monde social. Le questionnement du chercheur doit plutôt tourner autour de la question du « comment » (au lieu du « pourquoi »). Dans cette optique, le constructivisme soutient que la réalité est impénétrable dans son essence (c'est-à-dire qu'elle est impossible à atteindre directement) puisque la réalité dépend toujours du sujet (Smith, 2001, p. 42). Il est donc primordial de problématiser le plus possible la normativité qui découle des choix du chercheur et du contexte particulier dans lequel il écrit. En ce

sens, la connaissance produite sera toujours le fruit d'un contexte historique, social, environnemental, etc. Cette connaissance sera nécessairement subjective et contextuelle. Ce qui ne veut pas dire qu'elle ne soit pas valable puisqu'elle permet d'approfondir la connaissance sur des situations particulières et sur divers cas empiriques.

1.2 Représentation et identité

L'approche utilisée dans ce mémoire, soit la théorie constructiviste, a cette volonté de ramener l'individu au sein de la discipline des relations internationales. Comme mentionné précédemment, autant le néoréalisme que le néolibéralisme prétendent à une théorie des relations internationales, mais aucune de ces approches ne laisse place à la dimension humaine. En effet, leurs seuls acteurs sont des États, dont on a évacué le fait qu'ils sont dirigés par des êtres humains en adoptant le modèle de l'acteur rationnel. Les constructivistes (et d'autres approches également) considèrent que la présence d'humains est absolument fondamentale. Ces individus analysent et interprètent les actions d'autres humains. Ils interagissent et dialoguent avec ceux-ci. Ce faisant, pour être en mesure de comprendre cette réalité, il faut tenir compte de la centralité du langage et de l'interprétation. Pour paraphraser Nicolas Onuf, parler est sans contredit le plus important acte de construction et de compréhension du monde (Smith, 2001, p. 52).

Cette notion est absolument fondamentale. Le constructivisme est souvent résumé à l'aide d'une idée centrale : notre monde est socialement construit. Il est construit par les interactions humaines qui façonnent le sens du monde social. Ainsi, la réalité matérielle que les néoréalistes prétendent étudier (soit la puissance des États définis en termes de capacités militaires) n'existe pas. Cette réalité n'a de sens qu'à travers l'interprétation qu'en font les humains. Pour reprendre l'exemple de Wendt, une bombe nucléaire n'a pas un sens propre, puisque pour les dirigeants américains, une telle bombe entre les mains du Royaume-Uni ou de l'Iran est loin d'avoir la même signification (Wendt, 1992, p. 397). L'un étant perçu comme un allié alors que l'autre est jugé hostile aux États-Unis.

Le langage et la représentation sont donc fondamentaux, il n'y a pas de réalité à l'extérieur de ceux-ci. Il ne s'agit pas ici de nier l'existence même de la réalité matérielle. Il s'agit seulement de mentionner qu'elle n'a pas de sens intrinsèque, que la compréhension et le sens donné à cette matérialité ne peuvent qu'être appréhendés par la représentation et l'interprétation qu'en font les humains (Campbell, 1998, p. 6). Le matériel et l'idéal vont donc de pair, l'un n'ayant aucun sens sans l'autre (Hansen, 2006, p. 1).

Dans cette optique, au sein des fondements mêmes de l'action humaine, on trouve la représentation et la construction du monde qui entoure l'individu. Ces individus, pour agir, doivent définir le monde

auquel ils sont confrontés, ils représentent certaines choses (dirigeants, États, institutions, *etc.*) de telles façons et d'autres, de telles autres façons. Les humains peuplent donc leur environnement de différentes significations, ce que les constructivistes appellent des identités (Wendt, 1992, p. 396-397). La représentation de l'environnement auquel est confronté l'humain est absolument incontournable. L'action ou le comportement d'un humain découle de la représentation qu'il se fait de la situation à laquelle il fait face. Ainsi, lorsqu'une personne en dépeint une autre comme étant profondément maléfique, toute une série de conséquences s'en suit. Elle définit la relation avec cette personne et le comportement qui devrait découler de cette relation. La confiance, l'amitié ou encore la sympathie envers une telle personne est impossible. Une personne incarnant le mal étant nécessairement néfaste, l'action qui en résulte logiquement est que les contacts doivent être réduits (voire nuls) et que la méfiance doit être perpétuelle. L'action devient impossible sans la représentation, puisqu'elle émane directement de l'identité conférée à l'autre et de la définition de la situation à laquelle les individus sont confrontés. C'est pourquoi les constructivistes affirment que les intérêts découlent de l'identité (Wendt, 1992, p. 398; Weldes, 1999, p. 14; Hopf, 2002, p. 16).

Ces identités conférées à différents Autres permettent, par le biais de comparaisons, de définir sa propre identité (le Soi). Cette notion d'identité est donc fondamentalement relationnelle (Wendt, 1992, p. 397). Une identité ne peut pas exister et elle ne peut pas avoir de sens sans être comparée et reliée à d'autres identités (Hopf, 2002, p. 7). Par exemple, une superpuissance étatique ne peut exister que si on la compare avec d'autres États. Pour revenir à l'exemple d'une personne jugée maléfique, celle-ci ne peut être définie de la sorte que si on la compare à d'autres identités plus vertueuses. Il est alors fréquent de constater que les comparaisons agissent de manière binaire, c'est-à-dire dans une logique d'opposition comme puissant/faible, bon/mauvais, libre/esclave, riche/pauvre, *etc.* Ce faisant, en présentant l'Autre d'une certaine manière (par exemple, maléfique et mauvais), le Soi est défini plus positivement (c'est-à-dire incarnant le bien).

Cette propension humaine à représenter le monde en attribuant des identités à divers Autres peut être comprise à travers une nécessité cognitive. Plusieurs études en psychologie ont démontré que les capacités cognitives des humains sont limitées (Hudson, 2007, p. 40-41). La psychologie nous apprend que les humains sont notoirement mauvais dans plusieurs domaines. Malgré la capacité quasi illimitée de notre mémoire à long terme, les données « emmagasinées » dans celle-ci sont difficiles à récupérer (les exemples abondent, comme se souvenir d'un numéro de téléphone, l'endroit où se trouve nos clés ou encore le repas d'il y a un mois). C'est plutôt notre mémoire à court terme qui nous permet de fonctionner (Hudson, 2007, p. 42). Nous sommes également peu performants lorsqu'il s'agit de calculer des probabilités, tout comme nous avons des difficultés à nous débarrasser d'une croyance même lorsque celle-ci est démontrée fausse par les faits (Hudson, 2007, p. 43). Les humains ont aussi cette tendance à écarter des éléments qui entrent en contradiction avec leurs croyances et privilégier les informations qui les confirment (Rosati, 1995, p. 63). Quoi qu'il en soit, ces capacités cognitives limitées

amènent les humains à simplifier le monde qui les entoure afin de le rendre intelligible. Cette simplification se fait notamment à l'aide d'heuristiques, qui agissent en quelque sorte comme des « raccourcis » cognitifs. Cela a mené à l'élaboration de divers concepts comme celui d'image, de schéma et de raisonnement analogique (Rosati, 1995, p. 53-54 et 59).

L'attribution d'identités au monde qui nous entoure répond justement à cette nécessité cognitive. Ted Hopf va dans cette direction en mentionnant qu'il est impossible pour les humains de traiter chaque autre humain comme unique et qu'il est nécessaire de leur conférer une identité, ce qui a pour effet de les catégoriser (Hopf, 2002, p. 5-6). En catégorisant, les humains peuvent généraliser certaines caractéristiques, comportements, actions ou autres éléments qui seraient intelligibles sans cette simplification (Hopf, 2002, p. 6). L'Autre, une fois représenté, s'insère dans des catégories préexistantes et des traits lui sont attribués. En ce sens, la représentation de l'Autre et l'identité qui lui est donnée (tout comme le fait de donner des identités à différents objets) agissent comme un heuristique sans lequel les humains seraient incapables d'opérer.

À cet effet, la représentation et la caractérisation de l'identité de l'Autre ne se font pas en vase clos. Le langage et la construction discursive appellent fréquemment à des significations préexistantes, à des éléments déjà identifiés et à des construits sociaux antérieurs. La représentation de l'Autre permet justement d'introduire celui-ci dans ces catégories déjà définies. Or, il existe des significations préexistantes plus larges qui semblent regrouper de nombreuses idées. Un exemple d'une telle structure, que nous appelons un registre de significations, est la notion de « guerre froide ». D'un point de vue américain, celle-ci confère différents rôles. Elle définit l'ennemi, le camp communiste dont le porte-étendard est l'Union soviétique, mais elle attribue aussi aux États-Unis le rôle de « leader du monde libre ». Dans cette lutte, des rôles d'allié sont aussi octroyés à différentes entités (certains gouvernements, des mouvements paramilitaires, des groupes issus de la société civile, etc.). Par ailleurs, chacun des rôles amène son lot de comportements et d'actions bien spécifiques. L'URSS utilisera tous les moyens pour arriver à ses fins (la domination mondiale du communisme) et les États-Unis doivent nécessairement réagir par le biais d'une réponse musclée et une politique d'endiguement. Du côté des alliés, ils doivent emboîter le pas et suivre les politiques édictées par les États-Unis.

Bien que sommaire, ce portrait permet de mettre en lumière ce qu'est un registre de significations. La notion de guerre froide constitue un construit social qui lie différentes idées dans un tout qui *semble* logique et naturel. Une forme de « chaîne » articule différents éléments (la confrontation militaire, l'endiguement, l'opposition idéologique capitalisme/communisme, le rôle des alliés, etc.), de sorte qu'ils semblent tous ancrés les uns aux autres (Weldes, 1999, p. 98). Cette notion peut évidemment être contestée (et elle l'a été), et c'est pour cette raison qu'elle doit être continuellement reproduite par le biais de la répétition (Weldes, 1999, p. 99). Ces registres de significations sont extrêmement

importants. À partir du moment où une situation est inscrite dans un tel registre, l'Autre se voit accorder un rôle, un comportement et des balises fixent la réponse qui devrait être mise en œuvre face à une telle situation. Dans le cadre de l'analyse du présent mémoire, deux registres de significations seront développés, soit celui de la « guerre froide » et celui de la « guerre à la drogue ».

1.3 Agent et structure

Jusqu'à maintenant, il n'a été question que des individus, qui sont les acteurs du monde qu'ils construisent. Les constructivistes les appellent les agents. Ce n'est pas innocent puisque le terme est dérivé du latin *agere*, ce qui veut dire une personne qui agit (Kubáľková, 2001b, p. 22). Ils sont donc les moteurs de la construction, mais également du changement. Ils ont le pouvoir de peupler le monde social de différentes significations.

Or, ces agents ne sont pas complètement libres de toutes contraintes, ils naviguent à travers plusieurs structures idéationnelles déjà en place, que ce soit les conventions, la culture, les coutumes, les normes, *etc.* Ces structures ne sont pas immuables, tout comme elles ne sont pas naturelles et prédéterminées. Elles sont plutôt le fruit de la construction discursive des humains et du processus par lequel les humains représentent le monde (Kubáľková, 2001a, p. 64-65). De telles structures sont omniprésentes autant dans nos vies quotidiennes que dans le domaine des relations internationales. La norme de souveraineté, le pouvoir d'un chef d'État ou l'« anarchie » internationale sont autant d'exemples de structures qui ne sont pas prédéterminées, mais qui ont été façonnées par les agents à travers leurs différents discours.

Ces différentes structures acquièrent toutefois une force qui leur est propre. Elles contraignent les individus, notamment en fixant les paramètres du « normal », du permis, de l'acceptable et de ce qui est légitime. Aller à l'encontre de ces structures devient très difficile et elles en viennent à exercer une pression sur les agents afin qu'ils se conforment. À cet effet, les actions des agents peuvent remettre en question ces structures ou, la plupart du temps, les renforcer en reconnaissant, implicitement ou explicitement, leur caractère (Kubáľková, 2001a, p. 75).

Cependant, ce ne sont pas toutes les structures qui ont la même force. Certaines sont plus ancrées que d'autres puisqu'elles sont davantage partagées par un groupe, une communauté ou une société. Lorsque de telles structures idéationnelles (normes, valeurs, idéologie, *etc.*) deviennent partagées par une société ou par un groupe quelconque, par le biais de l'interaction entre les acteurs, les constructivistes désignent ce processus comme étant intersubjectif (Wendt, 1992, p. 396-397). Dès lors, la transformation, voire le remplacement de cette structure nécessitera ensuite l'action d'une multitude d'agents. L'action d'un seul agent n'est pas suffisante. Par exemple, la remise en question du

pouvoir des monarques en Europe ne s'est faite que progressivement, à mesure que la prémisse de base de ce pouvoir (la noblesse héritée par le sang) se fissurait. Or, les premiers à s'attaquer à cette structure qu'est le pouvoir royal n'ont pas manqué de subir le pouvoir judiciaire et armé que conférait l'idée de monarchie au souverain. Le fait est que la remise en question par un seul agent (« le roi n'est rien d'autre qu'un homme parmi les hommes ») n'anéantit pas pour autant la structure idéationnelle de la royauté qui demeurait largement partagée par la société. Ce n'est que par l'agrégation de ces représentations par une foule d'agents que ce pouvoir royal peut être remis en cause.

En somme, un processus dynamique est en branle, où les actions des agents contribuent à la création de structures. Ces structures imposent à leur tour des contraintes aux agents en fixant les paramètres du permis et de l'acceptable. Lorsque de telles structures idéationnelles (normes, valeurs, idéologie, *etc.*) deviennent partagées, ces structures sont interprétées comme étant intersubjectives. C'est-à-dire qu'une structure n'a de pouvoir que dans la mesure où les significations sont partagées. À partir du moment où ce sens n'est plus reconnu, la contrainte exercée par la structure n'existe plus. Dans cette optique, les agents renforcent la structure en agissant à l'intérieur des balises fixées ou agissent à titre de moteur de changement en allant à l'encontre de cette structure. Évidemment, le premier phénomène est beaucoup plus fréquent que le second. Quoi qu'il en soit, ce processus où s'influence mutuellement l'agent et la structure est ce que les constructivistes appellent la co-constitution de l'agence et de la structure (Onuf, 1989, p. 42).

1.4 L'importance du langage

Depuis le début de ce chapitre, il a été question de l'importance du langage. La faculté de parler, de représenter et d'interagir sur cette base est au cœur de l'analyse présentée. Le langage occupe donc une place centrale dans l'existence humaine et nous croyons qu'il en va de même dans le domaine de la politique étrangère. Dans le cas qui concerne la présente étude de la politique étrangère américaine au Panama, l'identité d'un Autre, Manuel Noriega (et le changement de cette identité), nous apparaît incontournable pour comprendre comment l'invasion de l'isthme a été rendue possible. De ces représentations émerge la politique étrangère américaine.

Toutefois, il convient de s'interroger : où devrait-on trouver la source des discours et des représentations identitaires? Qui est en mesure de fixer l'identité de Noriega? Pour ce faire, il faut se tourner vers ce que les constructivistes appellent un imaginaire sécuritaire, soit une « construction bien établie de significations et de relations sociales à partir desquelles est créée une représentation du monde des relations internationales » (Weldes, 1999, p. 10). Cet imaginaire sécuritaire donne une place à l'État (les États-Unis dans ce cas-ci), les relations avec les autres États et la place de ceux-ci dans le système. L'imaginaire sécuritaire de l'après-Deuxième Guerre mondiale donne justement aux

dirigeants de ce qu'on connaît comme étant l'« État » (notamment à l'appareil de sécurité nationale) le pouvoir de parler au nom de celui-ci, de définir les menaces à la sécurité, de signer les traités, *etc.* (Weldes, 1999, p. 11). L'auditoire (les Américains) juge légitime que ces individus (le président, son groupe de conseillers, certains départements, *etc.*) mènent la politique étrangère de l'État. Dès lors, c'est surtout au sein de l'appareil gouvernemental qu'on trouvera des pratiques de représentations en politique étrangère qui sont perçues comme légitimes et valables.

Pourtant, plusieurs s'interrogeront : est-ce vraiment pertinent de s'intéresser au langage des dirigeants? N'est-ce pas seulement de la rhétorique? Est-ce que les paroles révèlent les intentions véritables ou est-ce seulement un mensonge visant à convaincre un auditoire? Après tout, les gens ne mentent-ils pas couramment?

Plusieurs réponses doivent être offertes à savoir si la rhétorique des dirigeants est importante. D'une part, il est souvent fait mention que les discours des dirigeants ne servent qu'à exalter leur audience et à convaincre celle-ci de la justesse de leurs politiques. Derrière des portes closes, la rationalité prédominerait. Or, comme le souligne Jutta Weldes, l'accès à des documents d'archives révèle que les dirigeants emploient cette même « rhétorique » entre eux et sans qu'elle soit destinée à la population en général (Weldes, 1999, p. 116). Un document comme le NSC 68, qui est à la base de la politique étrangère américaine de l'après-Deuxième Guerre mondiale et destiné à un nombre restreint de membres du gouvernement américain, constitue un bon exemple. Alors que le lecteur s'attendrait à une analyse froide et rationnelle de l'URSS, le document s'avère plutôt imbibé de notions culturelles et idéologiques (Campbell, 1998, p. 25). L'URSS y est démonisée, présentée comme une menace visant la conquête planétaire et la « destruction de la civilisation » (Campbell, 1998, p. 23-25). C'est sur cette base « idéologique » plutôt que « rationnelle » que les auteurs du document NSC 68 jugent qu'il est nécessaire de poursuivre la politique d'endiguement et d'augmenter considérablement les dépenses militaires.

Par ailleurs, même si cette rhétorique était purement mensongère, elle révélerait tout de même certains éléments importants. Pour être efficace, cette rhétorique doit s'appuyer sur des valeurs ou des idées partagées au sein de l'auditoire (soit la population américaine) (Hunt, 2009, p. 15). Sans ces schémas communs et partagés, le discours tombera nécessairement dans le vide. Néanmoins, le mensonge comporte des risques. Si la personne emploie un discours qui est contradictoire avec les actions envisagées, cette personne court le risque de créer de fausses attentes, voire même une perte de force de persuasion et de crédibilité (Hunt, 2009, p. 15). D'autant plus que les médias y vont de critiques virulentes lorsqu'ils observent une disparité entre les discours et les actions (Mermin, 1999, p. 9).

Enfin, il convient de s'interroger sur la notion même de « rhétorique ». En effet, cette division entre « rhétorique » et « vérité » repose sur une distinction insoutenable (Weldes, 1999, p. 117). La notion de « rhétorique » telle que mentionnée par les critiques évoque une stratégie visant la manipulation volontaire et intentionnelle. En fait, le langage est par définition « rhétorique » dans la mesure où les humains, lorsqu'ils s'expriment, cherchent toujours à convaincre et à persuader (Weldes, 1999, p. 117). Les humains cherchent toujours à donner des raisons valables à leurs actions et à démontrer qu'ils agissent selon de bons motifs. Les dirigeants n'échappent pas à cette logique, ils usent des mêmes procédés et visent à convaincre (de leurs bonnes intentions, de leurs raisons valables, de leurs bons motifs) n'importe quel auditoire (que ce soit leurs collègues ou l'ensemble de la population américaine).

1.5 Note méthodologique

Le fait de concentrer l'analyse sur la représentation de Noriega par les dirigeants américains amène certaines conséquences méthodologiques. Premièrement, l'étude est alimentée en partie par les discours publics faits par ceux-ci. Les discours des officiels américains¹⁴ (au premier chef les présidents Ronald Reagan et George Bush, mais aussi leurs conseillers et les membres de leur administration) lors de forums officiels, en conférence de presse ou lors d'apparitions devant le Congrès, s'avèrent un matériel important pour comprendre la représentation du dictateur panaméen. Le mémoire y aura donc recours.

Deuxièmement, le travail repose également sur des discours privés, c'est-à-dire tenus en dehors des canaux publics destinés à la presse, au peuple américain et au reste du monde. Ces discours sont tout aussi importants puisqu'ils permettent, eux aussi, de constater la représentation de Noriega élaborée par les dirigeants américains. Or, nous n'avons qu'un accès restreint aux archives. Toutefois, même les archives ont leurs faiblesses. Il est ainsi impossible qu'un événement soit documenté au point où tout ce qui se dit est accessible par le biais des archives. Même la crise des missiles d'octobre 1962, dont les discussions du comité exécutif du Conseil de sécurité nationale étaient enregistrées, n'échappe pas à cette imperfection. En effet, les chercheurs ne peuvent pas savoir ce qui s'est dit, par exemple, dans des discussions de corridors ou au téléphone entre le président et un de ses conseillers. Pour quiconque a déjà consulté des archives, d'autres imperfections sautent aux yeux. La plupart des documents ne sont pas des transcriptions des discussions exactes tenues entre diverses personnes.

¹⁴ Au cours du mémoire, nous étudierons le discours des dirigeants américains et la façon dont il forge les contours de l'identité de Noriega. Le terme « dirigeant américain » fait notamment référence au président et à son administration (soit l'exécutif). Toutefois, à quelques reprises nous aborderons également le discours de membres du Congrès (particulièrement dans le chapitre IV). Ce choix se justifie en raison de deux éléments. Premièrement, le recours aux discours de certains membres de la branche législative permet de mettre en lumière que le discours de l'exécutif peut-être partagé par de larges franges de la société américaine. Deuxièmement, dans le chapitre IV, le recours aux discours de certains législateurs est rendu nécessaire étant donné la nature de l'argumentaire qui y est développé. En effet, il est argué que les discours issus des campagnes présidentielles de George Bush et Michael Dukakis, mais aussi des membres du Congrès, contribuent largement à identifier Noriega comme un narcotrafiquant, ce qui amène à juger sa présence à la tête de l'État panaméen comme hautement problématique.

Ces archives prennent plutôt la forme de mémorandums ou de résumés d'événements tels que perçus par la personne qui en fait la rédaction. Tout cela sans compter le fait que certaines archives n'existent tout simplement plus. Avec l'accroissement énorme de la bureaucratie depuis les années 1960 l'Agence des archives nationales aux États-Unis conserve dorénavant seulement 2 % des documents produits par le gouvernement américain (Blouin, 2004, p. 297). Quoi qu'il en soit, ces sources primaires, bien que très utiles, ne sont pas la panacée que certains s'imaginent *a priori*.

Cela dit, puisque l'accès aux archives est limité, plusieurs paroles attribuées à des dirigeants résultent de sources anonymes et sont rapportées par de tierces personnes. Ainsi, plusieurs discours proviennent d'ouvrages journalistiques, tels que ceux de John Dinges *Our Man in Panama: How General Noriega Used the United States - And Made Millions in Drugs and Arms* (1990), de Frederick Kempe *Divorcing the Dictator: America's Bungled Affair with Noriega* (1990), de Kevin Buckley *Panama : The Whole Story* (1991), et de Bob Woodward *The Commanders* (1991). Cependant, Woodward a été largement critiqué pour ses méthodes de travail, notamment en ce qui concerne les nombreuses sources confidentielles (Massing, 1991). De la même manière, l'auteur nous plonge parfois dans la pensée de certains décideurs ou dans les détails les plus anodins qui mènent le lecteur à s'interroger sur la façon dont Woodward en est venu à connaître ces informations (Massing, 1991)¹⁵. Ces critiques doivent donc être gardées en mémoire, puisque Buckley, Dinges et Kempe ont aussi recours à ces sources confidentielles et à de nombreuses entrevues avec des acteurs de l'époque (bien qu'ils se réfèrent aussi à des documents officiels et des articles de journaux). Les mêmes critiques adressées à Woodward peuvent donc s'appliquer aussi à ces auteurs. Il faut toujours garder à l'esprit que les versions présentées sont loin d'être définitives et authentiques, les personnes se confiant en entrevue tentent souvent de masquer certains éléments ou d'embellir leurs rôles (parfois même inconsciemment). Toutefois, le travail aspire au portrait le plus juste et le fait que certains éléments soient confirmés par plus d'un auteur apporte davantage de crédibilité.

1.6 Conclusion

En somme, le mémoire est articulé autour d'une approche constructiviste où la question du langage est centrale. Afin de bien comprendre ce qui a rendu la politique étrangère américaine au Panama possible, il faut nous pencher sur la représentation qui est faite de Noriega. C'est de cette représentation faite par différents agents que la politique étrangère américaine émerge. Des actions sont alors jugées légitimes et d'autres ne sont même pas considérées. Or, la représentation qui nous intéresse est celle fixée par les membres du gouvernement américain qui sont jugés comme légitimement dépositaire du pouvoir de mettre en œuvre la politique étrangère. C'est donc dans le

¹⁵ John Weeks, dans sa recension des ouvrages de Kempe et de Dinges, aborde la même critique (1992, p. 185).

discours de ceux-ci qu'il nous faut puiser pour comprendre l'action politique américaine au cours du règne de Noriega.

CHAPITRE II

NORIEGA L'ALLIÉ ANTICOMMUNISTE (1983-1986)

La première partie du règne de Noriega donne lieu à une phase de collaboration américano-panaméenne importante. Cette coopération est rendue possible par la représentation discursive qui est faite du dirigeant panaméen. Celui-ci est perçu à travers le prisme de la guerre froide où il est dépeint comme un allié. Son identité est alors associée largement à la lutte obsessionnelle au communisme du gouvernement américain en Amérique centrale.

Cette représentation définit ensuite la politique étrangère américaine au Panama. L'allié Noriega doit coopérer sur la question fondamentale que constitue la poussée gauchiste dans la région centre-américaine. Le gouvernement américain sollicite à plusieurs reprises sa collaboration, notamment concernant la situation au Nicaragua. Noriega, en répondant favorablement à ces requêtes, renforce la représentation d'allié utile dans la lutte anticommuniste. Par ailleurs, cette identité amène l'administration Reagan à tolérer divers comportements désagréables du dictateur (répression d'opposants, narcotrafic, relation avec Cuba, etc.). Dans une logique de type « la fin justifie les moyens », l'administration Reagan juge que la collaboration panaméenne dans la lutte en Amérique centrale outrepassa en importance les « irritants » de l'allié.

2.1 L'administration Reagan et la guerre froide

L'administration Ronald Reagan arrive au pouvoir en janvier 1981 avec une hostilité très marquée à l'encontre de l'Union soviétique¹⁶ (et du communisme en général). Contrairement à la politique de détente qu'avait adoptée l'administration précédente de Jimmy Carter, l'administration de Reagan entend marquer un renouveau dans la confrontation avec le bloc communiste. Exaspéré par la mollesse de l'ancien président Carter, le candidat Reagan n'hésite pas à marteler que celui-ci est « totalement inconscient de l'effort soviétique pour parvenir à la domination mondiale » et qu'il a tenté

¹⁶ Cette hostilité prend notamment une forme symbolique. Le fait que Reagan attend jusqu'au mois de février 1983, soit deux ans après le début de sa présidence, pour rencontrer un membre officiel du gouvernement soviétique en est une manifestation (Reeves, 2005, p. 138).

« systématiquement de diminuer et de démanteler le grand arsenal de la démocratie » (FitzGerald, 2000, p. 109).

Cette vision de l'Union soviétique s'articule autour de plusieurs éléments qui sont souvent évoqués par le président Reagan dans ses discours. Premièrement, les communistes, et par extension l'URSS, n'ont aucun respect pour la vie, l'humain en général et la moralité. Le régime soviétique met ainsi l'idéologie avant toute chose, au détriment de la vie humaine. Reagan attribue à Lénine ces propos (non véridiques ou à tout le moins non vérifiables) : « cela n'aurait pas d'importance si les trois quarts de la race humaine périssaient si le quart restant était communiste » (Wills, 2003, p. 23). Ce dédain pour la vie est symptomatique d'un régime qui ne respecte pas les droits individuels. Reagan prévient donc que l'Union soviétique « prône la suprématie de l'État, son omnipotence sur l'individu, [un système qui] prédit sa domination éventuelle sur tous les peuples sur la terre » (Reagan, 1983a). Faisant écho aux régimes fascistes, il souligne que l'histoire « enseigne les dangers d'un gouvernement qui dépasse » les limites pour menacer la « liberté humaine par les pouvoirs de l'État moderne » (Reagan, 1982a). L'URSS va donc « à l'encontre du mouvement de l'histoire en refusant à ses citoyens la liberté et la dignité humaine¹⁷ » (Reagan, 1982a).

Cette absence de respect pour la liberté appelle nécessairement l'usage de la force par les régimes communistes. La répression est absolument centrale puisqu'un « régime issu des baïonnettes ne peut pas prendre racine » (Reagan, 1982a). Dès lors, les « forces soviétiques doivent empêcher leurs populations de fuir » l'URSS puisque celles-ci réalisent que le « collectivisme étouffe toutes les meilleures impulsions humaines » (Reagan, 1982a). Toutes ces caractéristiques font de l'Union soviétique un régime « barbare », « brutal », « sauvage », « totalitaire », « autocratique » et « non civilisé » (Reagan, 1983b; Hunt, 2009, p. 187).

Une telle identité foncièrement barbare et autoritaire n'est pas sans conséquence au niveau international. Cette brutalité inhérente au régime soviétique a été démontrée à divers moments. Reagan les évoque lorsqu'il aborde les « souvenirs de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Pologne et les gaz sur les villages de l'Afghanistan » (Reagan, 1983b). Or, cette inhumanité se manifeste à l'extérieur des frontières soviétiques. Dans un discours prononcé le 5 septembre 1983, après qu'un avion de chasse soviétique ait abattu un Boeing 747 reliant Séoul à New York, Reagan évoque ce lien : « c'était un acte de barbarisme, issu d'une société qui méprise les droits individuels et la valeur de la vie humaine et qui tente constamment de s'étendre et de dominer les autres nations » (Reagan, 1983b). Bref, le système communiste amène une action « barbare » et « sauvage » au niveau international.

¹⁷ Par ailleurs, aux yeux d'un homme religieux comme Reagan, l'athéisme soviétique constitue une autre source de dédain. Après tout, comme il le souligne, la « liberté prospère lorsque la religion est vibrante » (Reagan, 1983a).

Ce faisant, l'URSS devient l'antithèse des États-Unis. En représentant l'Autre de la sorte, Reagan confère aux États-Unis une identité beaucoup plus positive. Alors que l'Autre est présenté comme « barbare », « totalitaire » et « non civilisé », les États-Unis sont définis par le biais de l'opposition comme étant « civilisés » et « libres ». Le président américain ne fait pas que le sous-entendre, il le mentionne aussi directement. En parlant de la liberté, il affirme que « l'expérience américaine de la démocratie repose sur cette idée » et que les forces totalitaires la menacent constamment (Reagan, 1983a). D'ailleurs, Reagan n'hésite pas à définir l'Union soviétique comme le mal incarné par différents qualificatifs tels l'« empire du mal », le « centre du mal du monde moderne », le « mal totalitaire », etc. (Reagan, 1982a; Reagan, 1983a). À l'opposé, les États-Unis représentent une force bénéfique, voire accompagnée de la grâce divine. Reagan évoque fréquemment le « rendez-vous avec la destinée », celle d'une « île de liberté » octroyée par la « providence divine » (Hunt, 2009, p. 186).

Or, le fait d'avoir été choisi par Dieu¹⁸ confère aux États-Unis un certain rôle. Présentant les États-Unis comme un « phare lumineux » guidant les peuples voulant la liberté de par la « grandeur de l'Amérique¹⁹ », Reagan donne un rôle de leader aux États-Unis (Reagan, 1983a; Hunt, 2009, p.187). Selon le président, « l'Amérique a gardé illuminée la torche de la liberté, pas seulement pour nous, mais pour les millions d'autres à travers le monde » (Reagan, 1983a). Les États-Unis sont en quelque sorte « un modèle de liberté et un phare d'espoir » guidant les nations luttant pour obtenir la liberté (FitzGerald, 2000, p. 24). Dans une variation sur le même thème, à la question « quel genre de peuple sommes nous ? » il répond : « un peuple libre, méritant la liberté et déterminé non seulement à le rester, mais à aider les autres à le devenir » (Reagan, 1982a). Cela donne une certitude à Reagan, à savoir que les États-Unis vaincront les forces opposées à la liberté. Il affirme ainsi que « la marche de la liberté et de la démocratie va laisser le marxisme-léninisme dans les cendres de l'histoire tout comme elle l'a faite avec les autres tyrannies, qui ont étouffé la liberté et muselé la libre expression » (Reagan, 1982a).

Le leadership américain s'avère extrêmement important puisque le « monde libre » est confronté à une entité expansionniste avec des visées planétaires. Reagan a souvent fait état du fait que l'URSS est animée par un désir de conquérir la planète et d'y imposer le communisme. Lors de sa première

¹⁸ Reagan aussi croit avoir été choisi par Dieu. Alors qu'il était gouverneur de la Californie, il affirme croire à la prophétie exprimée par l'évangéliste George Otis, voulant qu'il soit destiné à devenir président (Cannon, 2000, p. 247).

¹⁹ La grandeur (*greatness*) américaine est un thème récurrent de l'imaginaire collectif américain. À cet effet, on peut consulter l'excellent ouvrage de Michael Hunt qui développe trois grandes idées composant l'idéologie américaine en matière de politique étrangère, soit la grandeur américaine en lien avec l'expérience unique de la liberté en sol américain, une définition du monde en fonction de la hiérarchie des « races » et une méfiance à l'égard des révolutions (qui bien que pouvant être une force positive, elles peuvent également amener de grands périls) (Hunt, 2009).

conférence de presse à titre de président, un reporter le questionne sur la politique de détente de l'administration précédente. Il répond de la façon suivante :

Et bien, jusqu'à maintenant la détente a été une rue à sens unique que l'Union soviétique a utilisée pour poursuivre ses propres objectifs. Je n'ai pas à réfléchir quant à leurs intentions; ils les ont répétées. Je ne connais aucun dirigeant de l'Union soviétique depuis la révolution, et incluant le présent leadership, qui n'a pas répété plus d'une fois lors de différents congrès communistes que son but est la promotion de la révolution mondiale et un État mondial socialiste ou communiste, peu importe le mot que vous voulez employer (Cannon, 2000, 241).

Il n'hésite pas à rappeler que « nous voyons les forces totalitaires dans le monde qui fomentent la subversion et les conflits partout sur le globe » (Reagan, 1982a). Devant une telle agression, peu de choix s'offrent aux États-Unis. La Deuxième Guerre mondiale a effectivement enseigné les dangers associés aux États totalitaires. Faisant référence au nazisme et aux événements de Munich en 1938, Reagan soutient que :

Parce qu'ils parlent parfois de fraternité et de paix, parce que comme d'autres dictateurs avant eux, ils font toujours « des dernières demandes territoriales », certains voudraient nous voir accepter leurs paroles et accommoder leurs impulsions agressives. Mais si l'histoire nous a appris quelque chose, c'est que l'apaisement ou prendre ses désirs pour des réalités à propos de nos adversaires est une folie (Reagan, 1983a).

Les risques de l'apaisement sont clairs, le totalitarisme a un appétit insatiable pour l'expansion et il ne pourra jamais être raisonné. Les États-Unis doivent adopter une politique de fermeté à l'égard du bloc communiste, une politique d'endiguement (voire de refoulement). Le président américain résume cette politique de la façon suivante « la paix par la force aussi longtemps que nécessaire » ou encore « notre puissance militaire est un prérequis à la paix²⁰ ».

C'est d'autant plus vrai qu'il est impossible de faire confiance aux communistes. En effet, la cause qu'ils poursuivent (la révolution communiste mondiale) est leur seule et unique raison d'être. Ils sont donc prêts à tout pour y arriver, incluant mentir et tricher. Alors qu'il traite de la politique de détente, Reagan explicite le caractère soviétique très prompt à la duplicité :

Maintenant, tant et aussi longtemps que [les Soviétiques] affirment [vouloir négocier] et qu'en même temps ils déclarent publiquement et ouvertement que la seule moralité qu'ils reconnaissent est celle qui leur permettra de faire avancer leur cause. [Ainsi, ils] se réservent le droit de commettre n'importe quel crime, de mentir, de tricher, afin de l'atteindre, et que cela est moral, et non immoral [...]. [Nous] opérons donc avec un différent type de standards, et je pense que lorsque vous faites affaire avec eux [...], vous gardez cela en tête (Cannon, 2000, p. 241).

Ultimement, la négociation est problématique, puisque de toute façon, la parole soviétique ne vaut rien. Reagan en veut pour preuve que l'URSS ne respectera les traités que si cela convient à ses intérêts.

²⁰ On comprend aisément, au vu de ce discours, l'augmentation drastique des budgets militaires aux États-Unis sous l'administration Reagan. Une telle menace rend nécessaire le renforcement militaire.

Ce n'est donc pas un « bout de papier » qui garantira la sécurité américaine, mais plutôt la puissance américaine (Cannon, 2000, p. 255).

De cette représentation de l'URSS comme agressive et prompte à la trahison émerge l'accusation voulant que ce soit en raison du comportement soviétique que la planète est en situation de guerre froide. Effectivement, les États-Unis, contrairement aux régimes communistes, ne sont pas agressifs. Au contraire, ils sont plutôt en position défensive, répondant, contre leur gré, aux menaces communistes. Reagan résume candidement la position américaine conformément à cette situation de victime : « la politique de défense des États-Unis est basée sur une prémisse simple : nous ne commençons pas des guerres. Nous ne serons jamais l'agresseur » (Reagan, 1984). Il impute également la course aux armes nucléaires à cette agressivité soviétique. Il l'a décrite ainsi : « une course aux armes dans laquelle l'Ouest *doit*, pour sa propre protection, être un participant *réticent* » (Reagan, 1982a [italiques ajoutées par l'auteur]). Ce n'est qu'à contrecœur que les États-Unis doivent délaissier leur position (position qui implicitement est présentée comme intrinsèquement pacifique²¹).

Reagan considère justement que l'histoire démontre les intentions pacifiques des États-Unis. Dans une lettre écrite à Léonid Brejnev, il observe qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, « les États-Unis étaient la seule puissance industrielle non dévastée dans le monde » et la seule en possession « de l'arme ultime, l'arme nucléaire » (Cannon, 2000, p. 258). Il ajoute : « si nous avions voulu la domination mondiale, alors qui aurait pu nous en empêcher ? » Au lieu de rechercher la domination, les États-Unis « ont usé de leur puissance et de leur richesse pour reconstruire les économies du monde ravagées par la guerre, incluant les nations qui avaient été nos ennemis » (Cannon, 2000, p. 258). À l'opposé, dans un discours devant le Parlement britannique, Reagan soutient que si « le monopole nucléaire avait été entre les mains des communistes, la carte de l'Europe – en fait du monde – serait très différente aujourd'hui » (Reagan, 1982a). Deux identités distinctes sont ainsi représentées : celle de l'Union soviétique foncièrement agressive et maléfique, et celle des États-Unis, qui est pacifique et bienveillante.

Le communisme et l'URSS posent aux États-Unis un défi sans précédent, voire une menace existentielle. Évidemment, une situation de menace est déjà définie par le fait d'avoir représenté les communistes et l'Union soviétique de la sorte (c'est-à-dire comme éminemment maléfiques, barbares, menteurs et violents, couplés à une volonté inaltérable d'expansion). L'Union soviétique représentant l'antithèse de l'identité américaine (en étant hostile à ce que les États-Unis sont fondamentalement), il

²¹ Cette dimension pourrait s'expliquer en partie par ce que la théorie cognitive appelle l'erreur fondamentale d'attribution, qui consiste à sous-estimer les causes situationnelles au profit des causes dispositionnelles. En ce sens, les individus ont tendance à penser leur comportement comme étant conditionné ou forcé par la situation alors que les comportements des autres seraient le fruit d'un libre choix (Hudson, 2007, p. 51). On attribue donc à l'Autre un comportement dicté par ses choix (sa volonté profonde), alors que nos comportements sont présentés comme étant le résultat de contraintes systémiques.

est logique que la présence de cet Autre soit considérée comme un danger. Reagan ne mâche donc pas ses mots lorsqu'il soutient qu'« il s'agit d'une menace à notre liberté, en fait à notre existence même » (Reagan, 1982a). Au-delà des capacités militaires, le président voit dans cette menace « un test de volonté morale et de foi » (Reagan, 1983a). Un test qui, ultimement, verra le bien (les États-Unis) triompher.

Jusqu'à maintenant, nous nous sommes uniquement penchés sur Reagan pour déterminer l'identité conférée à l'URSS par son administration. Un tel portrait serait certainement malhonnête si la démonstration n'était pas faite que d'autres membres du gouvernement partagent largement cette représentation hostile. Il n'est pas ici question de répéter un exercice aussi détaillé que dans le cas de Reagan, mais plutôt de soulever le discours de quelques membres de l'administration. Quelques exemples seront amplement suffisants pour démontrer que la représentation reaganienne est somme toute assez partagée.

Ainsi, une large partie des membres importants de l'administration Reagan partagent l'idée que l'URSS est intrinsèquement agressive et qu'elle vise la domination mondiale (Wills, 2003, p. 28, 32, 36 et 38; Garthoff, 1994, p. 22; Shimko, 1991, p. 66). Richard Perle, du département de la Défense, soutient que l'Afghanistan n'est qu'une autre manifestation de l'« agressivité soviétique » (Shimko, 1991, p. 65). Il en rajoute en affirmant que « comme les peuples de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie, de l'Angola, de l'Afghanistan et de la Pologne le savent [...], les Soviétiques sont prêts à mettre en pratique, dès que l'opportunité leur est donnée, leur doctrine de longue date d'étendre un système communiste à travers le monde, dirigé et obéissant à Moscou » (Shimko, 1991, p. 65-66). Le directeur de la CIA, William Casey, souligne plutôt que l'URSS est basée sur « un système de valeurs fondamentalement étranger et totalement dégoûtant qui menace nos institutions que nous chérissons » (Wills, 2003, p. 32).

D'autres membres de l'administration voient aussi les résultats de l'agression communiste un peu partout. Alexander Haig, le premier secrétaire d'État de l'administration Reagan, n'hésite pas à utiliser à outrance différents qualificatifs pour soutenir ce point. Les discours qu'il donne sont truffés de « parrainé par les Soviétiques », « dirigé par Cuba », « alimenté par le Nicaragua » ou encore, au Salvador, « une guérilla terroriste dirigée par des communistes » (Garthoff, 1994, p. 26). Partout sur la planète, les communistes tirent les ficelles des conflits, mais également du terrorisme international selon Haig (Garthoff, 1994, p. 27). Ce n'est d'ailleurs pas surprenant, car aux yeux de l'influent Elliot Abrams, qui occupe un poste d'assistant-secrétaire d'État, « l'Union soviétique est le centre d'un système communiste qui est le pire ennemi des droits humains » (Garthoff, 1994, p. 26).

Tout comme Reagan, l'équipe du président est très favorable à la ligne dure à l'égard de l'Union soviétique. Plusieurs sont mêmes partisans d'une politique très active visant au refoulement (*roll back*)

du régime soviétique. Le secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, juge que l'URSS (« un pays dont le seul objectif est, et a toujours été, la domination mondiale ») ne doit pas seulement être contenue dans les endroits qui font l'objet d'une agression (Shimko, 1991, p. 66). Il préfère la voie suivante : « nous ne nous limiterons pas à répondre à l'agression sur le front immédiat [...] nous devons être prêts à lancer des contre-offensives dans d'autres régions et essayer d'exploiter les faiblesses de l'agresseur partout où elles existent » (Garthoff, 1994, p. 37). La menace étant tellement importante que le combat doit se transposer partout sur la planète. William Casey décrit justement ce « champ de bataille » pour la « liberté » :

L'Ouest est à nouveau engagé dans une lutte critique contre le totalitarisme. Cette fois sous la forme du marxisme-léninisme et le principal champ de bataille de cette lutte n'est pas situé dans les champs de tests sur la portée des missiles ou sur la table de négociations du contrôle des armes, mais dans les campagnes du tiers-monde (Wills, 2003, p. 32).

Bref, cette représentation n'est pas très différente de celle articulée par Reagan. Bien que les exemples de discours semblables à celui de Reagan par les membres de son administration abondent, nous croyons que l'esquisse présentée ici permet amplement de constater que la représentation reaganienne est très partagée par une majeure partie de son personnel politique.

Cela dit, cette vision est très importante. D'une part, elle donne une identité tant à l'Union soviétique (et à tous les groupes ou mouvements dits « communistes ») qu'aux États-Unis. De plus, elle donne à l'Amérique un rôle de leader qui a l'obligation de répondre à l'agression soviétique un peu partout dans le monde. D'autre part, cette vision alimente un registre de significations fréquemment reproduit par divers agents, un registre de significations concernant la « guerre froide²² ». À partir du moment où une situation ou une problématique est insérée dans ce registre, les significations préexistantes tendent à fixer des balises quant à la façon d'envisager cette situation ou cette problématique. Dès qu'une situation est associée à ce registre, la question est perçue à travers la lentille de la « guerre froide ».

2.2 La bataille pour l'Amérique centrale

L'administration de Ronald Reagan arrive au pouvoir en janvier 1981 avec la perception répandue que les forces communistes sont en expansion à travers le monde, que ce soit en Afghanistan, un peu partout en Amérique centrale (Nicaragua, Salvador, Guatemala, *etc.*), mais aussi, plus généralement, en Afrique et en Asie (Wiarda, 1992, p. 18-19). Reagan fait état de la situation en soutenant que « nous avons vu l'Union soviétique et ses mandataires intensifier leurs efforts pour établir un contrôle sur le Vietnam, le Laos, le Cambodge, l'Angola, l'Éthiopie, le Yémen du Sud, l'Afghanistan, et récemment, plus près de nous au Nicaragua et maintenant au Salvador » (Reagan, 1984). Cette montée du

²² Une guerre qui est en fait loin d'être « froide » au sens où il n'y pas d'affrontements, mais plutôt la menace d'une guerre. Cette guerre est bel et bien « chaude » puisque des conflits opposant les deux puissances ont eu lieu partout sur la planète.

communisme est couplée à la présumée faiblesse américaine démontrée par l'impuissance devant la prise d'otage de Téhéran durant l'administration Carter.

Or, aux yeux de l'administration Reagan et du président lui-même, le rôle des États-Unis est d'être un leader au niveau international. Et un leader ne peut rester inactif devant une telle agression et doit soutenir la lutte anticomuniste un peu partout sur la planète. Pour ce faire, les États-Unis sont prêts à s'engager à travers le globe et à soutenir les alliés. Reagan résume simplement la posture de son administration : « il n'y aura plus de Taiwan, plus de Vietnam. Peu importe le prix, il n'y aura plus de trahisons et d'abandons d'amis des États-Unis » (Wills, 2003, p. 23). Le rôle d'un leader est tout simplement de soutenir ses alliés.

Cette percée soviétique est particulièrement préoccupante en Amérique centrale pour deux raisons. D'une part, d'un point de vue historique, les États-Unis considèrent l'hémisphère américain comme étant leur chasse gardée. La proclamation de la doctrine Monroe en 1823 a fait tache d'huile et a profondément marqué l'imaginaire américain. Le président américain de l'époque, James Monroe, déclarait que l'Amérique était fermée à toute intervention étrangère (c'est-à-dire européenne) et qu'une telle intervention serait considérée comme une attaque directe aux États-Unis (Hunt, 2009, p. 62). Cette doctrine était sous-tendue par une articulation de l'identité latino-américaine comme étant vulnérable et sans défense, ce qui nécessitait la tutelle américaine²³ (Cottam, 1994, p. 11-12). Au sein du continent américain, l'Amérique centrale occupe une place encore plus prépondérante. Celle-ci a pris pratiquement un caractère obsessionnel pour les dirigeants américains, devenant le théâtre de l'immense majorité des interventions militaires (qui se comptent par dizaines) et politiques dans l'hémisphère américain (Pastor, 2001, p. 22).

D'autre part, la proximité géographique fait que la région est perçue comme cruciale. Cette proximité est fréquemment réaffirmée notamment avec l'expression voulant que l'Amérique centrale soit la « cour arrière » des États-Unis²⁴. Une expression qui allie l'idée que la région « appartient » aux États-Unis, mais aussi qu'elle doit se soumettre à la volonté de Washington. Reagan ne manque pas de souligner ce peu de distance qui sépare l'Amérique centrale des États-Unis lorsqu'il affirme :

²³ Michael Hunt résume très bien cette représentation de l'Amérique latine qui se décline en trois images. « Premièrement, les Latinos comme des métis raciaux brutaux, peut être évoquée pour justifier [...] leur agressivité prédatrice. Deuxièmement, l'image des Latinos féminisés permet aux États-Unis d'assumer le rôle d'un ardent serviteur ou d'un sauveur galant. Troisièmement, celle d'un enfant ou souvent d'un Latino négroïde donne la justification pour la tutelle de l'Oncle Sam et pour une discipline stricte. Dans chacun des cas, les Américains en relation avec les Latinos sont présentés comme des êtres supérieurs confrontés à des êtres inférieurs » (Hunt, 2009, p. 62).

²⁴ L'expression est tellement courante que le titre de certains ouvrages en fait même mention. Par exemple, *Our Own Backyard: the United States in Central America, 1977-1992* (LeoGrande, 1998) et *Trouble in our Backyard: Central America and the United States in the Eighties* (Diskin, 1984).

L'Amérique centrale est une région de grande importance pour les États-Unis. Et elle est si proche : San Salvador est plus près de Houston, Texas, que Houston l'est de Washington, DC. L'Amérique centrale est l'Amérique. C'est au pas de notre porte (Reagan, 1984).

Le fait d'être si près géographiquement amène les dirigeants américains à y voir un grand péril puisqu'un danger en Amérique centrale deviendra inévitablement un danger pour les États-Unis. Faisant référence à la guérilla de gauche révolutionnaire au Salvador (regroupée notamment sous la bannière du FMLN²⁵), Reagan soutient que « ce que nous voyons au Salvador est une tentative de déstabiliser la région entière et éventuellement d'amener le chaos et l'anarchie à la frontière américaine » (Reagan, 1984).

Dès lors, toute la politique étrangère en Amérique centrale est perçue à travers le prisme de la guerre froide. L'administration Reagan discerne des signes de la présence communiste un peu partout. Au Nicaragua, dirigée par les forces sandinistes à la suite du renversement du régime dictatorial de la famille Somoza en 1979²⁶, la présence communiste prend diverses formes. En mars 1982, lors d'une présentation par le directeur adjoint de la CIA, Bobby R. Inman, destinée aux médias américains, celui-ci montre une série de photos aériennes où l'on voit des installations nicaraguayennes. Selon Inman, on y aperçoit des « casernes militaires de style cubain », une « aire d'entraînement de style soviétique avec des barres de tractions et d'autres types d'équipements pour s'entraîner physiquement avec une piste de course » et une garnison sandiniste « de forme rectangulaire standard comme nous en avons vu à Cuba » (Blum, 2004, p. 296). Les signaux sont *indéniables*, une « aire d'entraînement avec des barres de tractions » ne peut être que d'inspiration soviétique tout comme un bâtiment de « forme rectangulaire » est clairement d'inspiration cubaine.

Au Salvador, les signaux communistes sont tout aussi notables aux yeux de l'administration. Ainsi, le secrétaire d'État Alexander Haig soutient, alors qu'il n'est plus en poste, que le Salvador « n'était pas seulement un problème local. C'était aussi un problème régional menaçant la stabilité de toute l'Amérique centrale [...] [et] c'était un enjeu global représentant l'interposition de la guerre de libération nationale dans l'hémisphère ouest » (Garthoff, 1994, p. 19). Or, les guerres de libération nationale font partie de la stratégie soviétique. Pour Haig, l'URSS démontre « une inclination croissante au soutien – soit direct ou indirect – par la force, par l'effusion de sang, par le terrorisme, par les *soi-disant guerres de libération nationale* » (Garthoff, 1994, p. 22 [italiques de l'auteur]). Quoi qu'il en soit, cette présence communiste n'est pas innocente. Aux dires du secrétaire d'État, elle relève du fait que l'URSS a « une liste de cibles comprenant la prise de l'Amérique centrale, soit le Nicaragua, le Salvador, le Honduras et le Guatemala » (Garthoff, 1994, p. 27-28).

²⁵ Le *Frente Farabundo Martí de Liberación Nacional* ou, en français, le Front Farabundo Martí de libération nationale.

²⁶ La famille Somoza aura finalement dirigé le pays d'une main de fer durant un peu plus de 40 ans. Elle a d'ailleurs toujours eu le soutien de Washington.

Pour l'administration Reagan, cette présence communiste est d'autant plus vraie que les sandinistes et la guérilla salvadorienne présentent les mêmes caractéristiques identitaires que leurs homologues soviétiques et cubains. La propension à la brutalité est tout aussi incontrôlable. Haig montre ainsi des photos témoignant de cette barbarie où l'on voit des atrocités commises à l'égard des Mosquitos (un peuple autochtone au Nicaragua) supposément par les forces gouvernementales sandinistes. Plus tard, ces photos seront authentifiées comme datant de 1978, soit l'époque de la dictature de Somoza (Blum, 2004, p. 301). La même chose est observable au Salvador. Selon Reagan, alors que le Salvador déploie de grands efforts pour parvenir à la démocratie, la guérilla « soutenue et armée par Cuba » s'est « engagée dans une campagne de violence et de destruction » (Reagan, 1984). La mauvaise foi du FMLN apparaît évidente à Reagan puisque « le gouvernement du Salvador a offert l'amnistie aux guérillas » afin qu'ils participent aux élections, mais ils ont refusé puisqu'ils « veulent parvenir au pouvoir par les armes et établir un régime totalitaire » (Reagan, 1984).

Évidemment, cela ne tient pas compte du fait qu'au même moment, les États-Unis apportent un immense soutien à des forces coupables de nombreuses exactions. Au Nicaragua, cela se manifeste par un soutien financier et logistique massif aux *Contras* (littéralement « contre-révolutionnaires »), soit des groupes armés ayant pour objectif de renverser le régime nicaraguayen. Ces *Contras* mèneront une campagne de tortures, de viols et de meurtres décriée autant par les organisations internationales que par le Congrès américain, qui interdit éventuellement tout soutien de la part du gouvernement américain (Blum, 2004, p. 293-294). Ces *Contras* sont d'ailleurs le fruit du financement américain et n'ont qu'un soutien minimal en sol nicaraguayen (ce qui explique que leurs bases d'opérations soient situées au Honduras et au Costa Rica). Au Salvador, le gouvernement américain finance à coup de millions de dollars le régime militaire salvadorien intimement lié aux escadrons de la mort²⁷ qui sont responsables de dizaines de milliers de victimes, de disparitions systématiques d'opposants et de civils, de tortures de masse, etc. (Blum, 2004, p. 360).

Par ailleurs, ces forces « communistes » sandinistes et salvadoriennes²⁸ partagent la même volonté d'essaimer leur projet marxiste un peu partout en Amérique centrale. Résumant la posture des

²⁷ À de nombreuses reprises, l'administration Reagan soutient que le gouvernement salvadorien n'est pas lié aux escadrons de la mort. Par exemple, Reagan déclare qu'il « y a une petite aile droite violente qui s'oppose à la démocratie tout comme les guérillas, mais ils ne font pas partie du gouvernement. Nous nous sommes constamment opposés aux deux extrêmes et le gouvernement du Salvador a fait de même » (Reagan, 1984). Or, rien n'est plus faux puisque la junte militaire et les escadrons de la mort étaient intimement liés. À titre d'exemple, le major Roberto d'Aubuisson, qui a fondé le parti d'extrême droite ARENA et a été l'un des membres les plus importants du gouvernement salvadorien, était l'un des leaders de ces escadrons et il a lui-même torturé de nombreuses victimes.

²⁸ En fait, l'étiquette communiste est très mal employée par le gouvernement américain, ce qui n'est guère surprenant compte tenu de l'historique américain de dépendre comme communistes divers groupes progressistes, de gauches ou autres. Cela étant dit, il est tout à fait vrai qu'une large frange du mouvement sandiniste était d'inspiration marxiste, mais une part non-négligeable de sandinistes ne l'était pas (étant plutôt attachée à une réforme agraire et des réformes de gauches). En ce qui concerne le Salvador, en dépit des accusations répétées de complot communiste, le FMLN était bien davantage un mouvement prônant une vaste réforme agraire et

sandinistes, Reagan souligne qu'ils « ne se contentent pas de brutaliser leur propre population [mais] ils veulent exporter leur terreur dans tous les pays de la région » (Reagan, 1984). Conformément à ce vaste plan, l'administration martèle que les sandinistes apportent un important soutien au FMLN²⁹. Cependant, l'ambassadeur américain au Honduras confirme que les preuves concernant l'aide militaire sandiniste n'ont pas encore été trouvées³⁰. Cela n'ébranle en rien sa confiance puisqu'il affirme qu'en dépit de cette « absence de preuves tangibles (*smoking gun*) », il demeure certain qu'elles existent (Cottam, 1994, p. 120).

En dépit de ce manque de preuves, le gouvernement américain continue d'utiliser l'analogie de Munich et de soutenir que toute la région centre-américaine est menacée. Le péril est réel aux yeux de Reagan qui met en garde les Américains contre une possible « carte de l'Amérique centrale couverte de rouge, cognant éventuellement à notre frontière » (Reeves, 2005, p. 313). Dès lors, aucune question n'est plus importante que le sort de l'Amérique centrale. Comme le mentionne Reagan, « il n'y a pas d'enjeu [...] auquel nous sommes confrontés qui est plus crucial pour notre futur que ce qui arrive en Amérique centrale » (Reagan, 1986). Il s'agit en quelque sorte d'un test de volonté pour les États-Unis. Patrick Buchanan l'étaye très bien : « l'enjeu stratégique est simple, qui veut l'Amérique centrale le plus – l'Ouest ou le Pacte de Varsovie? » (Blum, 2004, p. 296).

L'Amérique centrale en vient à prendre un caractère obsessionnel pour l'administration Reagan. En plus du Salvador et du Nicaragua déjà mentionnés précédemment, l'administration offre un soutien financier au régime dictatorial du Guatemala en utilisant tous les trous dans la législation au Congrès afin de contourner l'embargo sur les armes de 1980. L'administration Reagan réussit à faire parvenir pour 3,1 millions de dollars en jeeps et camions, 4 millions de dollars en pièces d'hélicoptères et 6,3 millions de dollars pour divers autres équipements militaires (sans compter le mystérieux triplement des hélicoptères du régime qui sont tous de fabrication américaine) (Blum, 2004, p. 237-238). Le gouvernement américain soutient alors le régime le plus sanguinaire en Amérique, puisque la guerre civile qui a duré de 1960 à 1996 aurait fait environ 200 000 victimes (Jahan, 2012, p. 14). Le début des années 1980, sous le régime d'Efraín Ríos Montt, marque justement l'apogée de la violence

l'instauration d'une réelle démocratie (alors que le pouvoir politique était confisqué par les grands propriétaires terriens et l'élite économique). Comme le souligne un ancien ministre de l'Éducation (passé à la guérilla), en 1981, les accusations voulant que la guérilla salvadorienne soit contrôlée par Moscou relevait d'une profonde incompréhension puisque trois des cinq groupes composant le FMLN étaient « profondément antisoviétiques » (Blum, 2004, p.365).

²⁹ L'administration Reagan a également accusé à divers moments Cuba, l'URSS, le Vietnam, l'Organisation de libération de la Palestine et l'Éthiopie d'être des fournisseurs d'armes à la guérilla au Salvador. Toutefois, jamais l'administration n'a réussi à offrir des éléments de preuves concluant à cet effet (Blum, 2004, p. 365).

³⁰ À plusieurs reprises, le gouvernement américain affirmera avoir trouvé des preuves de cette collaboration entre le Nicaragua et le FLMN. À chaque fois, le gouvernement sera forcé de reculer devant l'inexactitude des premières déclarations. À cet effet, on peut consulter William Blum (2004, p. 363-365) qui retrace quelques épisodes comme celui d'un Nicaraguayen capturé au Salvador qui avait avoué avoir été entraîné à Cuba et en Éthiopie, puis envoyé au Salvador. Cependant, lors de la conférence de presse organisée à Washington, il affirma que tout cela était faux, qu'il s'était enrôlé par lui-même et qu'il avait fait cette déclaration sous la torture des militaires salvadoriens.

généraliste déployée par l'État (Jahan, 2012, p. 14). Avec la volonté d'éradiquer les Mayas, le régime militaire guatémaltèque s'en prend principalement aux populations autochtones, mais aussi à tout ce qui s'approche d'une contestation de gauche, avec le soutien important de Washington³¹.

Néanmoins, ce sont encore davantage les *Contras* qui obsèdent l'administration. Reagan fait de la surenchère au niveau des qualificatifs élogieux à l'endroit des *Contras* qui sont dépeints comme des « combattants de la liberté³² » ou « l'équivalent moral de nos pères fondateurs et des braves hommes et femmes de la résistance française » (Garthoff, 1994, p. 18; Cannon, 2000, p. 290). À l'opposé, le régime sandiniste représente un « donjon totalitaire » dont le peuple est plus opprimé que les Noirs en Afrique du Sud (Blum, 2004, p. 300). Afin de soutenir les *Contras*, il semble que le gouvernement américain a sciemment fait fi du trafic de narcotiques par les militaires honduriens, ce qui a entraîné la fermeture de la station de la *Drug Enforcement Administration* (DEA) au Honduras en 1983 (Scott et Marshall, 1991, p. 56). Plusieurs témoignages confirment que la CIA a bloqué des enquêtes afin de ne pas nuire à la lutte au Nicaragua. Effectivement, un membre du gouvernement américain confirme au *New York Times* que :

Sans le soutien de l'armée hondurienne, il n'y aurait tout simplement pas eu de *Contras*. C'est aussi simple que ça. Si des preuves sont développées liant l'armée du Honduras au trafic de cocaïne, l'administration devra prendre des actions – causant une fin immédiate des *Contras* – ou délibérément fermer les yeux sur ce qui se passe (Scott et Marshall, 1991, p. 56-57).

Un autre membre du gouvernement américain affirme la même chose sous le couvert de l'anonymat : « si nous agissons contre eux [les militaires honduriens] concernant la drogue, ils peuvent nous baiser concernant les *Contras* » (Scott et Marshall, 1991, p.56). Il convient de souligner que le Honduras abritait à l'époque une ambassade américaine composée de 300 employés, ce qui en faisait l'une des plus grandes délégations américaines de la planète³³.

C'est dans cette dynamique où les États-Unis sont confrontés à divers ennemis (le gouvernement sandiniste, les guérillas de gauche au Salvador, mais également au Guatemala, Cuba, l'URSS, etc.) que le Panama de Noriega s'inscrit. Effectivement, dans ce registre de significations touchant à la guerre froide, se trouvent également des alliés. Par exemple, les régimes militaires du Salvador, du Guatemala et du Honduras en font partie, tout comme les *Contras* (qui sont rebaptisés les

³¹ Le gouvernement américain ne cesse d'ailleurs de répéter que des exactions sont commises de chaque côté et que le régime guatémaltèque se dirige vers la démocratie. Or, les élections excluent toute forme de formations de gauche, voire appartenant au centre politique, les forces militaires se livrent à un génocide et le régime militaire est au minimum responsable de 80% (voire à près de 95% selon d'autres analyses indépendantes) des violations des droits humains dans le pays (Jahan, 2012, p. 11-21).

³² En fait, les premiers à être décrits comme des « combattants de la liberté » sont les moudjahidines en Afghanistan par l'ambassadrice à l'ONU Jeane J. Kirkpatrick. Par la suite, Reagan affublera de ce nom divers groupes armés dont les *Contras*. Il s'agit d'une adaptation du surnom donné aux rebelles hongrois en 1956 (Garthoff, 1994, p. 18-19).

³³ Il s'agit en ce sens d'une autre démonstration de l'importance énorme accordée à l'Amérique centrale et au soutien des *Contras*.

« combattants de la liberté » par Reagan). C'est aussi dans cette catégorie que Manuel Noriega et le régime panaméen qu'il dirige seront représentés discursivement par l'administration Reagan.

2.3 Le Panama de Noriega : un allié utile

Avant de poursuivre, il convient de faire un bref portrait de Noriega. Avant son arrivée au pouvoir au Panama en 1983, Noriega a déjà un long historique avec les États-Unis. En 1955, alors qu'il est âgé de 21 ans, il reçoit un premier paiement ponctuel de la part du gouvernement américain qui est dirigé par le président Dwight Eisenhower (Scranton, 1991, p. 13). Les paiements mensuels de la part de la CIA débutent en 1971, sous l'administration de Richard Nixon, mais ils sont par la suite interrompus par l'administration Carter (Kempe, 1990, p. 47; Scranton, 1991, p. 13-14). Ils recommencent lors de l'arrivée de Reagan à la présidence à hauteur de 185 000 \$ annuellement (Kempe, 1990, p. 162; Scranton, 1991, p. 79).

Noriega provient d'un milieu très pauvre, mais il parvient à obtenir une éducation militaire. Une fois sa formation terminée, il se rapproche d'un influent militaire nommé Omar Torrijos. À la faveur d'un coup d'État à l'encontre du président Arnulfo Arias récemment élu, Omar Torrijos s'empare des rênes du pouvoir en 1968. Celui-ci voit également son pouvoir contesté l'année suivante. Or, avec l'importante aide de Noriega, Torrijos parvient à se maintenir en poste. Noriega se hisse ainsi dans la garde rapprochée de Torrijos. Il obtient rapidement des promotions, ce qui culmine par une ultime récompense, dès 1970, où il est nommé à la tête du service de renseignements (le G-2) (Dinges, 1990, p. 44-45 et 49).

Ce poste s'avère une véritable rampe de lancement pour une prolifique carrière. Il devient l'une des personnes les plus craintes au Panama. Responsable du service de renseignements, il amasse quantité d'informations sur divers membres de l'opposition (surtout les syndicats), ce qui facilite la répression (Dinges, 1990, p. 50). Il entretient une image profondément intimidante, celle d'un homme de l'ombre très difficile à déchiffrer et qui cultive le mystère sur sa personne. Enrique Carreras, un politicien du Costa Rica, résume bien cette image intimidante lorsqu'il parle de Noriega, « un homme qui enregistre habituellement tout ce qui se passe dans une pièce, dont les yeux épient frénétiquement chacune des personnes » (Kempe, 1990, p. 113). L'image d'omnipuissance dont il a été question précédemment tire justement sa source de ce passage au service de renseignement. Noriega laisse volontairement couler plusieurs rumeurs à son sujet³⁴, il parle très peu et il refuse de se définir (Dinges,

³⁴ Il s'agit en quelque sorte d'une stratégie consciente. Dans un livre sur les opérations psychologiques, Noriega écrit que « la rumeur est une arme tactique, elle aide à diviser pour régner » (Kempe, 1990, p. 364). Un rapport américain daté de 1986 corrobore cette idée en soulignant le fait que « Noriega cultive délibérément l'image d'un homme de secret et au dessein sinistre » (Scranton, 1991, p. 62).

1990, p. 29-30). Cela contribue à le rendre encore plus craint au sein de la population, mais également au sein de la garde nationale.

Son poste est d'autant plus important que Torrijos octroie un rôle accru au service de renseignements. Le chef d'État étend le mandat du G-2 pour inclure les éléments économiques, ce qui permet à Noriega d'augmenter le rayon de ses activités en incluant le canal et l'imposant secteur bancaire panaméen (Dinges, 1990, p. 119). Torrijos est aussi intéressé par les questions internationales en faisant siennes les revendications du mouvement des pays non-alignés et en étant très présent sur divers enjeux, notamment au niveau régional. La signature des traités du canal de Panama avec l'administration Carter, qui assure le retour d'un contrôle panaméen du canal à l'an 2000, lui offre d'ailleurs une aura de crédibilité. Cet intérêt marqué pour l'international permet à Noriega de développer encore davantage son réseau de contacts à travers le globe. À titre d'exemple, Torrijos est un partisan de la cause sandiniste (bien que par la suite, il deviendra un partisan d'Edén Pastora et de ses *Contras*) et du FMLN. C'est Noriega qui se trouve responsable, du moins en grande partie, de faire parvenir les ressources financières et en matière d'équipement à ces divers groupes (Buckley, 1991, p. 25). De plus, Torrijos s'attèle à augmenter la taille et l'arsenal de la garde nationale. C'est ainsi que Noriega se trouve à sillonner la planète afin de rechercher différentes sources d'approvisionnement en matière d'armements (Dinges, 1990, p. 51). Noriega avait à ce point déployé des relations tentaculaires tant au Panama qu'à l'étranger que même Torrijos affirmait à la blague qu'il « était effrayé par Noriega » (Dinges, 1990, p. 119).

Avec la mort de Torrijos en 1981 dans un accident d'avion, des tractations de coulisses se dessinent au sein de l'appareil de la garde nationale. En deux années, Noriega et un groupe de hauts gradés parviennent à forcer à la retraite les deux successeurs en grade que sont Florencio Flores Aguilar et Rubén Darío Paredes. Noriega s'empare donc des commandes du pays en août 1983 alors qu'il est nommé commandant en chef de la garde nationale.

Dès le début, Noriega n'est pas perçu comme une menace, mais plutôt comme un allié par les autorités américaines. Au moment où des tensions sont à l'œuvre entre Paredes et Noriega afin de déterminer qui pourra s'emparer du pouvoir au Panama, les stratèges américains ne sont pas inquiets. L'ambassadeur au Panama, Ambler Moss, envoie un câble diplomatique rassurant à Washington. Il affirme que :

À court terme, les relations Panama-États-Unis ne devraient pas être matériellement affectées puisque tant Paredes que Noriega ont coopéré avec les États-Unis. [...] [Le] Panama va continuer, sinon accentuer, son attitude tiers-mondiste et non alignée tout en coopérant avec les États-Unis sur les enjeux de base (Dinges, 1990, p. 143).

Noriega est représenté comme étant fondamentalement un allié, malgré certains discours « tiers-mondistes ». Aux yeux des membres du gouvernement américain, Noriega constitue un allié des plus acceptables. Un membre des services de renseignements américain, qui envisage positivement l'arrivée de Noriega, le confirme lorsqu'il mentionne « personnellement, j'étais bien content qu'il [Torrijos] meure. Il était un vrai emmerdeur. Il m'avait dit une fois qu'il se foutait complètement des États-Unis à l'exception de ses femmes et de son argent » (Kempe, 1990, p. 112). À l'opposé de Torrijos, Noriega constituerait un allié qui a plus à cœur les objectifs américains ou, à tout le moins, il les partage un peu plus que l'ancien dictateur.

Évidemment, divers facteurs sous-tendent cette représentation à titre d'allié. Dans un premier temps, le fait qu'il ait été depuis longtemps un salarié du gouvernement américain n'est pas étranger à cette apparente convergence de vue. En étant rémunéré pour ses services, il consent à poursuivre les intérêts américains. Dans un deuxième temps, il est aussi en quelque sorte un « produit » des États-Unis. En plus d'être rétribué financièrement par les États-Unis, le gouvernement américain a également contribué à sa formation par le biais de deux cours suivis à l'École des Amériques (Dinges, 1990, p. 38-39). Cette institution est en fait un centre de formation du département de la Défense des États-Unis qui a formé différents militaires, et de nombreux dictateurs³⁵, à travers l'Amérique latine à la lutte anticommuniste (c'est-à-dire la contre-insurrection, l'usage des explosifs, voire même la torture selon certains témoignages, etc.) (Blum, 2004, p. 359). Être issu d'une telle tradition de « dictateurs alliés » formés par les États-Unis ne peut que contribuer à lier Noriega au camp américain.

Ambler Moss, dans son document envoyé à Washington, soutient que Noriega sera un collaborateur sur « les enjeux de base » américains. Or, comme il en a été question précédemment, aucun enjeu n'est plus important et nécessaire que la lutte au communisme, notamment en Amérique centrale. C'est particulièrement dans le soutien aux *Contras* que Noriega parvient à se distinguer à titre d'allié. Cela tombe bien puisque cette question est fondamentale pour l'administration américaine. Comme le remarque Joel McCleary, un ancien membre de l'administration Carter qui offre ses conseils à Noriega, la politique étrangère américaine au Panama est très influencée par l'assistant-secrétaire d'État aux affaires interaméricaines Elliot Abrams (Kempe, 1990, p. 294). À l'instar de plusieurs membres de l'administration Reagan, ce dernier « est obsédé par le Nicaragua. Il voit toute l'Amérique centrale à travers cette seule question » (Kempe, 1990, p. 294). Une collaboration étroite se dessine donc.

³⁵ Cette institution compte à son palmarès de gradués différents dictateurs, tels Leopoldo Fortunato Galtieri Castelli (Argentine), Roberto Eduardo Viola Redondo (Argentine), Guillermo Rodríguez Lara (Équateur), José Efraín Ríos Montt (Guatemala) et Roberto D'Aubuisson (Salvador) pour n'en nommer que quelques uns. Chacun d'entre eux étant responsable de nombreuses violations de droits humains, de massacres à grande échelle, de disparitions, etc.

Officiellement, les *Contras* ne sont pas mentionnés, mais ils le sont implicitement. Abrams en fait la démonstration lorsqu'il témoigne devant le Sénat:

Les Panaméens ne veulent pas d'un État antidémocratique sous domination étrangère comme le Nicaragua, fomentant des conflits armés dans la région. Nous avons nos différences tactiques et nos différences au niveau de la perception par rapport au gouvernement du Panama, mais nous n'avons jamais manqué d'une écoute sympathique à nos points de vue du gouvernement du Panama (Buckley, 1991, p. 51).

Cette « écoute sympathique » à laquelle il fait référence tient surtout à la collaboration offerte par Noriega dans l'appui aux *Contras*. En somme, Abrams soutient que les différences se situent en termes de degrés, mais que fondamentalement, les États-Unis et le Panama s'entendent sur la question de fond, soit la lutte au gouvernement sandiniste par le biais des *Contras*.

Avant même sa prise de pouvoir, Noriega est approché afin de déterminer sa possible « contribution » à la politique américaine en Amérique centrale. Si l'on en croit Bob Woodward, en janvier 1983, le sénateur Patrick Leahy constate par lui-même que la CIA travaille déjà avec Noriega afin de développer un site d'entraînement pour les *Contras*. Dewey Clarridge, le responsable de la CIA pour les opérations en Amérique latine, confie à Leahy que « Noriega va laisser la CIA mettre en place un site d'entraînement pour les *Contras* » et que cela doit rester secret puisqu'une fuite permettrait à Noriega d'avoir une raison d'abandonner le projet (Dinges, 1990, p. 147-148). Par ailleurs, le vice-président George Bush et Noriega se rencontrent en privé en décembre 1983, apparemment pour discuter de la situation en Amérique centrale, ce que Noriega aurait interprété comme un signal en faveur d'une plus grande contribution aux *Contras* (qui serait évidemment récompensée) (Scranton, 1991, p. 79-80; Kempe, 1990, p. 162).

Sous l'impulsion d'Oliver North et d'autres participants du Conseil de sécurité nationale, le soutien de Noriega va en s'amplifiant. L'ensemble des faits n'est pas connu et ne le sera probablement jamais (North ayant détruit beaucoup de documents, ce qu'il a confirmé lors d'audiences au Congrès) (Rosenbaum, *New York Times*, 10 juillet 1987). Toutefois, il a été révélé que de 1982 à 1985, sous le couvert de l'opération *Black Eagle*, du matériel et de l'argent sont acheminés aux *Contras* par le biais du Salvador, du Honduras et du Panama (Scranton, 1991, p. 12). La contribution de Noriega, quant à elle, est surtout dirigée vers le front sud. Il finance Edén Pastora et ses partisans qui opèrent au sud du Nicaragua en collaboration avec des membres des populations autochtones. Ce financement se fait en argent liquide. Cette participation monétaire est corroborée par l'existence d'un paiement de 100 000 \$ en juillet 1984 et confirmée par North lors de son procès (Dinges, 1990, p. 179). Il offre également des armes qui transitent par le Panama, mais qui sont financées par les États-Unis (Dinges, 1990, p. 179).

Jusqu'en 1984, les ressources en argent et en matériel abondent. Et ce, malgré le premier amendement Boland de la Chambre des représentants qui empêche l'assistance américaine au renversement du régime sandiniste, mais qui permet tout de même une certaine aide aux *Contras* à « d'autres fins ». La situation change de manière importante en 1984 alors qu'un autre amendement initié par le représentant Boland interdit complètement l'aide aux *Contras*. À ce moment, North entreprend de trouver des solutions afin de contourner les amendements. Pour ce faire, il multiplie les rencontres avec Noriega au courant des années 1984 et surtout 1985. Il bénéficie du soutien de Noriega qui aide à la création de différentes compagnies-écrans au Panama (Lake Resources, Stanford Technology, Udall Research, etc.) (Dinges, 1990, p. 207). Ces compagnies permettent d'acheminer de l'équipement et de l'argent aux *Contras* tout en masquant leur provenance. D'ailleurs, c'est par ces sociétés-écrans que passe l'argent de la vente d'armes à l'Iran en échange de la libération d'otages (donnant naissance à ce qui est connu comme le scandale Iran-Contra).

Noriega s'implique aussi activement et plus directement dans la lutte aux sandinistes. Après avoir aidé North à mettre en place des approvisionnements en armes aux *Contras* opérant au Costa Rica, il le rencontre en janvier 1985 (Scott et Marshall, 1991, p. 65). Cette rencontre permet probablement de planifier des activités directes en sol nicaraguayen et de discuter du front sud si cher à North (Dinges, 1990, p. 207; Kempe, 1990, p. 166-167). Effectivement, le 6 mars 1985, la collaboration américano-panaméenne est démontrée par une action de grande ampleur. Une série d'explosions frappe la capitale du Nicaragua, Managua. Malgré la destruction d'un dépôt d'armes, d'un complexe militaire et d'un hôpital, aucune victime n'est recensée. Cette opération aurait été développée par le Britannique David Walker, mais selon un mémo de North, Noriega aurait fourni des spécialistes en explosifs (Dinges, 1990, p. 207). Il est aussi fort probable que le réseau de contacts de Noriega ait été nécessaire pour le bon déroulement de l'opération (Kempe, 1990, p. 158).

Enfin, Noriega constitue une source de renseignements fortement convoitée, puisqu'il est jugé parmi les agents d'espionnage les plus performants (Crandall, 2006 : 187). Après tout, il a tout de même été responsable du G-2, ce qui lui a conféré une position privilégiée. Le gouvernement américain s'avère friand des informations qu'il est en mesure de fournir, ce qui explique qu'il soit rémunéré par la CIA. Au moment où le gouvernement américain est en guerre larvée en Amérique centrale, les renseignements crédibles deviennent encore plus importants. Noriega est en mesure de livrer la marchandise. North confie à des collègues que le dirigeant panaméen est l'une des seules personnes à avoir un réseau d'informateurs et d'informations fiables au Nicaragua³⁶ (Kempe, 1990, p. 158). Il est probablement l'une des raisons qui amènent un ancien analyste de la CIA à s'enthousiasmer que « nos renseignements en

³⁶ Les informations relayées par Noriega ne sont pas toujours prises en considération par divers membres du gouvernement américain. North, John Poindexter et Robert McFarlane sont obnubilés par le front sud des *Contras* au Costa Rica. Or, selon Noriega, ce front sud est pratiquement inexistant avec des troupes très peu motivées et constitue une perte de temps. À ses yeux, les seules forces réelles sont celles d'Edén Pastora, qui sont peut-être composées de quelques centaines d'hommes (Kempe, 1990, p. 166-167).

provenance du Nicaragua sont si bons [...] que nous pouvons entendre les chasses d'eau des toilettes à Managua » (Blum, 293).

Néanmoins, le soutien de Noriega ne se limite pas à sa contribution aux *Contras*. L'une de ses grandes contributions est son silence sur l'utilisation du territoire panaméen. En effet, le canal de Panama est bordé par une zone sous contrôle américain (une bande territoriale qui s'étend 7,5 km au nord du canal et 7,5 km au sud) et elle abrite un large dispositif de quatorze bases militaires américaines. Celles-ci sont très importantes puisque seulement trois pays dans l'hémisphère américain comportent des bases militaires américaines à cette époque, soit Cuba (Guantánamo), le Panama et puis, au courant des années 1980, le Honduras permet aussi l'utilisation de son territoire (Weeks et Zimbalist, 1989, p. 3). Pour une administration obsédée par la lutte au communisme en Amérique centrale, un tel dispositif militaire est absolument crucial. Cependant, en vertu du traité de 1977, les bases militaires au Panama devaient se limiter à la protection du canal. Afin d'en détourner le sens, le gouvernement américain soutient que la protection du canal est conditionnelle à la sécurité régionale définie en matière d'endiguement du communisme. Dès lors, plusieurs membres de l'administration Reagan lient fréquemment les situations au Nicaragua et au Salvador à la sécurité du canal (Reagan, 1984; Garthoff, 1994, p. 19). La lutte au communisme, si l'on s'en tient à l'argument, est alors aussi importante pour la sécurité du canal que pour la protection des écluses (Dinges, 1990, p. 148).

L'argument apparaît quelque peu boiteux, mais le fait que Noriega maintienne un quasi-silence³⁷ sur cette question s'avère une collaboration remarquée. Cette absence de contestation ne passe pas inaperçue. Abrams l'évoque lors d'une audience sénatoriale en 1986 en indiquant qu'il est « important [...] [de souligner] qu'il n'y a eu aucune dispute concernant les forces militaires américaines au Panama. Dans une région où nous avons trop de problèmes, la quasi-absence de difficulté à propos de nos plus importantes bases militaires est notable et bénéfique pour nous » (Buckley, 1991, p. 51).

Ces bases sont très utilisées par le gouvernement américain dans sa politique régionale d'endiguement des guérillas de gauche et des sandinistes. Par exemple, l'École des Amériques est un lieu privilégié pour entraîner des militaires et des paramilitaires à la lutte contre-insurrectionnelle. Du personnel militaire guatémaltèque, hondurien et salvadorien est d'ailleurs formé à cette base de Fort Gulick dans la zone du canal de Panama (Blum, 2004, p. 238 et 357). Selon John Dinges, les militaires salvadoriens s'y trouvent en si grand nombre, qu'en 1983, ils sont plus nombreux que l'ensemble des

³⁷ En fait, une exception est peut-être le cas de l'École des Amériques située à Fort Gulick au sein de la zone du canal de Panama. Conformément aux traités américano-panaméens, cette base militaire devait être retournée au Panama en 1984. Le gouvernement américain était toutefois très désireux de conserver cette installation, mais après d'intenses négociations, la base a été rétrocédée au Panama au grand déplaisir de l'administration Reagan. Celle-ci a d'ailleurs dû déplacer d'urgence l'École des Amériques en Géorgie aux États-Unis (Sánchez, 2007, p. 163). Néanmoins, il convient de souligner que le coût politique de refuser la rétrocession d'une partie du territoire appartenant au Panama aurait été énorme. À l'opposé, simplement fermer les yeux sur l'utilisation des bases représente un coût bien moindre.

autres nationalités réunies à l'École des Amériques (Dinges, 1990, p. 148). Les autres bases militaires ne sont pas en reste puisque le département de la Défense les utilise de diverses manières. L'une des plus « créatives » étant les vols aller-retour que font plusieurs militaires américains entre le Salvador et le Panama. Ces vols aller-retour, où les militaires américains passent la journée au Salvador, mais regagnent leurs bases panaméennes la nuit, permettent de ne pas violer le discours de l'administration Reagan. Effectivement, celle-ci soutenait qu'il n'y avait que 55 « conseillers » militaires³⁸ stationnés au Salvador (Dinges, 1990, p. 148).

Par ailleurs, Noriega n'est pas seulement représenté discursivement comme un allié au niveau régional. Il constitue une forme d'allié au Panama, une sorte de rempart domestique anticommuniste. Effectivement, Noriega est présenté comme un moindre mal, c'est-à-dire qu'il est préférable à un dirigeant plus « gauchiste » ou « nationaliste », nécessairement assimilé à un danger et au probable joug de Moscou. Il est préférable à l'un de ses prédécesseurs, Omar Torrijos, qui était un « emmerdeur » notamment en raison de ses positions répétées en faveur de l'émancipation latino-américaine et de ses positions non alignées (Kempe, 1990, p. 112). De plus, il est aussi préférable à un dirigeant élu démocratiquement qui aurait des positions antagoniques par rapport à celles des États-Unis³⁹. C'est vraisemblablement pour cette raison que le gouvernement s'est empressé de reconnaître la victoire électorale frauduleuse de Nicolás Ardito Barletta contre Arnulfo Arias lors de la présidentielle de 1984. Comme le mentionne un membre du gouvernement américain sous le couvert de l'anonymat « les militaires panaméens voulaient une victoire de Barletta tout autant que nous [le gouvernement américain] [...], la raison étant que les militaires, autant que Washington, craignaient qu'une victoire d'Arnulfo Arias amène un ultranationalisme indésirable » (Cottam, 1994, p. 145). Il ne faut pas non plus négliger le fait que Barletta soit un ancien vice-président du Fonds monétaire international (FMI) pour l'Amérique latine et qu'il ait été l'étudiant de George Shultz (le secrétaire d'État américain à ce moment) lors de son doctorat à l'université de Chicago.

Arias n'est pas le seul dirigeant jugé menaçant. Le numéro deux du régime militaire, Roberto Diaz Herrera, est aussi perçu comme un possible danger. D'ailleurs, un diplomate américain n'hésite pas à affirmer que « si vous pensez que Noriega est mauvais, vous ne connaissez pas Diaz Herrera » (Scranton, 1991, p. 107). À ce titre, selon des rapports américains, il est perçu comme un « gauchiste » et « porteur de la flamme du *torrijismo* » (un mélange de nationalisme, d'autoritarisme et de redistribution de la richesse aux plus désœuvrés, soit le programme politique du défunt dictateur Omar Torrijos) (Weeks et Zimbalist, 1989, p. 13; Scranton, 1991, p. 107). Évidemment, le fait qu'il soit le cousin de Torrijos facilite cette représentation.

³⁸ Le terme « conseiller » est un euphémisme fréquemment employé par les administrations américaines pour éviter de mentionner que des soldats participent activement à des opérations militaires à l'étranger. Le cas le plus évident étant celui du Vietnam

³⁹ Quoi qu'il n'est pas nouveau de constater la préférence des gouvernements américains pour un « homme fort » (un dictateur) plutôt qu'un dirigeant élu démocratiquement qui s'éloigne des positions de Washington.

2.4 La fin justifie les moyens: les « irritants » balayés

Aux yeux des dirigeants américains, Noriega constitue un allié utile (voire quasi indispensable pour les acteurs du scandale Iran-Contra). Cet allié a cependant des comportements irritants, voire déplaisants. Il demeure un dictateur (avec toute la répression des opposants que cela peut amener), il trempe dans le trafic de drogues et il est un agent de renseignements non seulement pour les États-Unis, mais aussi pour des ennemis déclarés de ce pays. En vertu de l'identité qui est conférée à Noriega, chacun de ces comportements se voit balayé sous le tapis. Ces activités sont alors vues comme un moindre mal, nécessaires en raison de la lutte en cours en Amérique centrale. L'administration Reagan est en mesure de tolérer qu'un allié comme Noriega obtienne quelques passe-droits en raison de l'importance de la menace (il ne faut pas oublier que cette lutte est jugée existentielle et qu'elle relève du caractère obsessionnel).

Le fait de façonner l'identité de Noriega autour des thématiques de la guerre froide, de la lutte anticommuniste et de l'allié utile a pour conséquence de justifier (ou à tout le moins d'atténuer) les « irritants ». La justification la plus fréquente étant celle du soutien aux *Contras*, soutien qui est plus important que n'importe quel irritant. Le rôle d'agent double de Noriega (dans son cas, il devrait plutôt être question d'agent multiple tellement il est rémunéré par différents pays) en constitue un exemple. Tout dépendant des sources utilisées, Noriega aurait touché des sommes de la part de nombreux États (jusqu'à dix selon Kempe) dont des ennemis notoires des États-Unis, tels Cuba et le Nicaragua (Kempe, 1990, p. 119; Scranton, 1991, p. 13). Cette collaboration n'embête pas pour autant Dewey Clarridge de la CIA. Il est prêt à passer l'éponge tant que Noriega contribue à la lutte à l'égard des sandinistes. En 1983, il juge, selon Woodward, que « bien sûr nous ne savons pas ce qu'il donne aux Cubains. À la fin, c'est un jeu mortel. Néanmoins, Noriega va laisser la CIA mettre en place un site d'entraînement pour les *Contras* » (Dinges, 1990, p. 147-148). Bref, ce n'est pas grave s'il travaille également pour Cuba, pourvu qu'il livre la marchandise concernant les *Contras*.

Le même phénomène est observable lorsque le régime militaire panaméen déploie toute sa brutalité à l'égard de critiques du régime et qu'il s'en prend à la façade démocratique du régime. En septembre 1985, un proche du régime militaire, le docteur Hugo Spadafora⁴⁰, annonce sa volonté de quitter le sud du Nicaragua (où il combat la junte sandiniste) pour rentrer au Panama et rendre publique la

⁴⁰ Spadafora est un homme complexe avec un parcours peu orthodoxe. Lors du coup d'État de 1968, il se montre très dur à l'égard du régime militaire. Il s'est ensuite rangé à la cause du dirigeant militaire Omar Torrijos en agissant comme ministre de la Santé afin de venir en aide aux plus désœuvrés. Il a également participé à des guérillas en Guinée-Bissau et au Nicaragua, contribuant au renversement d'Antonio Somoza aux côtés d'Edén Pastora. Spadafora et Pastora se sont ensuite retournés contre les sandinistes puisqu'ils jugeaient que ces derniers s'étaient éloignés de la véritable cause sandiniste.

participation de Noriega dans le trafic de drogues et d'armes⁴¹ (Buckley, 1991, p. 21). Alors qu'il traverse la frontière du Costa Rica pour entrer au Panama, il est arrêté selon les témoins présents pour un contrôle par des membres des FDP. On retrouve son corps au Costa Rica, près de la frontière panaméenne, décapité avec des marques évidentes de tortures (Buckley, 1991, p. 27).

Dès le départ, Noriega, séjournant alors en Europe, est pointé du doigt par les opposants au régime. Le gouvernement américain est aussi au courant de la situation ayant à sa disposition la preuve de l'accord de Noriega dans cet assassinat⁴². Roberto Diaz Herrera, numéro deux du régime militaire, est donc responsable de gérer la crise. Au même moment, il tente de fomenter un coup afin de remplacer Noriega, pour ensuite se rétracter, ce qu'il a lui-même confirmé plus tard (Buckley, 1991, p. 31-32). Devant la pression montante de l'opinion publique, le président Nicolás Ardito Barletta condamne le meurtre et annonce sa volonté de mettre sur pied une enquête. Une telle avenue est inacceptable puisque les FDP seraient inévitablement blâmées. Ce faisant, le 27 septembre 1985, Diaz Herrera, avec l'accord de Noriega, force Barletta à démissionner. Il se rend en exil aux États-Unis et il est remplacé par son premier vice-président Eric Arturo Delvalle.

Symboliquement, quelques mesures sont mises en œuvre par l'administration Reagan visant à critiquer le renversement forcé du président Barletta et le meurtre de Spadafora. Au nombre de ces actions, il y a la visite de membres du personnel américain au journal d'opposition *La Prensa*, des rencontres avec des membres de la famille Spadafora, le détournement de 14 millions de dollars en aide vers le Guatemala, etc. (Buckley, 1991, p. 46). Toutefois, Noriega se rend à Washington pour rencontrer l'un de ses plus grands alliés, le directeur de la CIA William Casey⁴³. Cette rencontre du 1^{er} novembre qui est censée marquer un message de fermeté à l'égard de Noriega est en fait une occasion pour le dictateur d'obtenir un quasi-consentement de Casey. Selon Frank McNeil du département d'État, qui se remémore le mémorandum de la conversation écrit par Casey, ce dernier a seulement sermonné Noriega à propos du fait que le Panama est utilisé par Cuba pour contourner l'embargo américain, mais il « n'a jamais mentionné les narcotiques et, si je me souviens bien, la démocratie » (Kempe, 1990, p.

⁴¹ En cohabitation dans la garde rapprochée de Torrijos, Noriega et Spadafora entretiennent un long historique de dissensions et de conflits personnels. Un énième épisode de cette opposition avait été marqué par une tournée de Spadafora au Panama, où il avait été très critique à l'endroit du régime de Noriega.

⁴² Il semblerait que la *National Security Agency* (NSA) ait intercepté une conversation entre le major Luis Córdoba, responsable de la zone militaire couvrant la région de Chiriquí à la frontière avec le Costa Rica, et Noriega le 13 septembre 1985. Selon le document confidentiel, Córdoba aurait dit : « Nous avons le chien qui a la rage ». Noriega lui aurait répondu : « Que fait-on avec un chien qui a la rage? ». Ce document aurait été consulté par des membres du Congrès et du Pentagone qui auraient ensuite confirmé l'existence de cette information à Dinges (1990, p. 239 et 377) et à Buckley (1991, p. 19 et 272). Cette version est également rapportée par Kempe (1990, p. 141).

⁴³ Casey est clairement l'un des plus ardents partisans de Noriega. Le fait que les deux soient liés au monde du renseignement n'y est probablement pas étranger, tout comme le fait que Casey est l'un des membres de l'administration les plus féroceement anticommunistes. Par ailleurs, la possible participation de Casey à l'affaire Iran-Contra (il n'a jamais été accusé formellement puisqu'il est décédé en 1987) peut aussi avoir contribué à cette proximité. Peu importe, Casey a rencontré Noriega à au moins six reprises au cours des années 1980 (Blum, 2004, p. 307). Noriega a lui aussi confirmé cette excellente relation dans ses mémoires. Il va même jusqu'à mentionner que l'invasion n'aurait sûrement jamais eu lieu si Casey avait vécu (Noriega et Eisner, 1997, p. 66).

170). Le mémorandum témoignait « clairement qu'il le laissait s'en tirer » et que « Noriega était arrivé nerveux à la rencontre, mais qu'il était parti rassuré » (Kempe, 1990, p. 170). Selon d'autres informations, Casey aurait même affirmé à Noriega qu'il constituait une « source de renseignements trop précieuse » et qu'il ne risquait rien (Scranton, 1991, p. 91).

De la même manière, une rencontre avec le conseiller à la sécurité nationale John Poindexter est organisée le 12 décembre 1985 au Panama. La version officielle étant que Poindexter (accompagné d'Abrams et de l'ambassadeur Everett Briggs) a été très ferme, invoquant la nécessité de remettre de l'ordre au Panama après le départ forcé de Barletta, les soupçons de trafic de drogues et l'assistance donnée à Cuba dans le contournement de l'embargo américain (Kempe, 1990, p. 173). Néanmoins, il est permis d'en douter. Premièrement, le voyage s'inscrivait dans une tournée régionale qui incluait d'autres pays en Amérique centrale, notamment le Salvador, le Costa Rica, le Honduras et le Guatemala. Tous des États liés à la question du Nicaragua. Deuxièmement, différents témoignages laissent plutôt entendre que Poindexter a abordé la coopération de Noriega aux *Contras* tout en traitant à peine le cas de Barletta et la question de la drogue⁴⁴ (Dinges, 1990, p. 375-376).

Dans l'ensemble, les différentes rencontres auxquelles participe Noriega à la suite de l'assassinat de Spadafora ont une trame commune: les alliés de Noriega sont prêts à le soutenir malgré les problèmes actuels, à condition qu'il poursuive son aide en Amérique centrale (Gilboa, 1995/1996, p. 544). McNeil apparaît assez d'accord avec cette idée : « ce que Noriega voyait de la CIA, du renseignement militaire et de certains au département de la Défense suggérait [...] que s'il parvenait à maintenir son pouvoir, ses amis à Washington s'occuperaient du reste [des problèmes] (drogues, Cuba ou la démission de Barletta) » (Dinges, 1990, p. 236). Synthétisant encore davantage, McNeil affirme que grosso modo, « Noriega savait que s'il nous gardait heureux concernant le Nicaragua, il était libre de faire ce qu'il voulait » (Kempe, 1990, p. 170).

Et effectivement, les alliés de Noriega à Washington sont prêts à faire fi des actes désagréables. Ils en ont l'occasion lorsque des partenaires improbables s'unissent. Après plusieurs démarches au Panama,

⁴⁴ Noriega présente une tout autre version dans ses mémoires. Il présente Poindexter comme ayant une attitude arrogante. Il affirme que celui-ci aurait tenté de le forcer à remettre en poste Barletta, mais aussi de mettre un terme à la négociation de la paix en Amérique centrale (le Panama ayant été l'hôte de la première tentative de médiation aux guerres civiles du Salvador et du Nicaragua) (Noriega et Eisner, 1997, p. 124). Il affirme avoir catégoriquement refusé de telles conditions. Ce refus aurait été celui de trop et aurait entraîné un revirement de la politique américaine à son égard (Noriega et Eisner, 1997, p. 125). En fait, Noriega suggère que ce sont ses refus répétés de collaborer à la politique américaine d'endiguement en Amérique centrale qui ont amené l'opposition du gouvernement américain. Aux nombres de ses refus allégués, on peut compter l'arrêt des activités des l'École des Amériques dans la zone du canal et l'interdiction d'utiliser le territoire panaméen pour l'entraînement des escouades de la mort salvadoriennes ou les *Contras* nicaraguayens (Noriega et Eisner, 1997, p. 15-16). La rencontre avec Poindexter (jumelée au supposé refus de Noriega) aurait été le dernier épisode menant au revirement complet de la politique américaine à l'égard du Panama. À terme, le départ de Noriega aurait aussi permis d'assurer le maintien du contrôle du canal et de la zone américaine dans le giron des États-Unis (Noriega et Eisner, 1997, p. 16). Nous n'accordons que peu de crédibilité aux allégations de Noriega qui ne correspondent pas avec les révélations de différents médias, mais aussi avec les documents saisis dans le cadre de l'affaire Iran-Contra.

la famille du défunt Spadafora se rend aux États-Unis où elle tente de sensibiliser différents acteurs politiques au meurtre de l'opposant. Étonnamment, elle en trouve auprès d'un conservateur radical, le sénateur républicain Jesse Helms⁴⁵. Ce faisant, le sénateur de la Caroline du Nord décide de tenir des audiences sur le Panama en mars et en avril 1986. Abrams tente de l'en décourager : « allons, Noriega n'est pas un si gros problème. Il nous est vraiment utile pour quelque chose. Ça n'est pas encore arrivé, mais les Panaméens ont promis qu'ils vont nous aider avec les *Contras* » (Dinges, 1990, p. 237). Abrams ajoute que l'entraînement des *Contras* devrait débiter bientôt et que « si vous tenez des audiences, ça les aliénera. Ça les provoquera et ils ne nous aideront pas avec les *Contras* » (Dinges, 1990, p. 237). Ensuite, lorsque le sénateur tente d'introduire une législation visant à couper l'aide économique au Panama, il reçoit un appel de Casey « qui était très catégorique à propos [de la législation]. Il disait que Noriega faisait des choses pour les États-Unis que Helms ne savait pas » (Weeks et Zimbalist, 1989, p. 10).

Noriega semble bel et bien comprendre que le gouvernement américain attache une très grande importance aux *Contras* et qu'il peut en bénéficier. Au courant de l'année 1986, Noriega commence à ressentir une certaine pression qui émane des États-Unis. D'une part, il y a bien sûr les audiences tenues par Helms et les législations qu'il tente d'introduire au Sénat. D'autre part, le 12 juin 1986, le célèbre journaliste d'enquête Seymour Hersh fait la une du *New York Times* avec un article qui cite des sources gouvernementales américaines impliquant Noriega dans le commerce d'armes, le trafic de drogues, le blanchiment d'argent, le meurtre de Spadafora et qui stipule qu'il est un investisseur dans des compagnies panaméennes servant à contourner l'embargo contre Cuba⁴⁶ (Hersh, *New York Times*, 12 juin 1986). Par la suite, les révélations de Hersh braquent encore davantage l'attention sur Noriega et différentes audiences sont tenues au Congrès en juin et en juillet. Au moment de la parution de l'article, Noriega se trouve aux États-Unis pour recevoir une médaille d'honneur à l'Inter-American Defense Board en compagnie de militaires de l'Amérique latine et des États-Unis. Noriega interprète la parution de l'article comme un message de ses différents opposants au sein du gouvernement américain et visant à le mettre sous pression (Scranton, 1991, p. 93-94).

Il tente alors de rétablir son image en échange de ce qui le rend si utile aux yeux de l'administration Reagan, soit une collaboration accrue dans la lutte aux *Contras*⁴⁷. Au mois de juillet 1986, soit deux mois après les révélations de Hersh, Noriega fait une offre à North par le biais d'un émissaire. Dans

⁴⁵ Celui-ci est reconnu pour ses positions conservatrices radicales, ce qui en fait un allié saugrenu. Concernant le Panama, il était vertement opposé à la signature des traités Torrijos-Carter et était un avocat de la nécessité d'abroger cet accord afin de maintenir la présence militaire dans la région (Independent Commission, 1991, p. 20).

⁴⁶ En soi, ces allégations ne sont pas tout à fait nouvelles. À ce titre, un journal du Texas, le *San Antonio Light* avait publié des informations semblables une année auparavant sous la plume de Knut Royce (Scranton, 1991, p. 92-93). L'impact est cependant beaucoup plus grand lorsqu'il s'agit de la une du *New York Times* et que la nouvelle est signée par un journaliste d'enquête des plus réputés.

⁴⁷ L'ensemble des deux prochains paragraphes est tiré de John Dinges (1990, p. 252-253).

son procès, North affirme qu'il a relayé celle-ci à Poindexter (ce qui est d'ailleurs conforme aux notes de North saisies par la cour) en lui disant que :

Le représentant de Noriega a proposé qu'en échange d'une promesse du gouvernement américain d'aider Noriega à laver son image et un engagement à lever l'embargo américain concernant les ventes d'armes aux Forces de défense panaméenne (FDP), Noriega assassinerait le leadership sandiniste pour le gouvernement américain.

Autant Poindexter que North notent par écrit que la loi américaine interdit la participation américaine à des assassinats. Poindexter souligne cependant à North que « l'assistance panaméenne pour des opérations de sabotage serait une autre histoire », ce à quoi North ajoute que les coûts des opérations pourraient être payés par le fond secret *Project Democracy*.

Après en avoir discuté avec le secrétaire d'État Shultz et Elliot Abrams, North rencontre personnellement Noriega à Londres en septembre. Selon North, ce dernier lui aurait offert « de prendre des actions immédiates contre les sandinistes » en plus « d'offrir une liste de priorités » comprenant diverses cibles. En échange de tels engagements, des démarches sont amorcées. North engage une firme de communication (un paiement de 35 000 \$ est effectué à l'International Business Communication) pour les relations publiques de Noriega. De plus, North entre en contact avec le chef de la DEA, Jack Lawn, puisqu'il a eu vent de l'enquête concernant Noriega (Lawn aurait par contre refusé l'offre de North d'intercéder en faveur de Noriega). Casey entreprend également des démarches auprès de Helms, qui revient à la charge cette fois avec un amendement requérant que la CIA fasse rapport au Congrès en raison des accusations à propos des FDP. Le directeur de la CIA utilise ses contacts au Sénat pour retarder le vote, mais il ne parvient pas à faire changer la position de Helms (malgré qu'il lui affirme qu'« il est en train de détruire la politique » de l'administration Reagan) et l'amendement est adopté par une courte majorité.

L'éclosion du scandale Iran-Contra empêchera la mise en œuvre possible du projet orchestré par des membres de l'administration Reagan et Noriega. Cependant, force est de constater que l'identité d'allié anticommuniste de Noriega fixe les paramètres de l'action des autorités américaines. Pour l'administration Reagan, et particulièrement pour les plus proches alliés de Noriega, les différentes exactions du dictateur sont justifiables par son apport en Amérique centrale. Jamais il n'est explicitement mentionné que ce qu'il fait pour les États-Unis est jugé tellement important que tout le reste est pratiquement futile. Toutefois, c'est précisément ce qui se dégage du portrait général tracé plus haut. En associant profondément l'identité de Noriega à la guerre froide et à la percée communiste en Amérique centrale, Noriega bénéficie d'une grande marge de manœuvre.

Dans une lutte jugée existentielle et cruciale, les alliés ne sont pas obligatoirement parfaits, mais ils demeurent utiles et nécessaires. Pour autant qu'ils remplissent leur rôle à titre d'alliés, les irritants

peuvent toujours être gérés et atténués. Comme le soulignera plus tard le sénateur Paul Simon, « nous avons toléré le narcotrafic [de Noriega] parce qu'il aidait les *Contras* » (Weeks et Zimbalist, 1989, p. 10). En fait, chacun des comportements qui lui sont reprochés (et pas seulement le trafic de drogues) sont jugés seulement « désagréables ». Ces comportements s'avèrent des moindres maux, qui paraissent néanmoins dérisoires au vu de l'enjeu plus dramatique qu'est l'endiguement du communisme. Noriega n'est d'ailleurs pas le seul allié à bénéficier d'un certain traitement de faveur en raison de son apport en Amérique centrale. Le cas du Honduras évoqué précédemment, où des militaires sont accusés de participation au commerce de drogues, relève probablement de la même logique.

2.5 La dépendance de Noriega

Une autre facette de l'identité de Noriega amène les autorités américaines à être plus conciliantes à l'égard des comportements « irritants » du dictateur. Elle tient dans le fait que le dirigeant panaméen est présenté comme dépendant à l'égard des États-Unis⁴⁸. Évidemment, tout le contexte historique panaméen facilite cette représentation. Les États-Unis ont bâti le canal et les forces militaires américaines sont intervenues à de multiples reprises au Panama. Deux des trois plus importants employeurs sont aussi contrôlés par des intérêts américains, soit le canal de Panama et la compagnie de Chiriquí (*United Fruit Company*). Un autre symbole fort de cette dépendance est l'usage du dollar américain comme monnaie panaméenne.

Pour en revenir à Noriega, en premier lieu, son identité est articulée autour de cette idée de dépendance parce qu'il est payé par le gouvernement américain. Comme il en a été question auparavant, il est depuis longtemps rémunéré par les États-Unis en plus de faire un retour comme salarié de la CIA en 1981 après un bref interlude durant l'administration Carter. Dans cette représentation de Noriega, le fait de le payer équivaut à le « posséder ». Ambler Moss, l'ambassadeur américain au Panama, dépeint la situation simplement : « Noriega n'a pas d'idéologie, de principes, il n'est dirigé que par l'argent et le pouvoir » (Kempe, 1990, p. 121). Le dirigeant panaméen est donc une marionnette assujettie au contrôle américain. En l'absence d'une idéologie politique, Noriega se voit coopté par le gouvernement américain et ses dollars. Pour ajouter à cette dépendance, il est aussi considéré comme une sorte de « produit » des États-Unis puisqu'il a pris deux cours à l'École des Amériques.

À de nombreuses reprises, divers acteurs renforcent cette identité de Noriega en le représentant comme dépendant. Cette perception de se vendre au plus offrant lui vaut le surnom de « colonel à

⁴⁸ Nous nous inspirons ici de Martha L. Cottam (1994). Par contre, cette auteure développe la notion d'image de dépendance relativement à l'ensemble du Panama. Dans notre cas, nous nous penchons davantage sur la seule représentation de Noriega comme personne « dépendante ».

louer » au sein du gouvernement américain (Crandall, 2006, p. 187). Dans la même veine, un opposant comme Spadafora fait écho à cette idée de dépendance en l'affublant du sobriquet de « prostitué caribéen » (Buckley, 1991, p. 21). Chaque fois, ces représentations articulent deux thématiques, soit la rémunération contre des services et le fait qu'il n'est pas maître de ses actions. Cela amène une caractérisation de Noriega comme une personne susceptible d'être dominée par celui qui le paie.

Néanmoins, comment réconcilier cette représentation d'une personne qui est possédée par celui qui le rémunère et le fait qu'il soit payé par de nombreuses entités autres que le gouvernement américain? Ce dilemme est justement résolu par la notion de domination américaine. Dans cette optique, même s'il « appartient » à d'autres, il « appartient » davantage aux États-Unis. Un membre du gouvernement américain synthétise cette articulation lorsqu'il déclare que « « bien sûr Noriega travaillait pour les Cubains, mais nous avons calculé qu'il travaillait vingt pour cent pour eux et quatre-vingts pour cent pour nous » (Kempe, 1990, p. 112). Les États-Unis s'en tirent donc à bon compte, puisqu'il le « possède » à majorité.

Cette représentation offre une justification à plusieurs des actions déplaisantes de Noriega. Que ce soit la relation qu'il entretient avec Cuba ou les liens qu'il a développés avec Castro; l'image de dépendance fait que le gouvernement américain considère que Noriega rapporte plus aux États-Unis qu'à tous les autres acteurs. Par ailleurs, la propension du dictateur à faire une chose et son contraire est aussi avalisée par cette représentation. Par exemple, alors que le dictateur soutient les *Contras* et la répression du FMLN (après l'avoir soutenu), il se pose aussi en médiateur par le biais de la promotion du processus de Contadora pour la paix en Amérique centrale. D'autre part, il agit à titre d'agent très apprécié par la DEA dans la lutte contre le narcotrafic pendant que simultanément, il trempe dans de ce commerce illicite (Gilboa, 1995/1996, p. 543). L'ambassadeur américain au Honduras, John Negroponte, affirme que le gouvernement américain est conscient depuis longtemps que « Noriega a toujours joué des deux côtés » (Kempe, 1990, p. 122). Toutefois, selon Negroponte, les États-Unis tirent toujours davantage de bénéfices que d'inconvénients de cette relation. North abonde dans le même sens lorsqu'il confesse que Noriega fait du « *double dipping*⁴⁹ », mais qu'il demeure un allié largement à la solde des États-Unis (Kempe, 1990, p. 158).

2.6 Conclusion

La politique étrangère au Panama entre 1983 et 1986 est marquée par une phase de collaboration importante. Toute cette collaboration est rendue possible par la représentation qui est faite de Noriega. D'une part, il s'inscrit dans un registre de significations préexistantes associé à la guerre froide. Noriega

⁴⁹ L'expression fait référence à la propension de Noriega à revêtir plusieurs emplois pour différents gouvernements. En soit, il reconnaît son rôle d'agent double.

est ainsi vu à travers la lentille de l'affrontement Moscou-Washington. Obsédée par l'Amérique centrale et profondément hostile à l'Union soviétique, l'administration Reagan est déterminée à repousser la percée communiste. Tout ce qui importe alors est de savoir où se situe Noriega dans cette lutte anticommuniste. Malgré ces relations avec Cuba et avec le Nicaragua et un discours parfois « tiers-mondiste », le dictateur panaméen n'est pas perçu comme un mandataire soviétique ou un sympathisant à la cause communiste. Bien que parfois désagréable sur certains éléments, Noriega est défini comme un allié anticommuniste utile autant au niveau régional qu'au niveau domestique.

En le dépeignant comme un allié, les autorités américaines posent les jalons de la politique étrangère américaine au Panama. Un allié doit coopérer sur les enjeux fondamentaux et l'administration Reagan exhorte Noriega à le faire. À de nombreuses reprises, le gouvernement américain demande au dirigeant panaméen sa contribution au soutien des *Contras*. Noriega répond aux attentes en faisant parvenir des armes, de l'équipement et de l'argent. De la même façon, l'administration Reagan fait part de sa volonté à combattre les forces gauchistes un peu partout dans la région centre-américaine. Noriega agit alors en synergie avec les autorités américaines en arrêtant le soutien panaméen au FMLN, en maintenant un certain silence sur l'utilisation des bases militaires américaines au Panama et en relayant divers renseignements via son large réseau d'informations.

L'identité de Noriega lui donne aussi une certaine marge de manœuvre et amène le gouvernement américain à tolérer ses écarts de conduite. Divers irritants marquent la relation américano-panaméenne que ce soit la relation Panama-Cuba, le statut d'agent double de Noriega, le narcotrafic, la répression d'opposants, etc. Toutefois, ces comportements sont tolérés en raison de deux composantes de l'identité de Noriega. D'une part, dans une logique de type « la fin justifie les moyens », la lutte aux *Contras* et aux forces de gauche en Amérique centrale est perçue comme étant tellement importante que tout le reste n'est pas significatif. À chaque fois que des irritants sont mentionnés, ils sont en quelque sorte balayés par la contribution de Noriega en Amérique centrale. C'est surtout le soutien aux *Contras* qui conduit plusieurs alliés de Noriega à le défendre et à passer l'éponge à de nombreuses reprises. D'autre part, sa représentation comme une personne dépendante contribue aussi à l'acceptation des éléments désagréables par les autorités américaines. Cette composante de l'identité de Noriega mène à l'idée voulant que les États-Unis retirent davantage du dictateur que n'importe quel autre pays qui utilise ses services.

Par contre, à la fin de 1986, le vent commence à tourner. La représentation de Noriega commence à se transformer progressivement. Cette transformation de l'identité a des conséquences et la collaboration s'effrite pour laisser place à une situation de plus en plus conflictuelle.

CHAPITRE III

NORIEGA LA NUISANCE (1986-1988)

La première partie du règne de Noriega a marqué une phase d'une étroite collaboration américano-panaméenne. Cette collaboration a été rendue possible par l'articulation de l'identité du dictateur comme un allié utile dans la lutte anticommuniste. Par le fait même, cette identité atténue les comportements désagréables du dirigeant panaméen. À partir de la fin de l'année 1986 et au courant de l'année 1987, la représentation de Noriega par les autorités américaines se transforme peu à peu. Des éléments jugés de moindre importance, notamment en raison de l'image d'allié anticommuniste, en viennent à être davantage mis en exergue.

Dans la représentation qu'en fait le gouvernement américain, Noriega perd de plus en plus son statut d'allié anticommuniste au profit de l'image du « dictateur nuisible ». Cette représentation n'arrive pas de nulle part, puisqu'elle est le fruit de la récupération d'une partie de la représentation identitaire antérieure. Les éléments du discours du dictateur nuisible étaient présents auparavant, mais ils étaient marginalisés par l'importance accordée à un allié anticommuniste. Par ailleurs, cette transformation de l'identité de Noriega ne se fait pas de manière drastique. Elle se fait plutôt progressivement dans un processus de redéfinition du dirigeant panaméen.

Ce faisant, Noriega est dépeint de moins en moins comme un allié anticommuniste, notamment en raison de l'émergence du scandale Iran-Contra et de la contestation du régime au Panama. Cette transition identitaire laisse place à ce qui était jusque-là jugé comme des « irritants ». Or, ces irritants qu'étaient le caractère dictatorial ou la répression des opposants politiques deviennent l'essentiel de l'identité de Noriega. La lutte anticommuniste n'étant plus autant associée à l'identité de Noriega, son comportement devient d'autant moins justifiable. Cependant, il n'est pas pour autant considéré comme une menace.

D'une telle représentation émerge une politique étrangère américaine sans grande conviction. Le gouvernement souhaite le départ de Noriega, mais consacre peu d'énergie à cette question. Celui-ci étant considéré seulement comme une nuisance, il ne nécessite pas une solution urgente et pressante.

3.1 D'allié à nuisance

La représentation de Noriega comme un allié anticommuniste est mise à mal par deux événements distincts. Dans un premier temps, la valeur de la contribution de Noriega décline assez brusquement avec l'éclatement du scandale Iran-Contra. Au début du mois de novembre 1986, les premières révélations concernant l'affaire Iran-Contra arrivent en provenance du Liban, où un média publie les ramifications d'un échange d'armes contre des otages. À partir de ce moment, les révélations déferlent concernant les activités illégales commises par divers membres de l'administration Reagan pour soutenir la lutte anticommuniste. Oliver North commence une intense période de destruction de documents entre les 21 et 25 novembre, soit jusqu'à ce qu'il soit démis de ses fonctions par le président Reagan⁵⁰ (Rosenbaum, *New York Times*, 10 juillet 1987). North n'est pas le seul membre important de l'administration à perdre son poste. Le conseiller à la sécurité nationale, John Poindexter, est renvoyé au même moment. Le directeur de la CIA, William Casey, est lui aussi pointé du doigt pour sa possible collaboration. Toutefois, dès l'éclosion du scandale, il est hospitalisé pour une tumeur au cerveau et il décède en mai 1987 avant le début de son procès. Au cours des années suivantes, Poindexter et North seront condamnés dans des procès distincts pour leurs participations dans des activités illégales⁵¹. D'autre part, Elliot Abrams et l'ancien conseiller à la sécurité nationale, Robert C. MacFarlane, plaideront coupables pour parjure en raison de leurs témoignages devant le Congrès américain. Quelques années plus tard, dans un geste qui n'est pas sans rappeler le début de la présidence de Gerald Ford, le président George Bush offrira le pardon présidentiel à MacFarlane et Abrams⁵² (Johnson, *New York Times*, 25 décembre 1992).

Quoi qu'il en soit, Noriega est de moins en moins représenté comme un allié anticommuniste puisque la poursuite du soutien direct aux *Contras* n'est pas envisageable. Bien sûr, il continue en partie son laisser-aller concernant l'usage des bases militaires⁵³, mais il est tout de même difficile de lier Noriega à la lutte anticommuniste puisque ses services ne sont plus utiles. D'une part, le soutien aux *Contras*

⁵⁰ Selon North, Poindexter aurait également détruit des documents, dont celui de l'autorisation présidentielle à la vente d'armes clandestinement à l'Iran (Johnston, *New York Times*, 13 mars 1990).

⁵¹ Des juges invalideront ensuite les deux condamnations sur la base du fait que les témoignages de North et de Poindexter devant le Congrès leurs conféraient une immunité juridique qui n'a pas été complètement respectée lors des procès.

⁵² À la veille de Noël en 1992, soit tout juste avant que Bill Clinton entre en poste, Bush offre son pardon présidentiel. En plus, il octroie aussi un pardon présidentiel à d'autres tout juste avant leurs procès, soit à l'ancien secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, et à des membres des services de renseignements, soit Duane Clarridge, Clair George et Alan D. Fiers Jr (Johnson, *New York Times*, 25 décembre 1992).

⁵³ Noriega adopte parfois un discours belliqueux face aux États-Unis, notamment en ce qui concerne la présence américaine dans la zone du canal. L'administration Reagan semble déceler que ce discours est surtout pour consommation domestique, ce qui serait en ligne directe avec la tradition d'agiter la carte « gauchiste » en public, mais de coopérer avec les États-Unis en privé (Dinges, 1990, p. 143). Par ailleurs, le fait de passer outre le discours de Noriega parfois hostile aux États-Unis peut être compris à travers l'image de dépendance. Effectivement, sa dépendance face aux États-Unis crée une situation où il est impossible qu'il se rebelle réellement et que, par conséquent, son discours combattif relève davantage de la nécessité domestique.

devient extrêmement ardu en raison des révélations récentes. D'autre part, la contribution de Noriega aux *Contras*, tout comme son offre d'assassiner le leadership sandiniste, sont révélées dans le scandale. Les révélations quant à son rôle qui devait demeurer secret contribuent à faire décliner rapidement sa valeur comme allié anticommuniste.

Le scandale Iran-Contra est encore plus dommageable pour Noriega en raison des acteurs impliqués. Les individus centraux sont par le fait même les plus importants alliés du dictateur au sein du gouvernement américain. En plus de voir disparaître une représentation d'allié stratégique, Noriega perd ses plus ardents défenseurs à Washington. Comme il en a été question dans le chapitre précédent, North et Casey n'avaient pas hésité à défendre Noriega. Ils avaient ainsi tenté de dissuader le sénateur Jesse Helms de tenir des audiences dommageables pour Noriega. Ils avaient également entrepris des démarches afin de bloquer une éventuelle enquête de la DEA. Bref, Noriega se voit privé de plusieurs partenaires clés parmi le gouvernement américain.

Deuxièmement, en plus de son inutilité régionale, il perd en partie son utilité au niveau domestique. Noriega a été construit discursivement comme un moindre mal au Panama, c'est-à-dire qu'il est préférable à un dirigeant davantage « gauchiste » ou « nationaliste ». Il agit en quelque sorte à titre de rempart domestique contre diverses autres figures politiques possiblement moins souhaitables qui pourraient menacer les intérêts économiques américains, et surtout le canal de Panama et les bases militaires à proximité. Noriega s'avère plus intéressant comme dirigeant que l'« emmerdeur », selon les termes d'un membre des services de renseignement, qu'était Omar Torrijos (Kempe, 1990, p. 112). Son régime militaire est plus avantageux qu'un régime démocratique dirigé par l'« ultranationaliste » et « populiste » Arnulfo Arias. Il est aussi jugé bien moins hostile que le numéro deux militaire Roberto Diaz Herrera.

En ce sens, la menace la plus imminente au niveau domestique provient de la possible prise de pouvoir de Diaz Herrera. Le populaire Arnulfo Arias se trouve en exil et les leaders politiques éventuels issus de la société civile sont surtout des membres de l'élite économique du Panama. Quant à lui, Diaz Herrera est clairement le militaire le plus impliqué politiquement, avec un discours très dur par rapport à l'élite économique du pays. En plus, il a une base politique au sein du Parti révolutionnaire démocratique. Ce parti fondé par Omar Torrijos est identifié à la gauche et Diaz Herrera s'assure d'assister aux réunions de la formation politique (Dinges, 1990, p. 260). Diaz Herrera constitue un problème potentiel tant pour Noriega que pour les États-Unis⁵⁴. Or, il est au cœur d'une lutte de pouvoir avec Noriega, qui culmine par son départ des FDP. À partir de ce moment, Noriega constitue moins un rempart domestique contre

⁵⁴ Il convient de rappeler que plusieurs membres du gouvernement américain se méfient clairement de Diaz Herrera et de la possibilité de le voir ranimer la flamme du *torrijismo*.

un autre leader jugé indésirable. Il s'avère être un simple dictateur avec différents comportements irritants.

Cela dit, le départ de Diaz Herrera ne se fait pas sans fracas. Depuis sa tentative de remplacer Noriega durant la crise du meurtre d'Hugo Spadafora, il adopte une position discrète. Par contre, conformément à une entente préalable, Noriega était censé se retirer du commandement militaire et laisser son poste à Diaz Herrera en juillet 1987⁵⁵. Afin de ne laisser planer aucun doute, Noriega prend les devants et annonce sa volonté de demeurer à la tête des FDP pour un mandat supplémentaire de cinq ans. De plus, après avoir tenté d'assigner des fonctions diplomatiques peu alléchantes au numéro deux du régime militaire, des informations commencent à être rapportées dans les médias panaméens voulant que celui-ci se retire simplement en raison de problèmes de santé (Dinges, 1990, p. 262).

Devant cette volonté de l'écarter du pouvoir, Diaz Herrera déclenche une véritable tempête politique en juin 1987. Une situation inusitée se produit alors que le numéro deux de l'institution militaire déchu invite de nombreux journalistes à sa résidence et décide d'y aller de révélations troublantes. Il reconnaît notamment qu'il s'est enrichi grâce à l'argent obtenu en échange de l'émission de visas pour des Cubains (Buckley, 1991, p. 80). Puis, il accuse Noriega d'une variété de crimes. Il affirme que la fraude électorale de 1984 a été planifiée chez lui avec la participation de Nicolás Arditto Barletta et du tribunal électoral, que l'assassinat de Spadafora a été réalisé par des membres de la garnison de Chiriquí et supervisé par Noriega de l'Europe, il va même jusqu'à prétendre que la mort de Torrijos est le résultat d'un complot entre Noriega et la CIA plutôt qu'un simple accident d'avion (Buckley, 1991, p. 80). Sa résidence se transforme en un lieu de contestations au régime, remplie de membres de l'opposition, ce qui lui confère une certaine protection contre des représailles. Ces révélations amènent des manifestations monstres (environ 100 000 personnes dans la ville de Panama) ainsi que la création d'un nouveau groupe d'opposition, la Croisade civique nationale (CCN), qui se veut en quelque sorte le porte-étendard de la classe moyenne et de l'élite économique (Dinges, 1990, p. 264).

Cette contestation du régime militaire offre aux dirigeants américains l'occasion de réarticuler l'identité de Noriega. Cette représentation du dirigeant panaméen se fait autour des irritants antérieurs, c'est-à-dire son caractère dictatorial et la corruption. Sous le couvert de l'anonymat, différents membres de

⁵⁵ Une entente secrète aurait été signée entre plusieurs membres de la garde nationale (rebaptisée Forces de défense panaméennes sous Noriega) après la mort de Torrijos. Après avoir écarté le remplaçant hiérarchique de Torrijos, Florencio Florez, plusieurs hauts gradés de la garde nationale s'entendent sur un document. En effet, il était prévu que Rubén Darío Paredes assumerait le titre de commandant de 1981 à 1983, pour ensuite se retirer et participer à l'élection présidentielle (ce qu'il a d'ailleurs fait avant de voir sa candidature torpillée par Noriega), Armando Contreras prendrait la relève jusqu'en mars 1984, puis Noriega occuperait les fonctions de commandant jusqu'en juillet 1987 pour enfin être remplacé par Diaz Herrera, afin de coordonner la succession présidentielle à la fin du mandat de Paredes en 1989 (Dinges, 1990, p. 141-142). Évidemment, l'entente n'a pas été respectée puisque Contreras n'a jamais occupé le poste. Cela dit, l'existence d'une telle entente permet tout de même à Diaz Herrera de possiblement revendiquer le commandement des FDP. Par ailleurs, Kempe évoque également cet accord, mais les dates mentionnées sont différentes de celles mentionnées par Dinges (Kempe, 1990, p. 115).

l'administration Reagan font état de ces thématiques. Ceux-ci sont de plus en plus « critiques de son leadership » et « en ont marre de la corruption flagrante de Noriega » (Scranton, 1991, p. 116). De façon récurrente, Noriega est dépeint comme un « obstacle à la démocratie » (*New York Times*, 3 juillet 1987). Ces deux éléments sont aussi mentionnés par Abrams, le 30 juin, lorsqu'il soutient que les « dirigeants militaires doivent retirer leur institution de la politique, mettre fin à toute apparence de corruption et moderniser leurs forces pour mener leurs importantes tâches militaires afin d'assurer la défense du canal [de Panama] » (Goshko, *Washington Post*, 2 juillet 1987). Noriega n'est pas mentionné, mais le personnel politique spécifie au journaliste qu'il s'agit d'un premier message ferme destiné au dictateur (Goshko, *Washington Post*, 2 juillet 1987).

Évidemment, ces appels répétés à « des forces militaires professionnelles et apolitiques » et à la restauration de la démocratie témoignent de la volonté américaine de voir Noriega quitter ses fonctions (*New York Times*, 7 août 1987). L'assistant-secrétaire à la Défense pour les affaires de sécurité internationale, Richard Armitage, va dans ce sens en affirmant que « nous voulons la poursuite du développement de la démocratie au Panama. Manny Noriega peut faire partie de la solution, et s'il est l'homme qui amène la démocratie au Panama, tant mieux. S'il ne le fait pas, peut-être que quelqu'un d'autre le fera » (Scranton, 1991, p. 116). Ce souhait de voir Noriega partir est lié à l'idée que la stabilité est menacée par sa présence. Quelques mois après les révélations de Díaz Herrera et la contestation du régime qui s'en suit, un reporter mentionne que l'administration entretient « un sentiment croissant [...] que le départ de Noriega serait essentiel à la restauration de la stabilité politique au Panama » (Scranton, 1991, p. 126). Cette stabilité est liée à la démocratie puisque, selon un membre de l'administration, « nous croyons que nous aurions un Panama plus stable s'il y avait des élections libres » (Scolino, *New York Times*, 10 juin 1987). Évidemment, cet attrait pour la démocratie au Panama ne manque pas d'ironie compte tenu de l'appui américain à l'élection frauduleuse du président Barletta. Il est en ce sens plus juste de dire que le gouvernement américain souhaite le départ d'un dictateur de plus en plus gênant.

Ce départ souhaité ne relève cependant pas de la priorité absolue. En fait, à plusieurs reprises, des membres de l'administration affirment que « Noriega doit partir » ou bien qu'il « devrait partir demain » (Engelberg, *New York Times*, 14 décembre 1987; Scranton, 1991, p. 114). Toutefois, ces différents membres s'empressent de souligner que les États-Unis ne le feront pas à la place des Panaméens, et que le départ sera le fruit des pressions de la société civile ou des FDP (Scranton, 1991, p. 114). Il en ressort que l'administration Reagan aimerait voir Noriega quitter la tête de l'État panaméen, mais que cette volonté est loin d'être considérée comme une priorité. Noriega est avant tout ce dictateur « nuisible » en raison de son identité dictatoriale et corrompue, sans pour autant être un « réel » problème pour le gouvernement américain. C'est ainsi que les éléments jusque-là tolérés par l'administration (la répression politique par exemple) apparaissent maintenant comme les caractéristiques principales de l'identité de Noriega.

Par contre, il n'est pas considéré comme une menace par le gouvernement américain. Même à la suite des inculpations juridiques de février 1988 à son endroit, il n'est pas vu comme une menace potentielle dans le prisme de la guerre froide. Un membre de l'administration Reagan, sous le couvert de l'anonymat soutient que :

Nous ne voyons pas Noriega abandonner la sphère américaine [...] Il aime la belle vie et nous ne le voyons pas rejoindre l'Est simplement pour contrarier les États-Unis. En même temps, nous ne voyons pas non plus les Soviétiques adopter chaleureusement Noriega car ils comprennent que de défier les États-Unis au Panama pourrait créer une crise entre Washington et Moscou (Cottam, 1994, p. 143).

Dans cette optique, Noriega n'est pas un danger imminent, mais bien un sujet déplaisant et agaçant. C'est en ce sens qu'il est question d'un dictateur nuisible dont le départ est souhaité sans être une nécessité absolue.

3.2 L'analogie des Philippines

Parallèlement à cette représentation du dictateur nuisible, Noriega est aussi comparé à Ferdinand Marcos, l'ex-dictateur des Philippines. Effectivement, les décideurs américains sont inspirés par la situation qui s'est déroulée quelques années plus tôt aux Philippines. Ce scénario jugé similaire influence en partie l'administration Reagan et justifie l'adoption des mesures politiques. En y allant d'un raisonnement analogique, les acteurs américains façonnent la situation à laquelle ils sont confrontés et importent des solutions déjà utilisées.

En bref, le scénario philippin se résume ainsi. En 1986, après un peu plus de 20 ans au pouvoir aux Philippines, Ferdinand Marcos est contraint à l'exil. Alors qu'il a été longtemps soutenu par le gouvernement américain, vers 1984, celui-ci prend ses distances du dictateur. Le régime fortement corrompu voit l'importante aide économique américaine être coupée. Aux prises avec une population qui manifeste bruyamment et en grand nombre, le dictateur organise des élections, en 1986, qui sont remportées par l'opposition. Refusant la défaite, Marcos affirme qu'il a remporté les élections et qu'il restera à la tête de l'État. Ultimement, des factions de l'armée se rebellent contre le dictateur, un coup d'État a lieu, ce qui le force à démissionner et l'opposition accède au pouvoir. Pour sa part, Marcos se voit contraint à l'exil à Hawaï.

À première vue, les similarités sont nombreuses. Un allié de longue date et autrefois très important, Noriega, est à la tête d'un régime corrompu qui est de plus en plus impopulaire. Après l'assassinat d'une figure connue s'opposant au dictateur (Benigno Aquino Jr aux Philippines et Hugo Spadafora au Panama), le mécontentement augmente. À la suite des révélations du numéro deux du régime, Roberto

Diaz Herrera, des manifestations monstres éclatent et l'opposition s'organise. Plusieurs membres de l'administration américaine entrevoient donc un scénario philippin se produire au Panama. Un scénario qui est consolidé par l'exemple jugé semblable du départ du dictateur Jean-Claude Duvalier en Haïti (Wiarda, 1995, p. 26; Crandall, 2006, p. 191).

Le raisonnement analogique comporte deux parties. Les similarités entre les situations philippine et panaméenne en constituent la première. Elles relèvent de la dimension descriptive de l'analogie. La situation est-elle comparable ? Cela semble être le cas. Par ailleurs, si la situation est jugée semblable, quelles leçons a-t-on tirées du scénario philippin ? Le parallèle historique comprend alors une dimension prescriptive. Ce faisant, l'analogie confère des rôles à différents acteurs. Le rôle principal est octroyé à l'opposition panaméenne. La société civile doit s'organiser afin de faire monter la pression sur le régime. Comme dans le cas philippin, la responsabilité première de l'opposition est d'inonder le pays de manifestations et d'y aller d'actions de désobéissance civile. À l'inverse, un rôle de soutien est donné aux États-Unis. Le gouvernement doit accompagner l'opposition (ce qui n'est pas sans rappeler une image de dépendance) dans la contestation du régime. Les dirigeants américains ont ensuite pour rôle de négocier les modalités du départ du dictateur et éventuellement trouver un endroit pour l'exil. De plus, une forme d'isolement au niveau international doit être pratiquée, notamment par le biais de sanctions. Les États-Unis doivent aussi encourager la dissidence au sein du régime.

Les deux représentations de Noriega, soit celle à titre de dictateur nuisible et celle où il est comparé à Marcos, s'enchevêtrent pour rendre possible la politique étrangère américaine. Dans les deux cas, un rôle modeste est donné aux États-Unis dans ces représentations. Un dictateur considéré comme seulement nuisible ne commande pas une grande attention et ne constitue pas une priorité. De la même façon, l'analogie des Philippines attribue aux États-Unis une position plus discrète où l'essentiel du travail doit être accompli par l'opposition panaméenne. De cette représentation émerge une politique américaine où le gouvernement américain est très peu impliqué. Lorsqu'il l'est, ce sont des acteurs décisionnels de moindre importance qui occupent le plancher. Par ailleurs, la persistance de l'image de dépendance de Noriega (que nous avons abordé dans le chapitre précédent et sur laquelle nous reviendrons) fait que malgré une politique étrangère très peu dynamique, le gouvernement américain demeure persuadé qu'il atteindra ses objectifs.

3.3 Les premières tentatives de négocier le départ de Noriega

Avec une telle identité en réarticulation, la politique étrangère américaine au Panama est aussi en phase de redéfinition. En définissant Noriega comme un dictateur nuisible tout comme en évoquant le parallèle philippin, le gouvernement américain aspire à le remplacer éventuellement. Toutefois, la préparation débute avant les révélations de Diaz Herrera et les nombreuses manifestations qui en

découlent au Panama. Effectivement, l'un des premiers à dresser un parallèle entre les Philippines et le Panama est John F. Maisto, qui occupe le poste de numéro deux de l'ambassade américaine au Panama. Celui-ci a une expérience personnelle qui le conduit naturellement à s'inspirer du départ de Marcos. En fait, Maisto a travaillé à l'ambassade de Manille en plus d'avoir été directeur au département d'État à l'Office des affaires philippines, au courant des années 1980 (Dinges, 1990, p. 265-266). Cette expérience l'amène à vouloir organiser l'opposition selon les leçons philippines. À ce titre, il a fort probablement le soutien du département d'État, puisque très peu de marge de manœuvre est donnée aux diplomates. Ayant été témoin de la création du Mouvement national citoyen pour des élections libres (NAMFREL selon l'acronyme anglais), un groupe d'opposition pro-démocratique qui a joué un rôle majeur dans la contestation aux Philippines, le diplomate américain tente de recréer les mêmes conditions au Panama. Au printemps 1987, sous l'impulsion de Maisto, le gouvernement américain finance un stage aux Philippines, par le biais du *National Endowment for Democracy* (NED), afin que le président de la Chambre de commerce, Aurelio Barria, apprenne de l'organisation du NAMFREL (Pérez, 2011, p. 77). Gabriel Lewis (un riche homme d'affaires qui sera contraint à l'exil ultérieurement et qui fera une campagne de lobbying sans relâche auprès du Congrès et du Sénat américain) et Maisto accompagnent Barria aux Philippines (Kempe, 1990, p. 217).

À son retour en avril, Barria tente d'organiser un mouvement semblable qui culminerait au moment des élections de mai 1989 au Panama (Kempe, 1990, p. 217). Barria suit en ce sens le plan du département d'État américain qui vise au remplacement éventuel de Noriega au profit d'élections démocratiques. Cependant, comme il en a été question, les événements se bousculent avec les révélations de Diaz Herrera, les manifestations importantes et la répression qui s'en suit. Jugeant qu'il faut saisir l'occasion, Barria tente de rassembler l'opposition et devient l'un des membres fondateurs de la CCN. Sa contribution s'avère centrale comme en témoigne le fait que la CCN a ses bureaux au sein de l'édifice de la Chambre de commerce dirigée par Barria (Dinges, 1990, p. 266). Regroupant surtout l'élite économique et les ordres professionnels, la CCN invite, dès ses débuts, à des manifestations nationales et à une campagne de désobéissance civile (comme le refus de payer les taxes) (Dinges, 1990, p. 266). Dès lors, les premiers germes de l'analogie des Philippines sont en places et la situation panaméenne est de plus en plus vue à travers le prisme philippin.

Il n'y a pas qu'à l'ambassade panaméenne que l'on s'inspire des événements aux Philippines: à Washington aussi. Alors que se déroulent des manifestations et des actions sous l'impulsion de la CCN, une résolution au Sénat des États-Unis est votée. Celle-ci demande à Noriega et à d'autres officiers de se retirer en attendant une enquête sur les allégations de Diaz Herrera. En réponse à cette résolution (peu médiatisée aux États-Unis, mais qui trouve une résonance très forte au Panama), une manifestation pro-régime est organisée. Celle-ci se déroule devant l'ambassade américaine au Panama et la foule finit par la saccager en partie à cause de l'inaction de la police panaméenne (Buckley, 1991, p. 89). Dans ce contexte, l'administration Reagan décide d'adopter des actions conformes au scénario

philippin. Le gouvernement américain opte alors pour des sanctions limitées à l'égard du régime militaire. Au début du mois de juillet, l'aide militaire et économique au Panama (soit environ 26 millions de dollars américains) est coupée, mais l'aide humanitaire est maintenue (Dinges, 1990, p. 280). Au sein du gouvernement américain, plusieurs membres confirment cette inspiration philippine. Ainsi, diverses personnes, sous le couvert de l'anonymat, confient à des journalistes que ce parallèle les guide dans leur réflexion à propos du cas du Panama (Lewis, *New York Times*, 24 juillet 1987; Lewis, *New York Times*, 28 juillet 1987). De plus, un mois après le début des sanctions, des membres de l'administration Reagan affirment « être dans une position attentiste » (Lewis, *New York Times*, 28 juillet 1987). Effectivement, ceux-ci soutiennent que la contestation pourrait prendre de l'ampleur rapidement (à la suite des récentes fermetures de médias et de certaines arrestations d'opposants par le régime militaire), ce qui serait évidemment apprécié à Washington puisque cela faciliterait le départ de Noriega comme dans les cas de Marcos et de Duvalier (Lewis, *New York Times*, 28 juillet 1987).

L'inspiration des Philippines ne s'arrête pas là. Le gouvernement américain transpose également une stratégie précédemment utilisée, soit la mise en place d'un canal de communication visant à négocier le départ d'un dictateur. En fait, dans le cas actuel, il serait plus juste de dire que des canaux de communication sont mis en œuvre. Le premier est mené par José Blandón qui occupe la fonction de consul général du Panama à New York. Celui-ci communique avec différents représentants américains, mais aussi avec plusieurs acteurs panaméens afin d'arriver à une solution à la crise. Son mandat sème quelque peu la confusion puisque la littérature ne permet pas de savoir si les pourparlers sont instigués par Blandón ou si c'est plutôt Noriega qui lui a confié cette mission⁵⁶. Quoi qu'il en soit, c'est par le biais de ce premier canal de communication que les acteurs américains tentent de trouver une solution négociée pour assurer le départ de Noriega. Ces discussions aboutissent à ce qui est communément connu comme le plan Blandón. Après plusieurs mois de négociations, vers la fin d'octobre 1987, le plan détaillé comprend une date de départ pour Noriega (au plus tard, au début d'avril 1988), la retraite obligatoire pour tous les officiers des FDP ayant plus de 25 années de service⁵⁷, une année de transition (1988-1989) où le président Eric Arturo Delvalle resterait en poste et, finalement, une élection présidentielle qui se tiendrait en mai 1989 (Scranton, 1991, p. 119).

⁵⁶ Effectivement, le mandat n'est pas clair. Était-il un émissaire de Noriega ou bien menait-il des négociations clandestines? Par ailleurs, il semblerait que les libertés prises par Blandón dans le cadre des négociations aient mené à son départ. Quoi qu'il en soit, Blandón soutient que Noriega était d'accord avec le fait qu'il était temps pour lui de négocier son départ (Dinges, 1990, p. 283-284). Noriega était peut-être d'accord avec la nécessité de négocier, mais peut-être essayait-il simplement de gagner du temps? Il convient de souligner la difficulté de s'en remettre à Blandón. Comme le mentionne Dinges, celui-ci a livré plusieurs heures d'entrevues et plusieurs de ses affirmations ne tiennent pas la route lorsqu'on les croise avec les dates de rencontres connues de Noriega (Dinges, 1990, p. X et 316). Dans ses mémoires, Noriega (tout comme Peter Eisner) ne manque pas l'occasion d'attaquer ce dernier en rappelant que les procureurs américains ne l'ont pas laissé participer au procès en raison des contradictions dans ses allégations (Noriega et Eisner, 1997, p. 202 et 224-225).

⁵⁷ Une telle mesure laisserait en poste seulement deux membres de la garde rapprochée de Noriega (Scranton, 1991, p. 119).

Parallèlement à ces négociations menées par Blandón, un autre canal de communication est mis en branle par l'amiral à la retraite Daniel J. Murphy (lors de deux visites en août et en novembre 1987). Encore une fois, l'objectif est de négocier, à la manière de Duvalier et de Marcos, le départ du dictateur panaméen. Cela étant dit, la mission de Murphy est quelque peu surprenante puisqu'il n'est plus à l'emploi de l'administration Reagan. Ce dernier a occupé différents postes au sein du gouvernement américain en plus d'avoir été le chef de cabinet du vice-président George Bush. Cependant, les circonstances et les motifs entourant sa mission « diplomatique » au Panama demeurent quelque peu nébuleux⁵⁸. Il semble que Noriega tienne pour acquis qu'il est le représentant du gouvernement américain malgré le fait qu'il n'occupe pas de poste officiel dans l'administration Reagan (Gilboa, 1995/1996, p. 545). Dans l'ensemble, les propositions de Murphy sont identiques à celles de Blandón. D'ailleurs, cela concorde avec la vision que Murphy a de sa mission et confirme qu'il agissait en collaboration avec l'administration Reagan. Il affirme que « je ne me voyais pas comme quelqu'un qui envoyait un message conflictuel. Je pensais que peut-être j'envoyais un message de corroboration » (Scranton, 1991, p. 122). Ce message de corroboration achoppe sur un élément notable puisque le « plan Murphy » repousse la date de démission à juillet 1988, voire même jusqu'en février 1989 (Dinges, 1990, p. 286).

Il est alors permis de croire que Noriega a interprété ces deux canaux différents avec un message flou sur la date de départ comme le témoignage d'une certaine flexibilité américaine. Il est en ce sens tout à fait possible que Noriega entrevoie de ces rencontres et de ces deux plans différents une échappatoire. Effectivement, le report de la date de départ peut facilement être perçu comme le signe d'une certaine souplesse américaine. Par ailleurs, si l'intention de Noriega a toujours été de gagner le plus de temps possible avec ces négociations, le fait que la date de départ soit confuse constitue une occasion rêvée d'étaler encore davantage les tractations. Ainsi, en décembre 1987, Blandón présente son plan à Noriega qui le rejette et lui indique de cesser les négociations avec Washington (Kempe, 1991, p. 232 et 234). Blandón est par la suite renvoyé de son poste et forcé à l'exil le 14 janvier 1988. Peut-être, Noriega a-t-il la perception que la position de l'administration à son égard est flexible? Peut-être que le refus de l'administration Reagan de lui assurer l'immunité contre des inculpations judiciaires aux États-Unis, alors que des rumeurs font état d'enquêtes de la DEA à son égard, rend tout accord moins intéressant? Peut-être que Blandón n'a jamais vraiment eu l'assentiment de Noriega pour négocier son départ? Les raisons peuvent être multiples et pas nécessairement mutuellement exclusives. Cela dit, il semble qu'un message confus peut avoir contribué à cet échec.

⁵⁸ Son titre n'est pas très clair. La confusion règne quant à savoir s'il s'agit d'une mission personnelle ou plutôt d'une mission approuvée par le gouvernement américain. Il est toutefois permis de croire que la mission soit au moins liée aux efforts de l'administration Reagan. D'autant plus que Murphy a travaillé en étroite collaboration avec Bush qui occupe le poste de vice-président.

L'administration Reagan considère également que le message a été flou puisqu'elle ressent la nécessité d'ouvrir un troisième canal de communication avec Noriega en décembre 1987 par le biais de Richard Armitage, membre du département de la Défense. Peu de choses ont filtré de cette rencontre réservée aux deux hommes. Selon un document du gouvernement américain, ce qui en ressort est qu'Armitage est chargé de « réitérer notre position concernant les événements au Panama et les perspectives de démocratisation », mais pas de présenter un ultimatum de départ à Noriega (Scranton, 1991, p. 126). Le fait que cette position doit être « réitérée » témoigne en quelque sorte que le discours de l'administration n'a pas toujours été clair et constant. Cela n'empêche pas un membre de l'administration de confier au *Washington Post* que la mission d'Armitage s'apparente à celle de Paul Laxalt, un émissaire personnel envoyé par Reagan aux Philippines en octobre 1985 afin de sommer Marcos de tenir des élections (Ottaway, *Washington Post*, 8 janvier 1988).

Cela étant dit, tous ces canaux de communication démontrent une forme d'inspiration du scénario philippin. Conformément au rôle défini par l'analogie, le rôle des États-Unis est de mettre en place des conditions favorisant le départ (des sanctions économiques pour mettre de la pression sur Noriega) et de mener à bien des négociations avec le dirigeant pour l'inciter à quitter son poste. C'est exactement ce qui est fait par l'administration Reagan. Il n'est alors pas surprenant qu'un journaliste du magazine *Time* écrive, à l'automne 1987, que les membres du gouvernement américain semblent « croire de plus en plus que le Panama peut suivre rapidement les Philippines et la Corée du Sud dans la voie vers la démocratie » (Scranton, 1991, p. 125).

Par ailleurs, cette politique de sanctions économiques et de négociations en coulisse est en concordance avec la représentation de Noriega comme un dictateur nuisible. Ainsi, à de nombreuses reprises son caractère dictatorial est mis en exergue. L'administration américaine ne cesse de répéter qu'il est un « obstacle à la démocratie », ce qui nécessite le départ de Noriega. Abrams l'affirme lorsqu'il souligne que « le Panama ne devrait pas être dirigé par un général. Il devrait être dirigé par un gouvernement civil élu. [...] La politique [américaine] est de promouvoir la démocratie » (Weymouth, *Washington Post*, 11 octobre 1987). Ce faisant, Noriega est appelé à quitter le pouvoir au Panama (tout en définissant l'identité américaine, soit les États-Unis alimentent la démocratie à travers la planète). Toutefois, l'administration s'empresse de rappeler que malgré que « nous sommes partisans d'un système démocratique [au Panama] », ultimement, la balle est dans le camp panaméen (Ottaway, *Washington Post*, 8 janvier 1988). Effectivement, selon le porte-parole du département d'État, nous « croyons, toutefois, que les problèmes panaméens doivent être résolus par les Panaméens. La solution à leurs problèmes sera décidée au Panama » (Ottaway, *Washington Post*, 8 janvier 1988). Dans cette optique, Noriega constitue non pas une priorité requérant l'intervention américaine, mais bien une nuisance devant être réglée avant tout par une politique américaine peu engagée. Il convient aussi de souligner que cette image de nuisance ne demandant pas une intervention américaine est

alimentée par l'analogie des Philippines, c'est-à-dire que ce raisonnement donne un rôle de second plan aux États-Unis dans la contestation du dictateur.

L'identité de Noriega comme un dictateur nuisible se manifeste également dans la nature du personnel américain impliqué. Noriega n'apparaît clairement pas comme une priorité américaine, car les acteurs responsables de mener les négociations sont des joueurs mineurs de l'administration (tel Richard Armitage). Le président, tout comme les secrétaires d'État ou de la Défense, sont très peu engagés dans la prise de décision. Le processus est à ce point perméable aux acteurs « juniors » qu'un ex-membre (Daniel Murphy) de l'administration Reagan s'improvise en quelque sorte négociateur. Dans une situation qui serait jugée profondément antagonique ou prioritaire, les membres majeurs du gouvernement américain auraient été impliqués dans les négociations.

Par ailleurs, ce qui est encore plus surprenant est que plusieurs au sein de l'administration s'imaginent que Noriega quittera son poste en vertu des pressions qui sont exercées à son endroit, pressions qui sont très peu soutenues. Comme le souligne Margaret Scranton, une certaine frange du gouvernement américain considère que le départ de Noriega est inévitable et qu'il aura lieu dans un avenir rapproché (Scranton, 1991, p. 125). Un membre de l'administration confie à cet effet que « les jours de Noriega sont comptés. Il ne le sait juste pas » (Scranton, 1991, p. 125). Cette perception d'une apparente facilité n'est pas sans évoquer la dépendance de Noriega. En effet, l'identité de Noriega est encore articulée à travers cette notion de dépendance et c'est probablement ce qui mène différents décideurs américains à croire qu'il sera facile de s'en débarrasser. Après tout, n'est-il pas un « produit » des États-Unis qui le « contrôlent » en large partie? Une telle représentation conduit à penser que le dirigeant panaméen quittera ses fonctions nécessairement sous les pressions américaines. Les succès remportés aux Philippines et en Haïti n'y sont probablement pas étrangers non plus et donnent une grande confiance aux autorités politiques américaines. Un succès rapide est attendu, mais lorsqu'il ne vient pas, les bases de la réflexion demeurent imprégnées par l'analogie. Un membre du département d'État s'interroge alors : « pourquoi est-ce si difficile de se débarrasser de Noriega [...], alors que cela a été si facile en Haïti et avec Marcos » (Weymouth, *Washington Post*, 11 octobre 1987)?

Un autre signe de cette articulation de l'identité de Noriega comme une personne dépendante tient dans la stratégie de négociation adoptée par le gouvernement américain. Il est frappant de constater que les États-Unis n'offrent pratiquement rien à Noriega pour le convaincre de quitter son poste (les conditions du plan Blandón en témoignent). Les autorités américaines soutiennent seulement que celui-ci doit quitter son poste, sans réelle place pour négocier quoi que ce soit. Cette imposition des conditions est symptomatique de cette perception de dépendance, où l'Autre est construit comme devant accepter intégralement la position du plus fort. Daniel J. Murphy rapporte justement, en parlant de diverses personnes au sein de l'administration Reagan, que « leurs réactions étaient véhémentes

[quant à un compromis]. Ils voulaient voir Noriega partir maintenant, pas de négociations, pas de compromis » (Scranton, 1991, p. 122). Les compromis étant de toute façon inutiles face à un Noriega perçu comme dépendant.

3.4 Les inculpations judiciaires

À partir du mois de février 1988, l'administration Reagan fait preuve d'un intérêt renouvelé pour la situation au Panama. Deux tribunaux floridiens, l'un à Miami et l'autre à Tampa Bay, inculpent Noriega pour divers crimes, une procédure hors du commun pour un dirigeant étranger⁵⁹. Il est accusé, en compagnie d'autres personnes (dont les dirigeants du cartel colombien de Medellín Gustavo Gaviria et Pablo Escobar), de blanchiment d'argent, de narcotrafic, de complicité dans l'usage du Panama comme plateforme de transport de cocaïne, d'avoir facilité l'implantation de laboratoire de production de cocaïne au Panama, etc. (Dinges, 1990, p. 295; Kempe, 1990, p. 254-255). L'ensemble de ces délits aurait eu lieu entre 1981 et 1984, à l'exception d'un échange de drogues contre des armes en mars 1986 (Blum, 2004, p. 308). Dès lors, divers acteurs américains articulent l'identité de Noriega autour de cette thématique du narcotrafic. Or, l'administration Reagan ne met pas l'accent sur cette représentation⁶⁰. En fait, à aucun moment celui-ci n'est dépeint comme étant lié à la drogue. Cela étant dit, un discours qui articule l'identité de Noriega comme un narcotrafiquant est en émergence durant cette période. Ce discours sera cependant traité dans le prochain chapitre.

Ces inculpations arrivent au moment où l'administration Reagan souhaite déjà le départ du dictateur panaméen. Toutefois, malgré le caractère exceptionnel de ces inculpations par les tribunaux américains, l'exécutif américain ne modifie pas pour autant la représentation de Noriega. Au contraire, l'administration continue d'opérer à travers la représentation de Noriega comme un dictateur nuisible et similaire au dirigeant philippin Ferdinand Marcos. Ainsi, la politique étrangère américaine suit un cours semblable avec des sanctions économiques et des négociations visant à convaincre Noriega de quitter son poste, mais en donnant un impératif plus grand à l'action politique.

⁵⁹ Il s'agit d'une situation exceptionnelle, puisqu'à notre connaissance, il n'y a eu qu'un seul autre cas d'un dirigeant étranger inculqué (et condamné) aux États-Unis avant Noriega. Il s'agit du premier ministre des îles Turques-et-Caïques, Norman Saunders, en 1985.

⁶⁰ Certains pourraient s'interroger sur l'inaction de l'administration Reagan dans ce dossier. En effet, pourquoi l'administration n'a-t-elle pas bloqué ces inculpations? D'une part, il faut souligner que selon Kempe, le président Reagan n'était pas au courant de la préparation de ces inculpations, ce qui est également la version officielle de l'administration (Kempe, 1990, 248; Pear, *New York Times*, 27 juin 1988). Cela peut en partie s'expliquer par la très grande discrétion des équipes chargées de développer les dossiers d'accusations. Ceux-ci avaient effectivement été les victimes d'interventions politiques (ou de blocages quelconques) et elles semblaient être déterminées à ne pas voir la situation se reproduire (Kempe, 1990, 236-246). Il est aussi probable que l'administration n'ait pas voulu étouffer l'affaire puisque les projecteurs étaient déjà braqués sur celle-ci dans le cadre de l'affaire Iran-Contra. Une autre tentative de camouflage révélée serait encore plus problématique que l'inculpation d'un ancien allié.

Lorsque les accusations tombent, le président panaméen Eric Arturo Delvalle tente de renvoyer Noriega. Lors d'une rencontre le 17 février à Miami, il semblerait qu'Abrams convainc Delvalle de démettre Noriega de son poste⁶¹ (Scranton, 1991, p. 130). Le président suit les conseils d'Abrams une semaine plus tard. Le 25 février, il apparaît à la télévision pour nommer au poste de commandant des FDP le colonel Marcos Justine. Or, ce dernier refuse publiquement le mandat et le colonel Leonidas Macías, chef de la police militaire, confirme alors expressément la fin du mandat de Delvalle en affirmant : « personne d'entre nous ne veut le commandement [des FDP], le commandant reste et nous restons. Le président s'en va » (Scranton, 1991, p. 131). Delvalle est alors contraint à l'exil⁶². Pour le remplacer, Noriega nomme son ami d'enfance et ministre responsable de l'éducation, Manuel Solís Palma.

Encore une fois, la volonté de voir Delvalle forcer Noriega à quitter son poste est liée à l'analogie des Philippines. Plusieurs membres du gouvernement expliquent qu'ils n'ont jamais cru que Noriega accepterait de quitter sous la pression de Delvalle (Sciolino, *New York Times*, 28 février 1988). Au contraire, malgré qu'on souligne le « courage » de l'ancien président, l'espoir réside plutôt dans la réaction éventuelle de l'opposition (Sciolino, *New York Times*, 27 février 1988). Le gouvernement américain espère ainsi que la démission du président serve de « catalyseur pour la contestation » du régime⁶³ (Sciolino, *New York Times*, 28 février 1988). Ce catalyseur pourrait servir à l'émergence d'une figure d'opposition rassembleuse susceptible de jouer le rôle de Corazon Aquino aux Philippines puisque comme le souligne un membre du gouvernement américain, l'opposition ne s'est pas encore ralliée derrière un leader et « personne n'est content que nous soyons pratiquement impuissants pour faire quelque chose et qu'il n'y ait pas d'opposition forte et fiable au Panama » (Sciolino, *New York Times*, 27 février 1988; Sciolino, *New York Times*, 28 février 1988). En ce sens, si les États-Unis sont en mode réaction, cela n'est pas la faute d'une politique étrangère déficiente, mais du manque de dynamisme de l'opposition panaméenne.

À ce moment, le Panama se retrouve avec deux présidents, l'un au Panama, Solís Palma nommé par Noriega et l'autre en exil, Delvalle, reconnu seulement par les États-Unis. Ce gouvernement en exil est une véritable comédie puisque Delvalle a lui-même été nommé pour remplacer le président Nicolás Ardito Barletta, contraint à démissionner par le régime militaire. En plus, Barletta était issu d'une

⁶¹ Il est possible qu'Abrams ait pris tout le monde à revers. Il semblerait, selon Scranton, qu'il a tout simplement contourné les secrétaires à la Défense et d'État et le conseiller à la sécurité nationale pour mettre en œuvre ce soutien au renvoi de Noriega (Scranton, 1990, p. 130).

⁶² En fait, il n'est pas en exil « complet ». Il passe une grande partie de son temps à Miami aux États-Unis et lorsqu'il est au Panama, il se cache à divers endroits sous la protection américaine (la plupart du temps à l'ambassade américaine).

⁶³ Une telle idée démontre l'aveuglement de l'administration. Il fallait être complètement déconnecté de la réalité pour penser que l'opposition panaméenne allait embrasser Delvalle et manifester son mécontentement quant à son départ. Delvalle s'était moqué de la contestation et avait même écrit une lettre pour féliciter Noriega de son bon travail lors de l'épisode le plus brutal de la contestation, le fameux vendredi noir du 10 juillet 1987 (Kempe, 1990, p. 260).

victoire électorale frauduleuse avalisée par le gouvernement américain. Toutefois, cette reconnaissance américaine du gouvernement en exil permet à Delvalle, et surtout au riche homme d'affaires panaméen en exil Gabriel Lewis, d'entreprendre des démarches judiciaires. Dans un coup de force assez surprenant, ceux-ci parviennent à obtenir un jugement de la cour américaine. Le raisonnement est simple : étant donné que le gouvernement de Delvalle est celui reconnu par les États-Unis, les banques américaines devraient nécessairement verser les fonds du gouvernement du Panama en territoire américain au gouvernement de Delvalle (Buckley, 1991, p. 128). La cour se range à ces arguments et ordonne le versement des sommes dans un compte d'une banque new-yorkaise.

Cette démarche est à nouveau inspirée par le raisonnement analogique. D'une part, l'idée de cette requête émane de Lewis qui avait bénéficié du stage aux Philippines organisé par le gouvernement américain via le *National Endowment for Democracy* (NED) afin d'apprendre de l'organisation du NAMFREL. Il considère alors qu'une plus grande pression économique amènerait une contestation populaire du régime plus soutenue. D'autre part, le département d'État se rallie très rapidement à cette démarche dans l'espoir d'obtenir des sanctions économiques plus dures à l'égard du régime militaire panaméen (Scranton, 1991, p. 135). À cet effet, dès les premières sanctions en juillet 1987, le département d'État avait été en faveur de mesures économiques plus contraignantes afin de mettre une pression accrue sur Noriega. Il s'agit alors d'une occasion renouvelée pour faciliter le départ de Noriega par le biais de sanctions diverses.

Toutefois, les acteurs majeurs du gouvernement américain sont encore très peu intéressés par la situation panaméenne. D'ailleurs, divers membres de l'administration américaine, sous le couvert de l'anonymat, confient être à la remorque des opposants (autant des actions de Lewis que de l'opposition au Panama) (Lewis, *New York Times*, 4 mars 1988). Le « problème » Noriega demeure au rang des éléments nuisibles pour l'administration Reagan, mais qui ne requièrent pas une attention importante. L'administration se contente d'un mode attentiste où elle réagit aux actions des opposants, espérant chaque fois que la pression émanant de cette contestation faciliterait l'objectif américain de voir Noriega quitter son poste.

L'inculpation de Noriega par des tribunaux floridiens, couplée à la démarche juridique entreprise par Gabriel Lewis, incitent l'administration Reagan à amorcer de nouveaux efforts pour se débarrasser de Noriega. Dans un premier temps, l'administration met en œuvre des sanctions économiques accrues à l'égard du régime panaméen. Le 11 mars 1988, toujours inspiré par le succès de l'épisode Marcos, le président Reagan annonce de nouvelles sanctions économiques incluant le versement du paiement mensuel concernant le canal de Panama au gouvernement de Delvalle (une somme de 7 millions) et la suspension du statut de partenaire commercial préférentiel (menaçant 96 millions de dollars américains annuellement en exportation) (Lewis, *New York Times*, 12 mars 1988). Malgré des inculpations

juridiques pour divers crimes, le gouvernement américain ne met pas l'emphasis sur cet élément. Le maître mot est plutôt l'« illégitimité » de Noriega qui est mentionnée par le secrétaire d'État Shultz et le président Reagan (Lewis, *New York Times*, 12 mars 1988; Pear, *New York Times*, 3 avril 1988).

Cette mention de l'illégitimité de Noriega n'est pas innocente. Premièrement, elle justifie de confier les sommes dues au Panama à un gouvernement légitime, soit celui de Delvalle (cela masque évidemment le fait que ce dernier n'est pas davantage un dépositaire légitime de la souveraineté populaire). Deuxièmement, un tel caractère illégitime appelle nécessairement au remplacement d'un tel dirigeant. Enfin, le gouvernement américain lance un appel voilé à un coup d'État panaméen. À l'opposé d'un régime illégitime, les FDP sont dépeintes comme « une force honorable et forte qui a un rôle significatif [...] à jouer », ce à quoi un membre du gouvernement américain ajoute que le message implicite est simple : « si une personne est un major aujourd'hui, lorsque Noriega sera parti, il devient un colonel » (Lewis, *New York Times*, 12 mars 1988). Il ne s'agit pas d'un cas isolé, puisque l'administration rappelle fréquemment ce rôle « positif » des FDP (Lewis, *New York Times*, 22 mars 1988; Johnson, *New York Times*, 23 mars 1988). D'ailleurs, le département d'État confirme qu'il s'agit d'une stratégie mûrie où le gouvernement américain « doit créer un fossé entre Noriega et ses officiers » (Lewis, *New York Times*, 22 mars 1988). À cet effet, un coup d'État a lieu le 16 mars 1988, mais se solde par un échec⁶⁴. Cela n'empêche pas le gouvernement américain de poursuivre ses appels à un coup d'État. Cette stratégie est probablement inspirée des cas philippin et haïtien, où un coup d'État à l'encontre de Duvalier et de Marcos avait été le coup de grâce porté à ces dirigeants.

Ces sanctions sont encore une fois l'occasion de noter que Noriega ne constitue pas une priorité de l'administration Reagan. Les sanctions économiques ne sont pas complètes en raison des tergiversations de l'administration. Il faudra attendre l'invocation du *International Emergency Economic Powers Act* (IEEPA), au début du mois d'avril, qui autorise le président à bloquer toutes les transactions économiques avec le Panama et à saisir divers actifs financiers. Peu de membres du gouvernement sont emballés par cette idée. Le secrétaire d'État Shultz n'aime pas les sanctions économiques en général parce qu'elles atteignent rarement leur but, alors que le secrétaire du Trésor James Baker les juge disproportionnées en affirmant que « nous utilisons une bombe atomique pour tuer une mouche » (Kempe, 1990, p. 306-307). Abrams juge qu'il s'agit d'une action timide qui ne va pas assez loin. Néanmoins, cette idée va de l'avant en raison de cette perception d'avoir à agir. Abrams témoigne de ce sentiment lorsqu'il affirme : « il y a beaucoup de pression du Congrès pour que nous fassions quelque chose, et les sanctions sont tout ce que nous pouvons faire » (Kempe, 1990, p. 307). C'est

⁶⁴ Un coup d'État a lieu le 16 mars 1988 organisé par le colonel Leonidas Macías qui est le chef de la police militaire panaméenne. Il s'agit toutefois d'un échec retentissant puisque Noriega ne se trouve pas au lieu où il est supposé être capturé par les rebelles et le coup se transforme en une petite révolte dans une des casernes militaires qui est rapidement matée (Scranton, 1991, p. 143-145). Cela permet également à Noriega d'apparaître encore plus fort qu'auparavant. À cet effet, il se présente devant les journalistes, tout juste après l'échec du coup et ceux-ci l'interrogent sur les coups de feu qui ont été entendus dans la capitale. Il répond alors qu'il s'agissait « seulement de baisers » (Buckley, 1991, p. 131).

d'ailleurs souvent le cas en ce qui concerne les sanctions économiques. Elles constituent une solution assez facile, et à relativement faible coût (évidemment, pas pour les populations qui les subissent), qui permet de montrer le « dynamisme » politique de l'administration⁶⁵ (Millet, 1995, p. 158).

Malgré cela, la représentation de Noriega comme dépendant fait que certains croient que ce sera suffisant pour l'amener à quitter son poste. Le fait que le Panama utilise la devise américaine et entretient des liens de proximité avec l'économie américaine rendrait, selon plusieurs, le pays très fragile par rapport aux sanctions économiques américaines. Un membre du gouvernement américain explique que le Panama est « très sensible aux pressions des États-Unis, ce qui fait qu'il sera relativement facile de forcer Noriega à quitter » (Scranton, 1991, p. 132). Dans la même veine, Abrams n'hésite pas à souligner que Noriega se maintient toujours au pouvoir, mais seulement « par le bout des doigts » (Scranton, 1991, p. 140). Un membre du Congrès souligne justement que l'administration est persuadée du succès rapide d'une telle mesure : « ce que l'administration recherche est un coup rapide, une semaine, deux semaines, un mois » (Scranton, 1991, p. 133). De plus, divers membres du gouvernement américain soutiennent que Noriega ne semble pas comprendre la gravité de la situation et que son départ est inéluctable (puisque souhaité par les États-Unis). Un membre du département d'État mentionne qu'« il n'a pas saisi la réalité. Il pense encore qu'il y a une façon de rester [en poste] » (Sciolino, *New York Times*, 20 mars 1988). Abrams ajoute que « la question est de savoir si [Noriega] réalise la gravité de sa situation au Panama » (Sciolino, *New York Times*, 20 mars 1988). Pourtant, en dépit de cette supposée facilité et d'un départ jugé inévitable, Noriega parvient à demeurer en poste. La perception de dépendance a mené à sous-estimer les capacités de Noriega à se maintenir au pouvoir⁶⁶.

Cela dit, devant l'échec du coup d'État et la mise en œuvre des sanctions économiques, l'administration est aux prises avec un débat sur l'usage de la force militaire afin de régler le problème Noriega. Le département d'État, en fait surtout le très actif Elliot Abrams, est en faveur de deux options militaires, soit sous la forme d'un large raid (à partir des bases militaires américaines) ou encore d'un simple commando (Gilboa, 1995/1996, p. 548). Dans chacun des cas, l'objectif serait la capture de Noriega. De nombreux militaires s'y opposent, dont le président du comité des chefs d'état-major, l'amiral William Crowe, avec l'appui ardent du commandant du SOUTHCOM, le général Frederick Woerner (Buckley, 1991, p. 138; Kempe, 1990, p. 299). D'ailleurs, jusqu'à la fin de son mandat de

⁶⁵ En ce sens, la mise en place de sanctions est préférable à l'absence de mesures. Dans le cas échéant, l'administration pourrait être accusée d'être inactive.

⁶⁶ Cette représentation de dépendance mène à négliger que Noriega bénéficie tout de même d'un certain soutien auprès des populations marginalisées et « racialisées ». En effet, avant la prise de pouvoir de la garde nationale, le pays était dirigé par l'élite économique essentiellement blanche de descendance européenne (surnommée *rabiblanco* qui revêt une connotation péjorative puisqu'il signifie « queue blanche ») et jugé comme étant à la merci des États-Unis. D'autant plus que le gouvernement américain est très près de l'impopulaire Delvalle (qui appartient à l'une des familles les plus riches du pays) pour qui la population panaméenne n'a aucune sympathie.

président du comité des chefs d'état-major (octobre 1989), Crowe, s'objecte à toutes les tentatives de mettre en œuvre une option militaire. Comme le souligne à juste titre Ronald Ratcliff, la réforme de 1986 (*Goldwater-Nichols Act*) confère à ce dernier un poids très important dans toute décision de recourir à la force militaire (Ratcliff, 2002, p. 82). Quoi qu'il en soit, le peu de soutien à la proposition d'Abrams et l'opposition des militaires ont pour effet de tuer dans l'œuf cette initiative. L'administration Reagan se contente d'envoyer 1 300 soldats de plus, au début d'avril, en renfort à la dizaine de milliers déjà présents.

Cette opposition entre Abrams et Crowe est le reflet de deux visions différentes de l'enjeu « Noriega »⁶⁷. Pour Abrams, le départ de Noriega est absolument nécessaire. La présence de Noriega est intolérable en raison « de la perte de crédibilité » des États-Unis dans cette affaire (Kempe, 1990, p. 293). La présence de ce dictateur constitue un « problème » auquel les États-Unis doivent répondre par la force s'il le faut (Gilboa, 1995/1996, p. 548). À l'opposé, Crowe (et la frange majoritaire de l'administration Reagan) dépeint plutôt Noriega comme une nuisance, c'est-à-dire qu'il juge que Noriega présente des irritants majeurs, mais que la force militaire n'est pas souhaitable. Il s'agit avant tout d'une crise créée à Washington qui ne nécessite pas une réponse militaire (Kempe, 1990, p. 293). Aussi détestable soit-il, l'usage de la force militaire est beaucoup trop risqué et non-nécessaire pour l'instant puisqu'il y a des risques importants de prises d'otages⁶⁸ et de possibles attaques contre les installations militaires américaines au Panama (Gilboa, 1995/1996, p. 548-550). Bref, le jeu n'en vaut pas la chandelle, d'autant que Noriega ne constitue pas une priorité ou un problème imminent à résoudre.

En parallèle à ces actions, l'administration poursuit sa stratégie inspirée du scénario philippin en mettant en branle un autre canal de négociation. Michael Kozak est responsable des négociations de la dernière chance⁶⁹. Ces négociations s'échelonnent sur une période de six semaines entre le 15 avril et le 25 mai. Vers la fin mai, la proposition finale émerge. Les États-Unis annonceraient la suspension des sanctions économiques imposées au Panama et Noriega affirmerait la « poursuite » de l'objectif de démocratisation. Le 12 août 1988, au cinquième anniversaire de son mandat de commandant des FDP, il aviserait qu'il se retire de ses fonctions et une loi serait votée pour limiter rétroactivement à cinq ans le mandat du commandant. Il annoncerait ensuite qu'il ne se présenterait pas aux élections présidentielles et qu'il partirait en vacances à l'étranger (de façon à ne pas revenir, si ce n'est que

⁶⁷ L'opposition entre Crowe et Abrams est d'ailleurs confirmée par deux *op-ed* publiés dans les pages du *New York Times* en octobre 1989 (Abrams, NYT, 5 octobre 1989; Crowe, NYT, 16 octobre 1989).

⁶⁸ L'argument des prises d'otages résonne très fort au sein de l'administration Reagan et plus particulièrement auprès du président. Il convient de souligner que la crise des otages américains à Téhéran a largement contribué à la victoire de Reagan contre le président sortant Jimmy Carter. Cet argument n'a pas manqué de convaincre Reagan d'aller à l'encontre de la proposition militaire d'Abrams et du département d'État (Kempe, 1990, p. 297 et 303).

⁶⁹ L'ensemble du paragraphe est tiré de Scranton (1991, p. 149-150).

ponctuellement, avant les élections panaméennes). À ce moment, les inculpations juridiques seraient abrogées par l'administration Reagan et des élections au Panama se tiendraient en mai 1989.

Cependant, lorsque ces informations sont révélées dans les journaux américains, l'administration reçoit un grand nombre de critiques. Des membres de la Chambre des représentants, des sénateurs et aussi le vice-président (et candidat à l'élection présidentielle de novembre) George Bush y vont d'attaques virulentes à l'endroit du possible abandon des inculpations juridiques (Pear, *New York Times*, 23 mai 1988; Pear, *New York Times*, 26 mai 1988). Le point commun de l'ensemble de ces critiques réside dans l'impossibilité de laisser aller un narcotrafiquant comme Noriega. En d'autres termes, l'opposition à l'abandon des inculpations tient dans le fait que ceux-ci articulent l'identité de Noriega autour de la thématique de la drogue, identité sur laquelle nous reviendrons dans le prochain chapitre.

Or, aux yeux de l'administration Reagan, Noriega n'est pas un narcotrafiquant, mais un dictateur nuisible dont il convient de se débarrasser. Pour le général Powell, conseiller à la sécurité nationale, « les inculpations ont une valeur et cette valeur est dans la négociation du départ de Noriega » (Pear, *New York Times*, 23 mai 1988). Le secrétaire d'État Shultz abonde dans le même sens en soulignant qu'un choix se pose aux États-Unis: avoir des inculpations et Noriega au pouvoir, ou se débarrasser de Noriega tout en perdant les inculpations (Pear, *New York Times*, 23 mai 1988). En fait, Reagan synthétise encore davantage en affirmant que « je ne laisse pas aller un trafiquant de drogues, je me débarrasse d'un dictateur » (Kempe, 1990, p. 310). Bref, le choix est fait. Les opposants désignent Noriega comme étant avant tout un narcotrafiquant, ce qui amène une situation où la négociation est impossible. L'administration le désigne plutôt comme un dictateur problématique pour lequel l'abandon des inculpations est un prix raisonnable à payer pour assurer son départ.

Quoi qu'il en soit, les négociations s'avèrent être un échec. Le gouvernement américain donne un ultimatum à Noriega qui doit accepter cette entente avant le départ, le 25 mai, de Reagan et de Shultz pour un sommet à Moscou. Toutefois, malgré le départ retardé de Shultz pour entériner l'accord, Noriega soutient qu'il ne peut toujours pas l'approuver et qu'il a besoin de temps pour le faire accepter aux autres officiers militaires (Dinges, 1990, p. 300). Cela marque la fin de la démarche américaine par rapport à Noriega sous l'administration Reagan⁷⁰ et il faudra attendre l'arrivée de l'administration de George Bush pour assister à d'autres initiatives.

⁷⁰ En fait, l'administration Reagan tente une dernière action en mettant en branle l'opération clandestine *Panama 3* visant à permettre au colonel Eduardo Herrera Hassan d'organiser un coup d'État. Toutefois, cette opération est immédiatement rapportée dans les médias américains et marque l'abandon d'une telle stratégie (Scranton, 1991, p. 153-156).

3.5 Conclusion

Au courant de cette période correspondant aux dernières années de l'administration Reagan, l'identité de Noriega est articulée autour de deux thématiques. D'une part, il est défini comme un dictateur nuisible. Les comportements désagréables, jusque-là tolérés par l'administration en raison de la nécessité de la lutte anticomuniste, le sont de moins en moins, notamment à la suite du scandale Iran-Contra. D'autre part, Noriega est représenté comme étant similaire au dictateur philippin Ferdinand Marcos. Un ancien allié faisant face à une contestation grandissante, Marcos est forcé à l'exil dans ce qui est considéré comme un succès pour l'administration Reagan. Celle-ci utilise alors ce parallèle pour puiser des solutions déjà éprouvées quelques années plus tôt.

D'une telle représentation émerge une politique étrangère où le départ de Noriega est souhaité sans être prioritaire. Une volonté se dégage d'amener Noriega à quitter son poste, mais les moyens mis en œuvre semblent peu proportionnés. Des sanctions économiques sont mises en place à deux moments distincts et des négociations sont entreprises à travers différents intermédiaires. À chaque fois, les autorités américaines sont persuadées de l'éventuel succès de leur démarche, et pourtant, elles se soldent toutes par des échecs.

Or, cette représentation conduit à une série de problèmes et certains éléments ne sont pas pris en compte. Premièrement, une analogie ne peut jamais être totalement appropriée du fait du caractère unique de chaque cas. Noriega n'est pas Marcos, pas plus qu'il n'est Duvalier. À la différence de ces deux dirigeants civils, Noriega est un chef militaire ce qui lui confère une base d'appuis solides au sein des FDP. Il est en mesure de résister davantage aux pressions américaines et de mieux contrecarrer un coup d'État. Abrams reconnaît justement cela (en plus de reconnaître le raisonnement analogique):

Nos expériences avec Marcos et Duvalier nous ont mené à croire que cela [les sanctions] fonctionnerait. Nous réalisons maintenant qu'il est plus facile de se débarrasser des dictateurs civils que des dictateurs militaires. Dans des circonstances analogues, Marcos et Duvalier étaient déjà partis (Rasky, *New York Times*, 28 mars 1988).

Les pouvoirs conférés par le poste de chef des FDP donnent à Noriega des capacités accrues par rapport à d'autres dictateurs.

Deuxièmement, on peut constater que l'analogie des Philippines a biaisé la perception américaine quant à la nature même de l'opposition. Celle-ci n'était pas la même qu'aux Philippines. L'organisation de la CCN était accaparée par l'élite panaméenne (surtout blanche et de descendance européenne), longtemps associée à Washington par les masses populaires et ouvrières (surtout composées de Métis, de Noirs ou d'Autochtones). L'élite, aussi appelée *rabiblanco*, a été aux commandes du pays jusqu'à la prise de pouvoir de la garde nationale (qui est composée largement des groupes « racialisés »). C'est avec le gouvernement de Torrijos que les premières initiatives sociales ont été

mis en place, ce qui a fortement bénéficié aux Métis, Noirs et Autochtones. Cette méfiance face à cette élite avait été renouvelée par des événements récents. En effet, les mêmes gens à la base de cette Croisade civique avaient refusé d'appuyer l'opposition populaire à la suite de l'élection truquée de Barletta et lors de la mise en œuvre de ses politiques néolibérales imposées par le FMI (Pérez, 2011, p. 78).

La politique étrangère américaine est ainsi très liée à cette élite économique et contribue à saper, en partie, un possible élargissement du mouvement de protestation panaméen. La reconnaissance de l'impopulaire Delvalle (lui-même issu d'une des familles les plus riches du Panama) qui avait appuyé la répression violente des manifestations de 1987 est un de ces gestes. La mise en place de sanctions qui déclenchent une sévère dépression économique et qui affectent très durement les plus vulnérables de la société panaméenne participent aussi à miner le soutien des classes populaires (Millet, 1995, p. 147). En effet, le chômage au Panama fait plus que doubler et l'activité économique décroît de 25,6% en 1988 (tout dépendant des sources) (Weeks et Zimbalist, 1991, p. 150).

Cela étant dit, la période étudiée a vu l'émergence d'un autre discours de représentation de Noriega, où celui-ci est défini comme un narcotrafiquant. Dans la dernière phase de l'analyse (1988-1989), qui correspond avec l'arrivée de l'administration Bush, il y aura une escalade des tensions entre le Panama de Noriega et le gouvernement américain. Cette escalade est le fruit d'une représentation de Noriega comme un narcotrafiquant, ce qui crée une situation profondément conflictuelle.

CHAPITRE IV

NORIEGA LE NARCOTRAFIQUANT (1988-1989)

Après avoir été représenté comme un allié anticommuniste utile, puis comme un dictateur nuisible, Noriega voit de nouveau son identité être altérée. Cette identité entre dans une troisième phase où il est tout simplement dépeint comme un narcotrafiquant. Cette représentation est évidemment le fruit d'un discours en émergence depuis les inculpations judiciaires dont il a fait l'objet par des tribunaux floridiens en février 1988.

Cette représentation de Noriega l'inscrit dans un registre de significations lié à la guerre à la drogue qui légitime une répression croissante à l'égard des consommateurs et des commerçants de narcotiques. Ce discours sur la criminalité et l'association de la drogue à une menace importante n'est pas sans conséquence pour la politique étrangère américaine au Panama. Comme nous le verrons au cours de ce chapitre, en articulant l'identité de Noriega comme un trafiquant de drogues, la représentation discursive tend à justifier certaines actions et à en proscrire d'autres. Ainsi, il devient impensable de négocier avec un tel personnage alors que des mesures plus musclées (mesures qui culminent par une invasion militaire) apparaissent légitimes.

Par ailleurs, la question de la crédibilité est importante. À divers moments, la crédibilité de l'administration, voire la crédibilité personnelle du président Bush, tend à être interpellée par l'enjeu Noriega. Cela amène également à justifier une prise de position encore plus agressive.

4.1 La guerre à la drogue

Au courant des années 1980, une préoccupation est en ascension fulgurante aux États-Unis. La lutte à la drogue constitue en effet la priorité en émergence. De 1981 à 1993 (soit du début du mandat de Reagan à la fin de celui de Bush), les budgets consacrés à cette lutte ont été multipliés par neuf, passant de 855 millions de dollars à 7,8 milliards de dollars (Bertram et *al.*, 1996, p. 110). Cette augmentation des budgets est liée au développement d'un registre de significations associant la

question de la drogue à une menace importante. Ce registre de significations de la « guerre à la drogue » est crucial puisque c'est dans cet univers discursif que l'identité de Noriega est réarticulée.

Les années 1980 marquent un renouveau dans l'association entre la drogue et la menace qui en découle pour la société américaine. La drogue constitue une menace d'abord parce qu'elle s'attaque au tissu social américain, à ce qu'il y a de plus précieux, soit les enfants. Comme le souligne le président Reagan, « les drogues menacent notre société. [...] Elles tuent nos enfants » (Reagan et Reagan, 1986). Nancy Reagan, la femme du président, abonde dans ce sens en affirmant « que ça nous concerne tous car elles déchirent nos vies et détruisent la beauté et la vie des fils et des filles des États-Unis » (Reagan et Reagan, 1986). Une fois président, Bush fait écho à ces thématiques en soulignant que la « drogue sape la force de notre nation » et qu'elle « transforme nos villes en zones de guerre et assassine nos enfants » (Bush, 1989). Les drogues, en étant perçues comme une attaque frontale envers la jeunesse américaine et donc au fondement même des États-Unis, nécessitent une réponse politique.

Les drogues n'empoisonnent pas seulement la jeunesse, elles mettent aussi en danger la démocratie et la liberté. Reagan le confirme en mentionnant qu'« elles menacent nos valeurs et sapent nos institutions » (Reagan et Reagan, 1986). Le secrétaire d'État sous l'administration Bush, James Baker, en février 1990, abonde dans le même sens. Il souligne que les drogues sont un « ennemi mortel » de la liberté et de la démocratie, car ces idéaux appellent à la contribution individuelle de chaque personne à la société (Weber, 1995, p. 104). Or, « un individu pris dans la drogue devient un esclave – il n'est plus une personne libre et responsable. Et la même chose peut arriver à des nations entières » (Weber, 1995, p. 104). L'identité américaine est indubitablement interpellée par une telle question. Il n'est pas surprenant de voir Reagan opposer l'identité américaine à la consommation de drogues. Il soutient que « dans cette croisade, n'oublions pas qui nous sommes. L'usage de drogues est une répudiation de tout ce que l'Amérique est » (Reagan et Reagan, 1986). Dans la même lignée, la question de la drogue est une façon pour ces administrations conservatrices de réarticuler l'identité américaine en opposition aux valeurs libérales issues des années 1960 et 1970, et de la contre-culture. Bush mentionne que « nous avons repoussé la philosophie permissive des années 60 qui rendait facile pour certains de tomber dans une vie d'abus de drogues et de criminalité » (Dowd, *New York Times*, 7 octobre 1988).

Pour ces raisons, la question de la drogue est présentée comme une menace pour les États-Unis. À de nombreuses reprises, cette menace est réitérée. Nancy Reagan déclare que « l'usage de drogues est terrible et menaçant pour notre société » alors que son mari soutient que « nous sommes dans une autre guerre pour notre liberté » et qu'il nous faut « traiter le narcotrafic comme une menace à la sécurité nationale » (Reagan et Reagan, 1986). Dès lors, le président affirme, au début de son premier mandat, que « nous entendons faire ce qui est nécessaire pour mettre fin à la menace de la drogue et

handicaper le crime organisé » (Reagan, 1982c). À un autre moment, il confirme qu'« il est grand temps de rendre à nouveau sécuritaire nos villes [et par conséquent] cette administration déclare par la présente une guerre de tous les instants contre le grand crime organisé et contre les trafiquants de drogues qui empoisonnent notre jeunesse » (Bertram et al., 1996, p. 113).

Ce discours de lutte à la drogue est associé à un registre linguistique guerrier. Reagan use abondamment de ce répertoire en parlant d'une « croisade nationale », de « stratégies de bataille » ou des « cinq fronts » sur lesquels la lutte doit être menée (Campbell, 1998, p. 174). L'administration n'hésite pas non plus à reprendre le fameux thème de « guerre à la drogue » lancé par le président Richard Nixon. Bush y voit aussi une autre guerre à gagner alors que son secrétaire à la Défense, Richard Cheney, constate qu'« il s'agit d'une menace directe à la souveraineté et à la sécurité de ce pays » (Bush, 1989; Campbell, 1998, p. 185). Toute cette rhétorique liée à la guerre n'est pas innocente, puisqu'elle appelle au même type de solution que celles utilisées dans le cadre de ces guerres. Toute une série de mesures associées à l'usage de la force (comme lors des conflits militaires) est alors jugée légitime. La criminalisation des consommateurs de narcotiques, la répression policière, des peines de prison plus sévères, les raids policiers sur des installations susceptibles de produire ou contenir des drogues, etc., sont toutes des actions justifiées par un discours faisant état d'une « guerre à la drogue ».

Par ailleurs, la question de la drogue est fréquemment associée à l'étranger. Comme le souligne David F. Musto, le phénomène n'est pas récent. À partir des années 1870, les Chinois affluent aux États-Unis pour la construction de chemin de fer, notamment. L'opium est alors identifié à cette tranche de la population crainte par les Blancs qui suggèrent que cette drogue a pour but de saper les fondements de la société américaine (Musto, 1999, p. 6). Les Noirs sont également la cible d'une représentation liée à la drogue. La cocaïne ayant un effet euphorisant et stimulant, les sudistes s'inquiètent de les voir transgresser les normes ségrégationnistes et attaquer les populations blanches (Musto, 1999, p. 6). L'idée qui circule veut que la cocaïne augmente les capacités meurtrières et que les Noirs sous l'effet de cette substance deviennent résistants aux balles (la police dans le Sud augmente ainsi le calibre de ses fusils pour se préparer à cette éventualité) (Lindsay-Poland, 2003, p. 105). La drogue constitue en quelque sorte une façon de définir l'Autre (Chinois ou Noirs) par opposition aux Américains en contribuant à renforcer diverses composantes de l'identité (la nécessité de la ségrégation, la différence et la supériorité américaine, etc.).

Il n'y a pas que l'étranger se trouvant en sol américain qui est la cible d'une représentation associée à la drogue. L'administration Reagan y a recours pour dépeindre divers ennemis dans la lutte anticomuniste à travers la planète. Le secrétaire d'État George Shultz accuse « certains gouvernements communistes de complicité dans le commerce de la drogue » et que « l'afflux

clandestin d'énormes quantités de drogues dans les nations occidentales sert peut-être leur objectif plus large de miner les bases des sociétés démocratiques de l'Ouest » (Campbell, 1998, p. 188). De la même façon, Reagan incrimine le gouvernement du Nicaragua pour sa participation au trafic de drogues. Il affirme en 1986 que « je sais que tous les parents américains préoccupés par le problème de la drogue seront outrés d'apprendre que des hauts membres du gouvernement nicaraguayen sont profondément impliqués dans le trafic de drogues⁷¹ » (Scott et Marshall, 1991, p. 81).

L'administration utilise fréquemment un concept encore plus « rassembleur » à l'encontre de certains ennemis. L'accusation de « narcoterrorisme » devient un terme accolé à différents mouvements de gauche ou communiste. En janvier 1986, Reagan observe que « le lien entre des gouvernements alliés aux Soviétiques, tels Cuba et Nicaragua, le trafic international de narcotiques et le terrorisme est de plus en plus clair » (Scott et Marshall, 1991, p. 23). Le vice-président Bush lie lui aussi le terrorisme et le trafic de drogues en affirmant que « vous devez être conscients que lorsque vous achetez de la drogue, il est fort possible que vous subventionniez des activités terroristes à l'étranger » (Lewis, *New York Times*, 8 juin 1986). La possibilité de lier le terrorisme, le communisme et le trafic de drogues est en quelque sorte irrésistible. Une telle situation est indéfendable et appelle à un combat de tous les instants. D'autant plus que le narcoterrorisme lie différentes assertions. Le concept évoque que les guérillas se financent par le commerce de la drogue et qu'une violence extrême est employée pour parvenir à leurs fins (Campbell, 1998, p. 187).

Il est également commode d'accuser les gouvernements ou les trafiquants étrangers d'être responsables du commerce de la drogue. Cela permet de passer outre le fait que ce trafic est aussi rendu possible par la demande des consommateurs américains. En quelque sorte, ce discours absout les États-Unis de toute responsabilité dans ce problème (Campbell, 1998, p. 186). Or, l'administration Reagan n'est pas la seule à blâmer l'étranger pour les problèmes de la drogue aux États-Unis. Évidemment, tous ceux qui adhèrent au discours de la guerre à la drogue (qui implique une guerre concernant l'offre à l'extérieur des États-Unis) partagent ce constat. On retrouve ce même discours chez le sénateur démocrate et libéral John Kerry, qui a enquêté sur la participation d'Oliver North et de son réseau de distribution d'aide aux *Contras* dans le narcotrafic dans un rapport sénatorial. Ce rapport, bien qu'il mentionne la consommation domestique de drogues, expose clairement que la source du problème des narcotiques provient de l'extérieur (des cartels, des trafiquants ou autres) (Campbell, 1998, p. 186).

En plus d'associer la drogue à la menace étrangère et au discours guerrier, il devient naturel de lier cette question à la lutte contre des menaces précédentes. Après tout, en définissant le tout comme une

⁷¹ Évidemment, cette participation n'est jamais prouvée, mais toujours réitérée par l'administration. Toutefois, la participation des militaires honduriens ou des *Contras* au commerce de la drogue, qui constituent des alliés des États-Unis, n'est jamais évoquée. À cet effet, consulter le chapitre II (section 2).

« guerre à la drogue », la comparaison est faite avec d'autres guerres menées par les États-Unis (qui sont évidemment toutes marquées sous le sceau de la liberté). Dès lors, il n'est pas surprenant que Reagan soutienne qu'il s'agit d'une « autre guerre pour la liberté » (Reagan et Reagan, 1986). Reagan poursuit en mentionnant que « les Américains n'ont jamais été neutres contre n'importe quelle forme de tyrannie » (Reagan et Reagan, 1986). À d'autres moments, le président compare plutôt la « guerre à la drogue » à la Première Guerre mondiale (Reagan, 1982b). Comme le mentionne Bush à ses opposants lors de sa campagne présidentielle « vous dites qu'il s'agit d'une guerre, alors traitez la comme telle » (Bertram et al., 1996, p. 143). Ces différentes comparaisons avec d'autres guerres tendent à légitimer le recours aux mêmes méthodes guerrières (tout en criminalisant des comportements individuels qui, pour la plupart, n'ont aucune conséquence sur autrui).

Ce faisant, comme à la guerre, la victoire est possible et relève de la volonté américaine. Reagan synthétise cette idée lorsqu'il mentionne que :

Nous rejetons l'attitude d'impuissance selon laquelle l'usage de la drogue est si répandu que nous sommes sans défense pour faire quoi que ce soit. Nous retirons le drapeau de capitulation qui a flotté au-dessus de tant d'efforts contre la drogue; nous hissons un drapeau de combat. Nous pouvons combattre le problème de la drogue, et nous pouvons gagner. Et c'est exactement ce que nous entendons faire (Reagan, 1982b).

Encore une fois, la métaphore guerrière est présente, et comme dans une guerre, la victoire est atteignable. Cette victoire ne pourra être assurée que par une volonté à toute épreuve. Il faut donc rompre « avec l'attitude fataliste de la fin des années 70 » (Reagan, 1982b). C'est d'autant plus vrai que les États-Unis remportent toujours leurs guerres (la providence divine n'y étant probablement pas étrangère) à moins de faire preuve d'un manque de volonté comme dans le cas du Vietnam (Cannon, 2000, p. 290). Nancy Reagan fait également référence à la détermination nécessaire à cette lutte. Elle affirme qu'« ils [les trafiquants] prospèrent sous notre réticence à agir. Nous devons donc être plus intelligents, plus forts et plus durs qu'ils ne le sont. C'est à nous de changer d'attitude et de simplement tarir leurs marchés » (Reagan et Reagan, 1986). La première dame en appelle également à la volonté individuelle, en menant de front une retentissante campagne nationale d'abstinence baptisée *Just Say No*.

Différentes mesures politiques émergent de cette représentation. L'adoption d'un discours militariste par l'administration concernant la question de la drogue amène une implication de départements plutôt associés au domaine militaire. Par le biais d'un décret présidentiel, durant sa première année en poste, le président Reagan implique l'ensemble des services de renseignements fédéraux dans la lutte à la drogue (incluant la CIA) (Bertram et al., 1996, p. 112). L'administration parvient également à modifier la loi *Posse Comitatus* (selon laquelle l'armée n'a pas le droit d'intervenir dans les affaires civiles) permettant, par exemple, à la marine de faire des arrestations de navires suspectés d'abriter de la drogue (Chepesiuk, 1999, p. 33). Par le fait même, l'administration Reagan confie aux civils toute une

panoplie de technologies militaires afin de mener cette lutte à la drogue (Chepesiuk, 1999, p. 33). L'implication des militaires est encore renforcée avec *Anti-Drug Abuse Act* de 1988 qui permet aux militaires de pourchasser et d'appréhender les individus faisant entrer de la drogue aux États-Unis. Ce n'est d'ailleurs pas surprenant, puisqu'en associant la drogue à des menaces militaires antérieures, le gouvernement pave la voie directe à la participation des forces armées et les agences de renseignements dans cette « guerre à la drogue ».

Sous la présidence de Reagan, de cette représentation de la question de la drogue émerge une série de mesures toujours plus sévères afin d'affronter le problème. Cela culmine par le durcissement des peines, notamment en vertu des *Anti-Drug Abuse Act* de 1986 et de 1988⁷². L'ensemble de ces mesures législatives amène des peines d'emprisonnement minimales et automatiques pour la possession de différentes drogues (incluant la marijuana). La peine de mort est également ajoutée pour différents crimes reliés au trafic de drogues. Le crack, même s'il est composé de cocaïne, acquiert un statut différencié⁷³. Les peines pour la possession de crack sont augmentées et un ratio de 100 : 1 par rapport à la cocaïne est mis en place (c'est-à-dire que la possession d'un gramme de crack est équivalente à la possession de cent grammes de cocaïne). Par ailleurs, les peines d'emprisonnement de cinq à 40 ans sont imposées pour possession simple de crack et incluent des mesures empêchant la libération conditionnelle. De plus, avec le *Drug-Free Workplace Act* de 1988, des tests de consommation de drogues sont requis pour tous les employés d'entreprises privées qui veulent obtenir un contrat fédéral (ceux-ci s'ajoutent aux centaines de milliers d'employés de la fonction publique déjà soumis à des tests en vertu du décret présidentiel 12564 de 1986) (Campbell, 1998, p. 182).

Cela étant dit, tout ce discours de la « guerre à la drogue » alimente un registre de significations préexistantes qui façonnent toute situation s'inscrivant dans cette optique. En présentant la drogue comme une menace, l'identification amène une dynamique conflictuelle avec toute personne ou événement lié à la drogue. C'est d'ailleurs dans ce registre que Noriega s'inscrit de plus en plus. Le candidat à la présidentielle Bush place clairement le dictateur panaméen dans cette catégorie, tout comme différents membres de la branche législative. En le dépeignant comme un narcotrafiquant, la relation entre les États-Unis et le dictateur panaméen ne peut être marquée que par un sérieux antagonisme.

⁷² L'ensemble des références du paragraphe est tiré de David F. Musto (1999, p. 273-274) sauf en cas de référence contraire.

⁷³ Les lois plus strictes concernant le crack prennent également une dimension raciale. Le crack est davantage associé à la communauté noire (en raison de son coût moindre) alors que la cocaïne est plutôt consommée par la communauté blanche. Or, le crack est lui aussi composé de cocaïne, mais sa possession entraîne des peines éminemment plus sévères.

4.2 Bush et la construction d'une campagne liée à la drogue

Le vice-président Bush, et candidat à la présidentielle de 1988, est intimement lié à cette « guerre » à la drogue. D'une part, il a fait partie d'une administration qui identifie la lutte à la drogue comme une menace importante. À ce titre, il est associé à une équipe qui a accru énormément la répression des consommateurs et des vendeurs de drogues. D'autre part, les liens de Bush avec la « guerre » à la drogue sont décuplés par son rôle au sein de l'administration Reagan. À cet effet, il a été responsable de la *South Florida Task Force* de 1982 dont l'objectif est de réunir divers départements américains (la *Drug Enforcement Agency* (DEA), le *Federal Bureau of Investigation* (FBI), le service de douane, la garde côtière, le Trésor, etc.) afin de freiner le trafic et la consommation dans la région de Miami. Port d'entrée majeur du narcotrafic et symbole de la décadence liée à la drogue, Miami constitue le banc d'essai pour la stratégie de l'administration, alors en début de mandat. Sous l'impulsion de Bush, cette *Task Force* devient un modèle pour le reste du pays qui compte treize entités semblables en 1984 (Bertram et al., 1996, p. 112).

Cette réalisation du vice-président Bush l'incite à baser sa campagne présidentielle sur la thématique de la lutte à la drogue et à la criminalité. Bush tente alors de se positionner comme le candidat qui est dur à l'encontre de la criminalité par rapport au démocrate Michael Dukakis qui est dépeint comme mou. Dans cette campagne électorale extrêmement négative, l'équipe de Bush présente deux publicités télévisées qui résument cette volonté de dépeindre Dukakis comme l'« ami » des criminels. La première est la publicité dite des portes tournantes, où l'on voit à l'écran des prisonniers défiler dans des portes tournantes. Dans un décor menaçant, amplifié par le fait que la publicité est en noir et blanc, une voix informe l'auditeur que la politique du gouverneur Dukakis a donné des permissions à l'extérieur des prisons à des prisonniers coupables de meurtre qui en ont profité pour commettre d'autres crimes (tout en rappelant son veto contre la peine de mort et contre des peines minimales obligatoires pour les narcotrafiquants). La publicité se conclut par un message soulignant que Dukakis veut étendre ce qu'il a fait au Massachusetts à l'ensemble des États-Unis et que « l'Amérique ne peut pas se le permettre ». Un message clair est mis en exergue, Dukakis n'est pas suffisamment dur à l'égard des criminels alors que son opposant républicain l'est (puisqu'il défend des peines de prison plus longues, des sentences minimales et la peine de mort pour les narcotrafiquants).

Dans une deuxième publicité, on voit seulement des photos menaçantes de Willie Horton, un homme noir et coupable de meurtre. À ses photos s'ajoute une voix indiquant qu'Horton avait été condamné pour meurtre pour ensuite bénéficier des permissions de fins de semaine du Massachusetts pour kidnapper un couple, violer la femme et poignarder l'homme. Ce message publicitaire se conclut par la photo de Dukakis et un avertissement bien clair : « Dukakis et la criminalité : des congés de prison durant les fins de semaine ». Encore une fois, le candidat démocrate est dépeint comme quelqu'un de trop mou à l'égard de la criminalité pour être président des États-Unis. Bien que Bush ne soit pas

mentionné, il est évident que l'équipe de campagne tente de créer un contraste où la force de Bush émerge de la faiblesse de Dukakis⁷⁴.

Cette stratégie de campagne amène le candidat Bush à prendre toute une série de positions témoignant de sa fermeté à l'égard de la criminalité et sur la question de la drogue. Il propose de créer un poste de « tsar de la drogue » qui serait élevé au rang de membre du cabinet (*New York Times*, 19 mai 1988). Ce tsar prendrait en quelque sorte le relais du rôle du vice-président Bush sous l'administration Reagan. L'image du tsar n'est toutefois pas innocente: elle renvoie à des significations de répression et d'intransigeance par rapport aux délinquants. Elle témoigne en ce sens d'une politique de lutte contre la drogue axée sur le caractère répressif tout en relayant une image de fermeté au candidat Bush. Dans la même veine, le vice-président propose que la peine de mort soit étendue aux personnes reconnues coupables de narcotrafic, ce qu'il appelle les « gros caïds » (Peterson, *Washington Post*, 19 juin 1988). Il s'agit en somme du prolongement logique du registre de significations lié à la guerre à la drogue. Si les narcotrafiquants empoisonnent la jeunesse et minent le tissu social américain, n'est-il pas justifié de prendre les mesures les plus drastiques à leur endroit? Bush présente sa proposition sur la base d'une telle logique. Il affirme que « ces personnes [les narcotrafiquants] trafiquent avec la mort et la mort doit être ce qu'ils reçoivent » (Boyd, *New York Times*, 14 avril 1988). Le candidat défend aussi une politique étendue de programme de tests de consommation de drogues dans les organismes publics, parapublics et privés (Dowd, *New York Times*, 27 mai 1988).

Ces prises de position concernant la criminalité et les attaques soulignant la mollesse de son adversaire ne sont pas innocentes. Bush et son équipe de campagne jugent qu'ils doivent contrebalancer l'image négative du vice-président. En effet, celui-ci traîne une image de mauviette (« *wimp* ») dont il lui est difficile de se débarrasser. Au moment de lancer sa campagne, un des magazines important aux États-Unis, le *Newsweek*, fait justement sa une avec la photo du républicain avec la seule mention « *Fighting the Wimp Factor* » (Naftali, 2007, p. 51). Cette couverture résume une panoplie de critiques dont Bush fait l'objet. Il est perçu par certains comme n'étant pas son propre maître, mais plutôt le fruit du succès politique de Reagan. Plusieurs rappellent qu'il a commencé sa carrière politique comme un modéré pour ensuite se rapprocher de l'aile droite du parti depuis sa nomination comme colistier de Reagan. On l'accuse d'avoir renié ses convictions à la faveur de ce rapprochement, abandonnant ses positions pro-choix concernant l'avortement et complétant une volte-

⁷⁴ Par ailleurs, ces deux publicités ont l'avantage de lier la question de la criminalité à la question raciale. Dans le premier message publicitaire, le rang de prisonniers qui défilent à travers des portes tournantes est composé presque entièrement d'hommes blancs. Or, aucun d'entre eux ne regarde la caméra. Un seul lève les yeux, d'un regard menaçant pour poser son regard sur la caméra et il s'agit d'un homme noir. Dans la deuxième publicité, le caractère racial est encore plus évident. Un homme noir, Willie Horton, est au centre de la publicité où l'on y voit seulement la photo de son visage quelque peu effrayant. À cela s'ajoute le fait que la publicité joue sur la peur du dangereux criminel noir s'attaquant à la population blanche (remontant à l'esclavagisme) puisque les deux victimes d'Horton lors de sa permission en dehors des murs de la prison sont des Blancs.

face totale sur l'*Equal Rights Amendment* (Russakoff, *Washington Post*, 21 janvier 1985). Déjà, durant la campagne présidentielle de 1984, cette perception de soumission à l'égard des vues de Reagan est dénoncée (voire ridiculisée) par ses adversaires. La colistière démocrate, Geraldine A. Ferraro, obtient ses plus forts applaudissements lorsqu'elle tourne Bush en dérision en soulignant que le candidat démocrate Walter F. Mondale lui a dit d'être fidèle à « elle-même et, Dieu merci, il ne m'a jamais demandé de faire comme George Bush » (Russakoff, *Washington Post*, 21 janvier 1985).

4.3 L'inculpation de Noriega vue par le Congrès et Bush

Dans le cadre du dernier chapitre, il a été question du fait que l'administration Reagan articule l'identité de Noriega autour d'un dictateur nuisible dont le départ est souhaité, mais pas par n'importe quel moyen. Or, au même moment, un autre discours est en émergence, celui de Noriega le trafiquant de drogues. Ainsi, alors que l'administration Reagan, par l'entremise de l'émissaire Michael Kozak, négocie les modalités du départ de Noriega en avril et en mai 1988, les détails des tractations sont révélés au milieu du mois de mai par différents médias. Lorsqu'il est fait mention que le gouvernement américain serait prêt à laisser tomber les inculpations judiciaires à l'endroit du dictateur, la réaction de plusieurs membres du Congrès est virulente. La plupart dénoncent une complaisance inacceptable avec un narcotrafiquant (Sciolino, *New York Times*, 18 mai 1988). Une résolution au Sénat, non contraignante, est alors votée, à l'initiative du conservateur Bob Dole, qui s'oppose à tout abandon des inculpations et qui remporte une large majorité de 86 voix contre 10 (Sciolino, *New York Times*, 18 mai 1988). Ce même Dole avait déjà mentionné à propos de Noriega : « choisissez votre titre, Noriega correspond à chacun d'eux : caïd de la drogue, suzerain des drogues, parrain de la drogue » (Kempe, 1990, 314). Selon Dole, rien ne justifie « d'envoyer Noriega à la retraite avec un parachute doré légal » (Pear, *New York Times*, 26 mai 1988).

Un autre républicain, le sénateur Alfonse D'Amato, va dans le même sens, soulignant que l'annulation des inculpations ne serait « rien de moins qu'une capitulation de notre part » (Pear, *New York Times*, 26 mai 1988). Capitulation qui n'est pas acceptable dans le contexte d'une guerre à la drogue. Il soutient qu'il s'agirait d'un « coup dévastateur pour ceux d'entre nous qui tentent de dire que les États-Unis sont engagés, autant à l'international qu'en sol domestique, dans une guerre à la drogue » (Sciolino, *New York Times*, 13 mai 1988). Le sénateur démocrate John Kerry fait écho à cet élément en soutenant qu'il s'agirait « d'un message désastreux lancé à l'Amérique latine en ce qui concerne la lutte à la drogue » (Sciolino, *New York Times*, 18 mai 1988).

L'argumentaire du candidat Bush est en synergie avec cette représentation de Noriega comme un narcotrafiquant. Alors qu'il s'oppose publiquement pour la première fois à Reagan depuis qu'il est

devenu son colistier en 1980, le vice-président est on ne peut plus clair en ce qui concerne l'annulation des inculpations à l'endroit de Noriega. Il affirme :

Les trafiquants de drogues sont comme des terroristes, tuant des enfants et des policiers, et ils devraient être traités comme tels. Je ne négocierai pas avec des terroristes, et je ne négocierai pas non plus avec des trafiquants de drogues, qu'ils se trouvent en sol américain ou en sol étranger » (Hoffman, *Washington Post*, 19 mai 1988).

Bush n'a de cesse de désigner Noriega à l'aide de qualificatifs qui le rattachent à la drogue et aux forces du mal, ce qui a également pour effet d'émasculer son poste de dirigeant panaméen. À de nombreuses reprises, il dépeint Noriega comme un « caïd de la drogue » ou un « dictateur lié à la drogue » (Dowd, *New York Times*, 28 mai 1988). En entrevue avec David Frost, Bush identifie Noriega au mal en raison de ses liens avec le monde du narcotrafic. Alors que Frost lui demande s'il le considère comme étant « un des rares hommes maléfiques qu'il connaît », Bush affirme qu'il a changé d'idée à ce propos : « maintenant, je le dirais. Je ne l'aurais pas toujours caractérisé de cette façon. Mais depuis qu'il s'est immiscé dans le commerce international de la drogue, je dois dire que oui » (Kempe, 1990, p. 33).

Cette représentation de Noriega a des conséquences politiques très claires. En évoquant la question de la drogue, du mal et du terrorisme, les jalons de ce que le gouvernement américain peut faire sont très réduits. Toute forme de négociation avec le régime panaméen est alors exclue, sans compter que n'importe quelle concession est jugée inadmissible⁷⁵. Par ailleurs, il s'agit d'une bonne occasion pour le candidat de démontrer qu'il est un leader différent de Reagan. Le chef de sa campagne, James Baker, le souligne justement : « je crois qu'il s'agit d'un bon argument allant à l'encontre de l'idée que Bush n'est pas lui-même », mais plutôt une pâle copie de Reagan (Roberts, *New York Times*, 21 mai 1988). Par ailleurs, son chef de cabinet, Craig Fuller, prend la peine de mentionner dans le contexte des mesures annoncées par le candidat (peines plus sévères, peine de mort pour les narcotrafiquants, création d'un poste de tsar de la drogue, etc.) et le refus de négocier avec Noriega, que « je crois que les électeurs auront la chance de décider qui sera [le président] le plus ferme en ce qui concerne la drogue » (*New York Times*, 19 mai 1988).

De plus, cette position de fermeté à l'égard de Noriega n'est pas simplement le fruit du refus de négocier avec un homme qui est représenté comme un narcotrafiquant. Elle est aussi le résultat d'une constatation bien simple: le candidat Bush est vulnérable sur l'« enjeu » Noriega. Quand Bush mentionne qu'il « ne pourrait jamais dire à des enfants [en centre de désintoxication] que je laisse aller

⁷⁵ Toute référence au fait que Noriega est un narcotrafiquant amène nécessairement une politique sans compromis où toute négociation est inacceptable. Lors des discussions sur la résolution sénatoriale de Dole visant à s'opposer à l'abandon des inculpations, la sénatrice Nancy Kassebaum le met en relief lorsqu'elle soutient que les États-Unis « devraient considérer une politique sans négociation et sans concession » (Sciolino, *New York Times*, 18 mai 1988).

un narcotrafiquant dictateur », le candidat démontre qu'il ne protège pas Noriega (Kempe, 1990, p. 313). James Baker, qui œuvre dans la campagne de Bush et qui deviendra secrétaire d'État dans son administration, résume qu'il s'agirait ni plus ni moins d'un suicide politique puisque « les démocrates vont nous manger tout rond là-dessus [l'annulation des inculpations] » (Kempe, 1990, p. 313). Le chef de cabinet confirmera justement la faiblesse de Bush sur cet enjeu lors d'une entrevue en août 1989 : « Noriega était l'une des choses qui tombait dans la catégorie des moins vous en aviez à dire à propos, le mieux c'est [...], [car] il n'y avait presque rien que vous pouvez dire qui est susceptible de vous aider » (Kempe, 1990, p. 333).

À de nombreuses reprises, l'équipe de campagne de Bush est en difficulté lorsqu'il est question de Noriega. Après avoir déclaré que Bush n'avait jamais rencontré le dictateur panaméen, Bush est obligé de concéder qu'il l'a rencontré à au moins deux reprises, soit en 1976 et en 1983 (Kempe, 1990, p. 336). Les apparences sont plutôt difficiles à nier pour Bush. Il a été directeur de la CIA sous Ford au moment où des enquêtes sont faites concernant Noriega, sans compter que ce dernier est payé par la CIA à ce moment. Un autre aspect est qu'il est rayé de la liste de paie par l'administration Carter, pour ensuite être remis en fonction par l'administration Reagan lorsque Bush revient dans les cercles du pouvoir. Cela a pour effet de le présenter comme un « ami » de Noriega. Enfin, il est en charge de la lutte à la drogue au sein de l'administration Reagan. Cela implique donc deux choses à propos de ce que Bush savait sur Noriega: soit il n'en avait aucune connaissance, ce qui le rend incompetent, soit il le savait et il ment.

Dès lors, il n'est guère surprenant que Dukakis assaille Bush de questions en ce qui a trait à ce qu'il savait à propos de Noriega et pourquoi le gouvernement américain continuait à payer un narcotrafiquant (Ropp, 1995, p. 92). Après avoir démenti toute connaissance au sujet de la participation de Noriega dans des affaires liées à la drogue jusqu'à ce qu'il soit inculpé en février 1988, un mémorandum datant de décembre 1985 fait surface où il semblerait que Bush en ait discuté avec l'ambassadeur américain au Panama Everett Briggs (Boyd, *New York Times*, 15 mai 1988). Le sujet Noriega est explosif et toxique pour la campagne de Bush. Le vice-président peut difficilement prétendre ne pas avoir eu connaissance de ces questions.

Un impératif à l'action est aussi en place. Noriega constitue un test de crédibilité pour le candidat lui-même (et plus tard pour son administration) ce qui n'est pas sans lien avec le fait que Bush prenne une position si ferme à l'égard de Noriega. Lors de la campagne électorale, sa propre crédibilité est interpellée par l'enjeu Noriega. D'une part, cette question le met sur la sellette puisqu'il est forcé de se rétracter à de nombreuses reprises concernant ses relations avec le dictateur panaméen. Noriega constitue une question qui pend continuellement au bout du nez de Bush et qui inquiète son équipe de campagne. D'autre part, le fait que Noriega soutienne qu'il possède des secrets sur Bush tend à rendre

la question encore plus personnelle (Dowd, *New York Times*, 28 mai 1988). Le dirigeant panaméen va même jusqu'à déclarer : « Bush est mon ami, j'espère qu'il deviendra président⁷⁶ » (Dinges, 1990, p. 287). Noriega est alors présenté en position de force et Bush comme étant faible. La situation laisse croire qu'il est manipulé par le dirigeant panaméen. En somme, l'évocation de Noriega s'avère plus qu'un simple problème. Il s'agit plutôt d'une situation où la crédibilité personnelle de Bush est interpellée, ce qui nécessite une solution au problème Noriega⁷⁷.

Cette situation mène Bush à vouloir à tout prix exclure Noriega de l'agenda politique. À la suite de l'échec des négociations Kozak, une décision est prise par le personnel politique de l'administration Reagan. Le gouvernement américain décide de tout faire pour éviter que le Panama se retrouve dans la campagne électorale et puisse nuire à Bush (Cottam, 1994, p. 155). Des instructions sont données au SOUTHCOM afin d'éviter toute provocation à l'égard des FDP (Kempe, 1990, p. 333; Buckley, 1991, p. 163). Bref, dans une confidence qui s'applique tout autant à l'équipe Bush qu'à l'administration Reagan, un membre de la Maison-Blanche résume qu'« à chaque fois que le nom de Noriega est évoqué, c'est négatif pour nous et cela le demeurera tant qu'il sera en poste » (Scranton, 1991, p. 156).

Quoi qu'il en soit, à partir de ce moment, Bush fixe les paramètres de la politique de son éventuelle administration. Cette politique est en quelque sorte naturellement le fruit de la représentation de Noriega. Un narcotrafiquant identifié aux forces du mal et aux plus abjectes terroristes ne peut être toléré par le gouvernement américain. Sa présence appelle nécessairement à une solution au problème qu'il constitue. Toutefois, cette solution ne peut pas être négociée ou être le résultat d'efforts diplomatiques quelconques. Tout contact est absolument prohibé, dans la mesure où la représentation de Noriega le proscriit. Ce faisant, l'administration Bush adopte une politique étrangère visant au départ du « narcodictateur ». Les moyens évoqués pour régler le problème sont alors de l'ordre des actions beaucoup plus musclées, que ce soit des actions clandestines, des appels à un coup d'État et ultimement une invasion militaire. Tout juste après sa victoire électorale face à Dukakis, un porte-parole de Bush est on ne peut plus clair : « il ne doit pas y avoir de malentendu à propos de notre politique [...], notre politique sera que Noriega doit partir » (Scranton, 1991, p. 156).

⁷⁶ Noriega soutient avoir rendu service à Bush qui lui avait demandé une faveur avant l'invasion de la Grenade en 1983. Noriega aurait été en charge de communiquer avec Fidel Castro afin que Cuba n'intervienne pas (Dinges, 1990, p. 287).

⁷⁷ Il est à préciser que la question de la crédibilité est très importante et pas seulement pour Bush. Lors du débat entre l'amiral William Crowe et Elliot Abrams, dont il a été question dans le dernier chapitre, le lecteur aura noté qu'Abrams invoquait la crédibilité américaine qui était mise à l'épreuve par Noriega. Cette invocation de la crédibilité justifiait aux yeux d'Abrams de lancer une opération militaire de type commando afin de capturer Noriega. À cet effet, le lecteur peut consulter le chapitre III (section 5).

4.4 La politique étrangère de l'administration Bush

Durant la campagne électorale, le candidat Bush a clairement adopté une position de fermeté à l'égard du régime panaméen. Cette politique émerge de la représentation de Noriega comme une force associée au mal en raison de son image de narcotrafiquant. Cette position est évidemment motivée par des fins électoralistes assez évidentes, dont il a été question précédemment. Une fois l'élection gagnée, il aurait été simple pour l'administration nouvellement élue de faire table rase et de renier une telle position à l'encontre de Noriega (et d'offrir à nouveau l'annulation des inculpations judiciaires). Or, la position de l'administration Bush à la suite de son élection témoigne justement de la force du langage. En définissant Noriega comme un infâme trafiquant de drogues et en l'associant au registre de significations de la guerre à la drogue, la position du gouvernement américain ne peut tout simplement pas s'assouplir. Baker, nouvellement nommé secrétaire d'État, confie justement que Noriega a pris une ampleur démesurée, mais qu'il est impossible d'atténuer son importance. Il affirme que « si nous avions su que nous gagnerions l'élection par une telle marge, nous ne nous serions pas creusé un si gros trou » dans lequel nous sommes pris (Woodward, 1991, p. 86). Malgré des motifs initiaux en partie électoralistes, l'administration demeure aux prises avec une situation jugée problématique.

En raison de cette représentation, la politique de l'administration doit demeurer ferme. À partir de ce moment, seules quelques actions politiques sont rendues possibles par l'articulation de l'identité de Noriega, alors que la négociation est rejetée d'emblée. Évidemment, la poursuite des sanctions économiques est évidente. L'annulation de celles-ci serait perçue comme une capitulation inacceptable devant un narcodictateur. La politique de l'administration Bush se concentre alors autour d'actions plus musclées, soit la poursuite des sanctions, l'appel à un coup d'État, la mise en œuvre d'opérations clandestines et ultimement une invasion militaire.

Le premier objectif du gouvernement américain est alors axé autour de la prochaine élection présidentielle panaméenne en mai 1989. L'administration Bush met en branle l'opération clandestine *Panama 4* avec le soutien du Congrès. Bush juge cette question prioritaire à un point tel qu'il plaide personnellement auprès de membres de la chambre législative afin que les fonds soient octroyés (Gilboa, 1995/1996, p. 552). *Panama 4* dispose alors d'un budget de 10 millions de dollars afin de fournir du matériel, de payer de la publicité, des communications et des transports à l'opposition panaméenne en vue des élections (Gilboa, 1995/1996, p. 552). Toutefois, il apparaît rapidement que le gouvernement américain ne se contente pas d'offrir des moyens financiers à l'opposition. En avril, un agent de la CIA, Kurt Muse, est en effet arrêté par les autorités panaméennes puisqu'il opérait un poste radio clandestin anti-Noriega (Scranton, 1991, p. 158). L'opération connaît aussi d'autres ratées, notamment l'arrestation du Panaméen Carlos Elela Alamaran. Celui-ci est chargé par la CIA de

distribuer les fonds de *Panama 4* à certains membres de l'opposition (Chomsky, 1991, p. 154). Toutefois, il est arrêté aux États-Unis pour tentative d'importation de cocaïne.

Quoi qu'il en soit, les élections se déroulent et opposent le candidat de Noriega, Carlos Duque, et Guillermo Endara⁷⁸. Afin d'en assurer la surveillance, le gouvernement américain déploie de larges ressources et envoie un fort contingent d'observateurs menés par l'ancien président Jimmy Carter. Le 7 mai 1989, les élections se tiennent et sont marquées par la fraude. Les résultats officiels font état d'une victoire importante de Duque (deux contre un) alors que divers sondages à la sortie des urnes donnaient l'opposition avec une bonne avance (Scranton, 1991, p. 161; Gilboa, 1995/1996, p. 553). Carter dénonce la situation. Il indique la présence de nombreux cas de bourrages d'urnes et autres formes d'irrégularités (Kempe, 1990, p. 354). Le 10 mai, les manifestations de l'opposition débutent. Endara, flanqué de ses deux candidats à la vice-présidence, Ricardo Arias Calderón et Guillermo Ford, participe aux démonstrations. Des affrontements émergent rapidement à la suite de l'envoi par Noriega des « bataillons de la dignité⁷⁹ », qui sont une forme d'unité paramilitaire très fidèle au régime. Les images de la répression sanglante font le tour de la planète, notamment celle du candidat Ford ensanglanté (en raison de la mort par balles de son garde du corps) qui reçoit des coups de bâton.

L'administration Bush ne tarde pas à se faire entendre. Elle accuse le régime militaire panaméen de voler les élections. Bush condamne personnellement le fait que « la volonté populaire ait été dérobée par cet homme [Noriega] et sa bande de bandits » (Hoffman, *Washington Post*, 14 mai 1989). Le caractère criminel et violent de Noriega est à nouveau articulé par Bush qui dépeint Noriega comme un « bandit », un « paria » et un « truand » tout en soulignant la « violence et le banditisme » de ses gestes (Hoffman, *Washington Post*, 14 mai 1989; Dowd, *New York Times*, 14 mai 1989). Cette représentation alimente une identité où Noriega constitue un criminel (et toute la violence que cela implique) qui maintenant vole son propre peuple.

Il est tout à fait vrai que la répression est brutale et que l'élection a été entachée par de la fraude. Cependant, il est tout aussi vrai, comme nous l'avons souligné dans le chapitre II, que le gouvernement américain avait déjà largement avalisé une fraude électorale en 1984 (mais à l'époque, l'élection aurait amené l'« ultranationaliste » Arnulfo Arias plutôt que le proaméricain Nicolás Ardito Barletta au pouvoir). Ensuite, est-ce que la dépression économique majeure que connaît le Panama au moment des élections, provoquée par la politique américaine de sanctions, ne constitue pas une intervention directe (et illégitime) des États-Unis dans le processus électoral? De plus, il n'est pas étonnant non plus que l'administration ne s'interroge pas sur la nature de l'opération *Panama 4* qui constitue aussi une tentative de fraude par le gouvernement américain. Les 10 millions de dollars dépensés s'avèrent une

⁷⁸ L'éternel et charismatique candidat Arnulfo Arias, qui a été président à trois reprises (pour être à chaque fois évincé du pouvoir avant la fin de son mandat), est décédé en août 1988.

⁷⁹ En anglais, *Dignity Battalions* ou communément appelés les *Dingbats*.

somme colossale dans un petit pays comme le Panama, qui compte environ 2,3 millions d'habitants en 1989. Transposé dans une élection américaine en 1989, il s'agirait d'une somme de plus d'un milliard de dollars, soit au moins deux fois plus que les dépenses combinées de Dukakis et de Bush l'année précédente (Berke, *New York Times*, 27 juin 1991). Bien sûr, le financement électoral en provenance de l'étranger est cependant illégal aux États-Unis.

Devant l'échec de la « stratégie électorale », l'administration Bush annonce alors une série de mesures qui sont en ligne directe avec sa position de fermeté qui débute par le rappel de l'ambassadeur Arthur Davis et la poursuite des sanctions économiques (Scranton, 1991, p. 165). Plusieurs membres du gouvernement demeurent par contre sceptiques à l'égard d'une intervention militaire, notamment le président du comité des chefs d'état-major, William Crowe, et le commandant du SOUTHCOM situé au Panama, le général Frederick Woerner. En dépit de ce scepticisme, Crowe propose tout de même l'envoi d'un contingent de 2 000 à 3 000 soldats supplémentaires au Panama afin d'envoyer un message de fermeté, ce qui est accepté par Cheney, mais refusé par Woerner (Woodward, 1991, p. 87). Crowe propose par la suite l'envoi de forces spéciales, ce qui offrirait davantage de flexibilité sur le terrain au président Bush, surtout en cas de prise d'otages (Woodward, 1991, p. 88). Woerner s'oppose à cette autre mesure, la jugeant contre-productive (tout comme l'envoi d'un contingent de soldats) et susceptible d'envenimer la situation (Woodward, 1991, p. 88). Woerner craint en ce sens que Washington le pousse vers une situation où une opération militaire serait nécessaire et où des confrontations épisodiques entre Américains et FDP seraient montées en épingle. Par ailleurs, le commandant s'inquiète que l'administration réactive une vieille proposition d'Abrams, c'est-à-dire qu'un commando militaire pour capturer Noriega (ce qui expliquerait le déploiement des forces spéciales) et ce, même si les renseignements sont souvent déficients sur le lieu où se trouve Noriega (Woodward, 1991, p. 89). Malgré cette opposition de Woerner, Bush approuve tout de même ces deux propositions le 11 mai dans l'optique de démontrer le sérieux et la fermeté de l'administration (Woodward, 1991, p. 90).

À ces gestes musclés, le président ajoute un appel des plus clairs à un coup d'État. Après avoir rappelé le « vol électoral flagrant », il indique que les « États-Unis soutiennent le peuple panaméen [dans leur quête] de démocratie qu'ils ont clairement articulée lors de l'élection » (Dowd, *New York Times*, 14 mai 1989). Puis, il s'adresse directement aux FDP. La voix populaire ayant été dérobée par Noriega, il incite les FDP « à tout faire pour se débarrasser de Noriega » (Dowd, *New York Times*, 14 mai 1989). Des journalistes soulignent alors que de telles paroles sont susceptibles d'enflammer la situation et d'être interprétées comme un appel à un coup d'État. Bush répond à ce moment qu'il « n'ajouterait aucune incitation à la prudence » et que les mots ont justement pour objectif d'être fermes (Dowd, *New York Times*, 14 mai 1989). Il prend même la peine de mentionner que les FDP ont tous les moyens de se libérer du dictateur. Il affirme que « si les FDP demandent le soutien des États-Unis pour se

débarrasser de Noriega, ils n'en auraient pas besoin. Il est un seul homme et ils sont une force bien entraînée » (Hoffman, *Washington Post*, 14 mai 1989).

L'ensemble de ces mesures est en concordance avec l'articulation de l'identité de Noriega. Un narcodictateur constitue un problème à régler par des mesures fermes. Bush est on ne peut plus clair : « Noriega est le problème. S'il devait s'en aller, nos relations seraient bonnes avec le peuple panaméen et les FDP » (Dowd, *New York Times*, 14 mai 1989). Le fait d'être dépeint comme un « criminel », un « bandit » et un « narcotrafiquant » justifie une série d'actions musclées tout en excluant la négociation. Un tel personnage immonde appelle des gestes exceptionnels comme des incitations à un coup d'État. Un coup d'État est d'autant plus justifié que le manque de légitimité de Noriega ne date par des élections frauduleuses de mai, mais des inculpations judiciaires de février 1988. Dans la même optique, l'administration, malgré les démentis, laisse planer la possibilité d'une invasion en envoyant des renforts militaires tout en donnant un appui à un coup militaire par les FDP. Tacitement, le gouvernement américain laisse croire que l'armée américaine appuierait probablement militairement un changement à la tête du régime. Cependant, ces appels à un coup reviendront hanter l'administration en octobre 1989.

4.5 Le coup d'État avorté d'octobre

Au courant de l'année 1989, Bush reprend là où son prédécesseur avait laissé sur la question de la drogue. Reagan avait effectivement accru la répression face aux consommateurs de drogues et ceux qui en font le commerce avec les *Anti-Drug Abuse Act* de 1986 et de 1988. Bush poursuit dans la même logique de répression en chargeant le Pentagone de la lutte au narcotrafic et en adoptant le *Drug-Free Schools and Communities Act* en 1989 (Marcy, 2010, p. 136; Lindsay-Poland, 2003, p. 112). La réduction de l'offre de narcotiques devient la caractéristique principale de la politique de l'administration Bush. Cette dernière juge que la façon la plus efficace d'altérer la consommation américaine est de s'attaquer à la source même de la production qui se trouve dans les pays de l'Amérique latine. À cet effet, l'exemple le plus frappant est la stratégie des Andes qui vise à enrayer l'offre de narcotiques par la collaboration avec les militaires locaux, la fourniture d'équipements militaires, l'usage d'avions afin de raser chimiquement les cultures des paysans, etc.⁸⁰.

Bush profite justement de son premier discours national télévisé le 5 septembre 1989 pour traiter de la question de la guerre à la drogue. Il y affirme notamment que « nous sommes tous d'accord que la plus grave menace domestique pour notre nation est la drogue » (Bush, 1989). Puis, il exhibe un petit sachet soulignant qu'« il s'agit de crack saisi il y a quelques jours par des agents de la DEA dans un

⁸⁰ Pour plus de détails, Marcy propose un résumé très succinct et pertinent (2010, p. 156-162).

parc l'autre côté de la rue, tout juste à côté de la Maison-Blanche⁸¹ » (Bush, 1989). Il insiste aussi pour dire que dans cette bataille qui « transforme nos villes en zones de guerre et assassine nos enfants », il faut absolument « plus de prisons, plus de cellules, plus de cours de justice et plus de procureurs » (Bush, 1989). Il ajoute enfin que la guerre doit être transposée à l'international, qu'il « nous faut intensifier nos efforts contre les narcotrafiquants dans les hautes mers, dans l'espace aérien international et à nos frontières (Bush, 1989). Il faut par ailleurs poursuivre les « blanchisseurs d'argent » et « puis nous leur passerons les menottes et les enverrons en prison comme n'importe quel trafiquant de rue. Et pour les gros caïds : la peine de mort » (Bush, 1989). Il semble que le discours de la drogue fonctionne puisque les Américains s'intéressent de plus en plus à cette question. Alors que seulement 2 % des Américains jugeaient la drogue comme le problème prioritaire en janvier 1985, ils sont maintenant 38 % en novembre 1989 (Hathaway, 1991, p. 36).

Bien que Noriega ne soit pas mentionné dans ce discours, il est omniprésent. Il est en quelque sorte devenu l'emblème ou le symbole de l'enjeu que constitue la drogue. Il est le visage le plus connu et le plus associé à la lutte à la drogue, avec des « gros caïds » comme le chef du cartel de Medellín Pablo Escobar. À cet effet, les inculpations de février 1988 touchent également Escobar, qui est l'un des coaccusés. De plus, quelques jours auparavant, le numéro deux du département d'État, Lawrence Eagleburger, fait tout pour décrire Noriega comme un « gros caïd ». Il fait état d'une fortune qui se situerait entre 200 et 300 millions de dollars, « qu'il a protégé le cartel de Medellín » et qu'il a transformé le Panama en « un paradis pour les trafiquants de drogues » (Pear, *New York Times*, 1 septembre 1989). Toutefois, lorsqu'il était encore considéré comme un allié en 1986, un membre du gouvernement américain évaluait sa fortune à 16 millions (Dinges, 1990, p. 312). Peu importe, plus que jamais, Noriega est décrit comme un joueur crucial dans le monde de la drogue.

Au cours de ce mois de septembre 1989, des changements pro-invasion se dessinent également au sein de l'administration. En effet, deux des opposants à une invasion américaine, Woerner et Crowe, sont remplacés par des militaires ayant des dispositions différentes. Tout d'abord, le 30 septembre, Maxwell Thurman (dit Mad Max ou Maxatollah, ce qui résume bien ses positions guerrières) remplace Woerner à titre de commandant du SOUTHCOM (Woodward, 1991, p. 104). Il s'agit bien d'un remaniement qui vise à un plus grand activisme du commandement militaire au Panama, puisque Woerner avait annoncé sa volonté de poursuivre son mandat jusqu'à l'été 1991. Toutefois, Woerner est dépeint comme mou et faible, ce à quoi l'administration ne veut pas être associée. Sous son commandement, le SOUTHCOM est surnommé le « *Wimp Command* » (Kempe, 1990, p. 363;

⁸¹ Pour la petite histoire, il semblerait qu'il y avait un trou dans le discours du président, en raison du fait que l'administration croyait être en mesure d'arrêter le très médiatisé Pablo Escobar avant l'énoncé. Cela n'est finalement pas arrivé. Ce faisant, la DEA aurait attiré un trafiquant de crack au parc Lafayette, tout juste à côté de la Maison-Blanche afin de pourvoir à cet espace blanc dans le discours et pour marquer les esprits. Toutefois, ce coup monté a été révélé rapidement par le *Washington Post* causant l'embarras au sein de l'administration (Woodward, 1991, p. 116).

Woodward, 1991, p. 83). À Washington, il est perçu comme pacifiste et son refus de renforts militaires avait été très mal reçu. Dans l'autre cas, Crowe souhaite plutôt quitter ses fonctions de président du comité des chefs d'état-major en raison de l'ambiance au sein de l'administration Bush, où il juge que les décisions militaires sont prises principalement pour des motifs politiques (Woodward, 1991, p. 81-82). Ce dernier s'était notamment opposé à Abrams et à ses velléités guerrières dans l'administration Reagan, et demeurait en général très réticent au recours à la force militaire. Le 1^{er} octobre, il est remplacé par Colin Powell qui montre beaucoup moins de scepticisme quant à la possibilité d'une invasion.

C'est dans ce contexte que survient un coup d'État au Panama en octobre 1989, auquel Powell et Thurman donnent un certain appui. Le 1^{er} octobre, la femme de Moises Giroldi, un membre de la garde rapprochée de Noriega, informe le SOUTHCOM que son mari planifie un coup et demande une aide limitée des Américains (Gilboa, 1995/1996, p. 554). Elle demanderait notamment à ce que les forces américaines bloquent quelques routes par le biais d'exercices militaires⁸² ainsi que de lui offrir à elle-même et à ses enfants la protection à l'ambassade américaine. Le coup a finalement lieu le 3 octobre, les troupes américaines organisent deux exercices militaires afin de bloquer des routes et Noriega est fait prisonnier pendant quelques heures aux mains de Giroldi, qui aurait tenté de le convaincre de renoncer à ses fonctions (Kempe, 1990, p. 382-383; Scranton, 1991, p. 187-188). Finalement, le coup avorte, Noriega ayant réussi à transmettre un message à des troupes lui étant fidèles et qui attaquent le quartier général des FDP où il est détenu.

Bien que Powell et Thurman semblent très sceptiques et jugent ce coup très mal organisé (il est d'ailleurs retardé par deux fois), ils participent tout de même à celui-ci. En dépit des doutes sur l'organisateur du coup (Giroldi semblait être l'un des officiers les plus loyaux à Noriega puisqu'il avait été un élément central dans l'échec du coup de mars 1988), les forces américaines mettent en branle ces deux exercices militaires avec pour objectif d'empêcher les renforts de se rendre au quartier général des FDP. Cette aide tiède est apparemment motivée par le fait que Thurman craint que ce coup ne soit qu'un piège organisé par le régime et destiné à le délégitimer dès son entrée en fonction

⁸² En fait, il existe un certain flou quant aux demandes qui ont été réellement formulées. À la suite de l'échec du coup, la femme de Giroldi a accusé les militaires américains d'avoir failli à la tâche. Elle affirme avoir expressément demandé de bloquer tous les accès au quartier général des FDP où Noriega était détenu, ce qui aurait empêché les renforts d'arriver (ceux-ci sont finalement arrivés par le pont des Amériques tout juste à côté du quartier général des FDP). Elle soutient aussi avoir demandé aux Américains de survoler trois aéroports (Chiriquí, Paitilla et Tocumen) afin d'intimider les forces panaméennes et d'ultimement clouer les renforts au sol. Cela revêt d'ailleurs une grande importance puisque des troupes fidèles (les soldats de la 7^e Compagnie des fusiliers, connus sous le nom des *Machos Del Monte*, entraînés par Cuba et parmi les plus loyaux au régime) sont arrivées par transports aériens. Pour plus de détails, le lecteur peut consulter Kempe (1990, p. 369-397, et particulièrement p. 369-376) dont la version du coup d'octobre s'appuie largement sur le témoignage de la femme de Giroldi. Néanmoins, il est probable que les autorités américaines n'aient pas voulu bloquer le pont des Amériques en raison de la proximité avec le quartier général des FDP. Une telle démonstration aurait démontré clairement la participation américaine au coup.

(Kempe, 1990, p. 380)⁸³. Pis, il semble également que les rebelles aient offert Noriega aux autorités américaines et que le SOUTHCOM ait décliné l'offre puisque Thurman était toujours convaincu qu'il s'agissait d'un piège (Kempe, 1990, p. 389-390; Buckley, 1991, p. 203). Évidemment, l'administration Bush a catégoriquement réfuté ces allégations à la suite du coup (Kempe, 1990, p. 390).

Dès lors, l'administration se voit sévèrement critiquée pour l'apparente disparité entre sa rhétorique (les appels répétés à un coup d'État) et le peu d'actions prises lorsque la possibilité s'est présentée. En premier lieu, l'administration explique qu'elle n'a aucunement participé à ce coup. Le porte-parole de la Maison-Blanche, Marlin Fitzwater, mentionne que personne n'était au courant : « nous ne savions pas ce qui se passait; nous n'avions pas de communication directe avec les leaders du coup; nous n'avions aucune connaissance de leurs plans et de leurs intentions » (Buckley, 1991, p. 212). Pourtant, très rapidement la participation américaine est révélée, notamment lors d'une audience sénatoriale, le 5 octobre, organisée par Jesse Helms où les événements sont en partie retracés (Buckley, 1991, p. 213). L'administration est forcée d'admettre sa participation.

Durant une période de deux semaines, la crédibilité du président et de son équipe est mise en doute de manière très virulente (Scranton, 1991, p. 191). Des sénateurs dénoncent avec vigueur la mollesse de l'exécutif. Le sénateur David Boren mentionne la faillite de l'engagement américain lorsqu'il affirme : « ici vous avez le brave peuple du Panama [...] essayant de se débarrasser d'un trafiquant de drogues et d'un bandit qui a pris le contrôle de leur pays » et une fois que nous avons appelé à un coup, « c'est complètement ridicule, avec toute notre force [...] de laisser ce peuple échouer » (Scranton, 1991, p. 189). Jesse Helms dénote les mêmes éléments en faisant référence à l'équipe de Bush comme des « *Keystone Cops* », ces célèbres policiers incompetents apparaissant dans des films burlesques du cinéma muet (Woodward, 1991, p. 127). Le sénateur Sam Nunn n'est guère plus tendre et argue que les actions ne suivent pas les paroles. Il soutient : « nous avons, depuis longtemps, une politique au Panama qui vise à encourager un coup [...], nous devrions anticiper que notre politique pourrait réussir » (Scranton, 1991, p. 189). Il se demande alors où étaient les plans et les scénarios prévus et pourquoi l'administration a traité ce coup avec une telle complaisance ? Le représentant Dave McCurdy indique quant à lui qu'« hier a fait paraître Jimmy Carter comme un homme déterminé. Il y a une résurgence du facteur mauviette (*wimp factor*) » (Woodward, 1991, p. 127). L'influent commentateur conservateur George Will du *Washington Post* est lui aussi très dur. Le titre de son éditorial résume assez bien le message : « Une présidence qui n'est pas sérieuse », alors que d'autres membres des médias font des comparaisons avec la baie des Cochons et la prise des otages à Téhéran (Woodward, 1991, p. 127). Quant à lui, le candidat au poste de vice-président, Ricardo Arias Calderón, résume un peu les critiques : « un chien qui jappe est mieux d'être capable de mordre, ou il devrait plutôt se la fermer » (Scranton, 1991, 191).

⁸³ Pour plus de détails sur cette version, on peut consulter Woodward (1991, p. 119-126) et Gilboa (1995/1996, p. 555-557).

Ces critiques interpellent directement le président lui-même et rappellent les attaques qu'il avait subies lors de la campagne de 1988. Alors que sa crédibilité était remise en question par un Noriega qui semblait le manipuler, Bush en avait profité pour prendre une position très dure à l'égard du régime panaméen. À partir de ce moment, le candidat avait engagé son éventuelle administration sur la voie d'une politique de confrontation avec Noriega. Encore une fois, l'échec du coup d'État teste la crédibilité présidentielle. Au Panama, Noriega exhibe son apparente force renouvelée. Dans un élan lyrique, il juge n'avoir jamais été effrayé. Lorsque les rebelles lui auraient ordonné de démissionner, il soutient leur avoir rétorqué (et cela vaut pour tous les prochains traîtres) : « vous devrez me tuer d'abord » (Buckley, 1991, p. 209). Soulignant que la participation américaine au coup changeait la donne et que « nous sommes maintenant en état de siège », il est maintenant nécessaire d'adopter des mesures exceptionnelles (Buckley, 1991, p. 209). Décivant sa nouvelle politique, il déclare : « des balles pour mes ennemis, des racles pour les indécis et de l'argent pour mes amis » (Scranton, 1991, p. 192).

Devant cette position de force de Noriega, Bush apparaît comme faible dans cette comparaison. Trop mou, trop prudent, trop indécis ou pas assez viril, la comparaison n'est guère flatteuse pour le président américain. Il est clair que l'administration ne peut plus se permettre un autre événement qui serait perçu comme un faux pas. Un point de presse est l'occasion de constater que la position du gouvernement a passablement changé quelques jours après le coup raté. À la question d'un journaliste sur le recours à la force militaire au Panama, le président confirme qu'il n'hésiterait pas à l'utiliser de « manière prudente, donc en d'autres mots, je n'exclus pas indéfiniment l'usage de la force » (Buckley, 1991, p. 217). En privé, avec ses conseillers, le message est très clair et confirme que Bush sent sa crédibilité interpellée. Il leur confie que « l'heure de l'amateurisme est terminée » (Woodward, 1991, p. 128). À partir de ce moment, les deux nouveaux militaires nommés par le président, Powell et Thurman, sont chargés de développer des plans militaires plus adaptés à une invasion sous l'appellation *Blue Spoon*⁸⁴ (Scranton, 1991, p. 195-196). Bref, un narcodictateur qui incarne l'enjeu le plus important de l'administration constitue un problème à régler. Lorsqu'il semble défier directement les États-Unis et plus particulièrement la crédibilité du président, une action militaire devient nécessaire et justifiée.

4.6 Une invasion à la recherche d'un motif raisonnable

À la suite des événements d'octobre, l'administration Bush opte pour une opération militaire et des hauts gradés militaires sont chargés de concocter diverses possibilités d'intervention. Tout ce dont le gouvernement américain a besoin est d'un motif pour justifier l'invasion. Or, rien ne vaut une agression pour justifier une guerre dite défensive ou de réaction.

⁸⁴ Une autre opération clandestine est aussi tentée sous le nom de *Panama 5* et il se pourrait qu'il s'agit d'encourager un autre coup d'État ou une opération des forces spéciales pour capturer Noriega. Pour les quelques détails connus de *Panama 5*, le lecteur peut consulter Scranton (1991, p. 195).

L'administration semble trouver chaussure à son pied lors des événements de la mi-décembre 1989⁸⁵. Le 15 décembre, un soldat américain en civil, le lieutenant Robert Paz, est atteint mortellement par un tir des FDP après que son véhicule ait fait fi d'un point de contrôle alors qu'il se trouvait avec trois autres soldats (eux aussi en civils). Un officier de la marine et sa femme, qui ont été témoins de la scène, sont par la suite amenés en détention. Cette dernière est d'ailleurs menacée de viol alors que son mari est battu. Selon la version de l'administration, une rencontre est alors tenue le 17 décembre, regroupant le président Bush, Powell, le conseiller à la sécurité nationale Brent Scowcroft, l'assistant au conseiller à la sécurité nationale Robert Gates, le directeur des opérations du comité des états-majors le général Thomas W. Kelly, le vice-président Dan Quayle, le secrétaire à la Défense Dick Cheney, le secrétaire d'État James Baker et le chef de cabinet John Sununu. Le groupe décide unanimement en faveur d'une invasion. Dans la nuit du 19 au 20 décembre, l'invasion américaine de l'isthme panaméen débute sous le nom de code *Just Cause* (qui a remplacé le moins rassembleur *Blue Spoon*). Avec 22 500 militaires américains (opposé à 4 000 membres des FDP), il s'agit de la plus grande opération militaire depuis la guerre du Vietnam (Crandall, 2006, p. 171). Bush déclare alors que les États-Unis n'ont eu d'autre choix que d'intervenir « pour protéger les vies américaines, pour défendre la démocratie au Panama, pour combattre le trafic de drogues et » pour assurer la protection du canal de Panama. Il annonce également que le candidat Endara défait aux élections de mai est le nouveau président du pays.

Les raisons évoquées par Bush semblent pourtant loin d'être exactes. D'une part, l'argument de la protection des vies américaines apparaît douteux. Avec une seule victime américaine (et le peu de victimes panaméennes) au courant des années 1980, le Panama est loin des régimes meurtriers, et alliés de Washington, que sont le Salvador ou le Guatemala par exemple. Malgré que des Américains soient morts aux mains de ces régimes, aucune intervention militaire américaine n'a été déclenchée. En fait, il convient même de se poser des questions sur cette supposée « agression » des FDP. Qu'est-ce que faisait le lieutenant Paz et ses collègues militaires tout près du quartier général des FDP? Comme le souligne William Blum, un article du *Los Angeles Times* détermine, un an après les faits, que l'événement n'était pas une agression non provoquée. Il s'inscrivait plutôt dans une tendance où de nombreux groupes de soldats testaient les points de contrôle tenus par les FDP en roulant en direction de ceux-ci et en refusant de s'arrêter ou bien en s'éloignant brusquement (Blum, 2004, p. 310). Le soir de l'événement, les officiers se sont rendus à un point de contrôle sensible et lorsque les officiers panaméens leur ont demandé de quitter leur voiture, les soldats américains ont levé leurs majeurs, crié des obscénités et se sont enfuis (Blum, 2004, p. 310).

⁸⁵ Le paragraphe est tiré de Scranton (1991, p. 198-203) sauf en cas d'indication contraire.

Par ailleurs, toute une dynamique de provocation de la part des forces américaines était en marche depuis les événements d'octobre. Selon un soldat, en novembre, une unité avait pour mission de provoquer délibérément une patrouille des FDP et de s'introduire dans des installations sans avis préalable (Cramer, 2006, p. 190). De plus, à la suite de l'échec du coup, les soldats américains multipliaient les exercices militaires afin que le régime ne sache pas quelles étaient les cibles et pour abaisser sa garde au moment d'une invasion (Cramer, 2006, p. 190). Il est également possible que le lieutenant Paz et les soldats qui l'accompagnaient n'étaient pas là par pur hasard ou pour provoquer les FDP. Il se peut qu'ils fussent justement chargés d'aller faire de la reconnaissance près du quartier général des forces du régime panaméen (Cramer, 2006, p. 191).

Au-delà de ces considérations, les autres raisons avancées par le président ne sont guère plus crédibles. En ce qui concerne la « défense de la démocratie » panaméenne, ce motif est profondément cynique. En 1984, les États-Unis ont reconnu avec enthousiasme un président élu frauduleusement (Barletta), le jugeant préférable à Arnulfo Arias. Arias avait d'ailleurs été évincé de son poste de président, en 1968, avec l'appui du gouvernement américain. Enfin, l'argument de la protection du canal est ironique puisque jamais le régime Noriega n'a menacé l'accès à la voie maritime. En fait, c'est au moment de l'invasion que le canal a été fermé pour une journée, ce qui n'était jamais arrivé dans l'histoire panaméenne.

Des raisons évoquées, il reste la volonté de mettre un terme au narcotrafic et au blanchiment d'argent qui a lieu au Panama. Or, les États-Unis savaient depuis longtemps que Noriega trempait dans des affaires louches et ils ont choisi délibérément d'en faire abstraction. Sans compter le fait que de nombreux membres du gouvernement Endara, mis en place par les États-Unis après l'invasion, faisaient partie de la plus grande banque panaméenne accusée de blanchir l'argent des cartels (Chomsky, 1992, p. 154). Endara lui-même travaillait au sein de cette institution qui a pu poursuivre ses activités (Chomsky, 1992, p. 154).

Ce n'est donc pas tant le narcotrafic qui a lieu au Panama que la présence d'un trafiquant de drogues à la tête du pays qui pose problème. En d'autres mots, ce qui rend la situation problématique, c'est la présence même de Noriega dont l'identité a été articulée comme un trafiquant de drogues. Cela rend tout simplement sa présence intolérable. Le registre de significations de la guerre à la drogue appelle à toute une série de mesure liée à la répression. Noriega devient de plus en plus gênant (puisque'il est le symbole de l'enjeu) alors que l'administration fait de la guerre à la drogue une de ses priorités. C'est d'autant plus vrai que sa seule présence à la tête de l'État panaméen devient un test de crédibilité pour le président et son administration.

La question devient en quelque sorte personnelle et aucun compromis n'est acceptable. Ainsi, lorsqu'un représentant du Congrès américain demande à Lawrence Eagleburger, avant que l'invasion ne se produise, s'il est possible que son administration accepte un asile de Noriega en Espagne ou tout simplement une retraite au Panama, il juge cela complètement inacceptable. Eagleburger répond agressivement qu'« il n'y aura pas de compromis. Il ne va nulle part, à moins que ce ne soit aux États-Unis » (Kempe, 1990, p. 395). En ce sens, il est impensable de reprendre la stratégie de l'administration Reagan où l'on négociait avec Noriega en lui faisant miroiter la possibilité d'annuler les inculpations judiciaires en échange de son départ. Noriega est devenu trop important et il est dépeint comme un criminel; il ne peut pas aller ailleurs que dans une prison américaine⁸⁶. De la même façon, tout juste après l'invasion, Bush confie que l'affaire prend en quelque sorte une dimension personnelle qui touche sa crédibilité. Il soutient avoir l'impression que Noriega « lui faisait un pied de nez⁸⁷ » (Dowd, *New York Times*, 24 décembre 1989). Noriega constitue l'enjeu et le président Bush le reconnaît de manière candide lors d'une période de questions. À un journaliste qui lui demande : « est-ce que cela a valu la peine d'envoyer des personnes à la mort pour cela? Pour capturer Noriega? » Bush rétorque que « chaque vie humaine est précieuse, et pourtant, je dois répondre, oui, cela en a valu la peine » (Blum, 2004, p. 305). En somme, l'invasion se transforme en une véritable chasse à l'homme qui prend fin lorsque Noriega sort de son refuge au sein du nonce apostolique (c'est-à-dire l'évêque en charge de représenter diplomatiquement le pape au Panama, ce qui lui donnait une immunité) et que les autorités américaines lui passent les menottes⁸⁸.

4.7 Conclusion

En décembre 1989, une guerre est jugée nécessaire pour se débarrasser de l'allié panaméen d'autrefois. Alors que quelques années auparavant, Noriega était dépeint comme un partenaire utile dans la lutte anticomuniste, il est devenu un paria dont l'identité est étroitement liée à la question de

⁸⁶ Bush adopte aussi un ton qui lui permet de démontrer une certaine virilité par rapport au machisme de Noriega qui faisait mal paraître le président (la comparaison donnait en quelque sorte l'impression que Noriega était masculin et puissant, alors que Bush paraissait comme mou, mauvette et efféminé). Ainsi, lorsqu'il justifie l'invasion, Bush envoie un message de masculinité, de défense de la femme et de personnalisation de l'enjeu panaméen. Il affirme que les forces panaméennes « sous son commandement [le commandement de Noriega] ont tiré et tué un militaire américain sans arme; ont blessé un autre; ont arrêté et brutalement battu un troisième militaire américain; et enfin, ont brutalement interrogé sa femme, la menaçant d'abus sexuels. C'en était assez » (Weber, 1998, p. 156). Ce ne sont pas seulement des membres des FDP qui ont commis ces actions, mais Bush donne l'impression qu'il s'agit presque d'un ordre de Noriega (ou qu'à tout le moins il en est complice). De plus, Bush soutient qu'ultimement, la menace d'abus sexuels a dépassé la limite de ce qu'il pouvait accepter et qu'il se devait d'intervenir pour protéger la femme.

⁸⁷ Mouvement consistant à mettre son pouce sur son nez tout en agitant les autres doigts en signe de moquerie et de dérision.

⁸⁸ Le traitement médiatique de l'invasion est également axé sur cette chasse à l'homme, pour une telle analyse voir Lindsay-Poland (2003, p. 119-120). D'ailleurs, la guerre dure du 20 décembre au 6 janvier, mais dans les faits, la capitulation des FDP est acquise dès les 48 premières heures. C'est plutôt le fait que Noriega ne soit pas capturé initialement qui donne encore plus de sens à cette chasse à l'homme. L'armée américaine constitue non pas seulement une puissance d'invasion, mais une force qui doit traquer un « trafiquant de drogues inculpé » (Weber, 1995, p. 104).

la drogue. Dans cette troisième phase identitaire, un discours datant de son inculpation judiciaire par des tribunaux floridiens, en février 1988, le décrit de plus en plus comme un narcotrafiquant.

Le discours des dirigeants américains qui lie Noriega au narcotrafic apporte son lot de conséquences. Cette représentation de Noriega l'inscrit dans un registre de significations relié à la guerre à la drogue qui justifie une répression croissante des consommateurs et des commerçants de narcotiques. Cette guerre à la drogue présente d'ailleurs les substances illicites comme une menace importante pour les États-Unis. Les conséquences pour la politique étrangère américaine sont que certaines actions apparaissent légitimes et que d'autres sont à proscrire. Ainsi, il devient impensable de négocier avec Noriega alors que des mesures plus musclées (mesures qui culminent par une invasion militaire) semblent acceptables. C'est d'autant plus vrai que la crédibilité américaine est interpellée par l'enjeu Noriega, justifiant encore davantage une prise de position encore plus musclée.

Toutefois, cette question de la drogue mérite que nous nous penchions sur la participation de Noriega au narcotrafic. Il ne semble pas faire de doute que le salaire de Noriega ne lui aurait pas permis d'avoir une fortune importante susceptible de le voir posséder deux riches demeures au Panama et une dans le sud de la France (Hersh, *New York Times*, 12 juin 1986). Pas plus qu'il ne lui aurait été possible de payer ses avocats dans ses procès aux États-Unis avec son salaire de commandant des FDP. Il y a donc consensus autour du fait que le dictateur panaméen a obtenu une quantité importante de revenus de manières illégales. Néanmoins, il n'y en a pas autant sur la provenance de ces sommes et sur la quantité de celles-ci. Il existe deux positions à cet égard. D'une part, la position du gouvernement américain, étayée pour la première fois à travers l'article de Seymour Hersh, dans une parution de juin du *New York Times*, selon laquelle la fortune considérable de Noriega est le fruit du trafic de drogues, du blanchiment d'argent et de la distribution clandestine d'armements (Hersh, *New York Times*, 12 juin 1986). Cette position de Noriega comme étant un joueur très important du narcotrafic est adoptée par Frederick Kempe dans *Divorcing the Dictator* (Kempe, 1990). Dans cette optique, sa participation à plusieurs opérations à l'encontre des narcotrafiquants s'explique par la nécessité de ne pas attirer l'attention sur ses propres activités dans le domaine de la drogue (Marcy, 2010, p. 149). Certains soutenant même que Noriega aurait agi de la sorte afin d'éliminer des compétiteurs du cartel de Medellín avec lequel il entretenait des liens (Marcy, 2010, p. 149). Il s'agit également de la version américaine officielle au moment où Noriega est dépeint comme un problème important.

Or, cette version se heurte à un problème. Alors qu'il était encore considéré comme un allié en 1986, un membre du gouvernement américain évaluait sa fortune à 16 millions, alors qu'en 1989, le secrétaire d'État adjoint Lawrence Eagleburger la plaçait à 300 millions (Dinges, 1990, p. 312). Au bas mot, il s'agit d'un mensonge flagrant soit en 1986 ou 1989, ou encore, il s'agit d'une fabrication politique afin de justifier une politique étrangère visant au renversement d'un régime. Notre position à ce sujet

rejoint plus celle de John Dinges. En fait, dans l'ensemble de son enquête fortement documentée, il n'a trouvé que peu de preuves du narcotrafic de Noriega. Au maximum, Noriega aurait tiré 10 à 15 millions en revenus de la drogue, ce qui est une somme importante, mais peu en comparaison aux « grands joueurs » milliardaires de l'Amérique latine⁸⁹ (Dinges, 1990, p. 312). Selon cette thèse, Noriega aurait trempé dans les affaires de drogues au début des années 1980 (pour une certaine période) pour ensuite collaborer davantage avec la *Drug Enforcement Administration* (DEA) (Dinges, 1990, p. 312). D'ailleurs, les membres du gouvernement consultés par Seymour Hersh reconnaissent que Noriega s'était éloigné du trafic de narcotiques sous la pression américaine pour s'enrichir dans d'autres activités illicites (Hersh, *New York Times*, 12 juin 1986). Enfin, la condamnation de Noriega aux États-Unis dans les années 1990 repose justement sur des chefs d'accusations durant la période de 1981 à 1984 avec pour seule exception un incident survenu en 1986 (Lindsay-Poland, 2003, p. 111; Blum, 2004, p. 308).

Cette participation ne doit pas être prise à la légère, pas plus qu'elle n'est justifiée. Il ne faut pas négliger le fait que Noriega a bénéficié du commerce de narcotiques, en demandant notamment des paiements pour le transport de la drogue au Panama. Toutefois, la richesse de Noriega, celle qui lui a permis un train de vie luxueux et des possessions à travers le monde, ne peuvent s'expliquer par cette participation. Noriega aurait plutôt tiré sa richesse, qui s'avère difficilement chiffrable, de la même façon que la plupart des dictateurs, monarques et despotes, soit par la corruption du régime qu'il dirigeait. En ce sens, il s'est probablement enrichi un peu à la façon de Roberto Díaz Herrera qui s'est accaparé des revenus supplémentaires en profitant de la corruption pour extorquer des sommes aux demandeurs cubains de visas, comme nous l'avons déjà évoqué auparavant.

⁸⁹ Pensons notamment aux fortunes milliardaires émanant des cartels de Medellín et de Cali.

CONCLUSION

Tout au long de ce mémoire, nous avons pu constater le revirement complet de la représentation de Noriega, qui est passé du statut d'allié à celui d'ennemi nécessitant une invasion militaire. Cette représentation est intimement liée à la façon dont la politique étrangère américaine est formulée. De l'identité conférée au dictateur panaméen émerge des actions possibles, alors que d'autres sont proscrites. Dans un premier temps, Noriega est décrit par les dirigeants américains comme un allié utile dans la lutte anticommuniste. Cette représentation amène toute une série de significations préexistantes. Celles-ci se trouvent dans ce que nous avons appelé un registre de significations associé à la guerre froide. Celui-ci constitue un construit social qui lie différentes idées dans un tout apparaissant logique et naturel. Ainsi, d'un point de vue américain, ce registre attribue à l'URSS une identité et un rôle. L'Union soviétique est motivée par une volonté inaltérable de conquête mondiale et de fomentation de foyers révolutionnaires, tout en ayant recours aux moyens les plus « barbares » s'il le faut. À l'opposé, les États-Unis se voient nécessairement obligés de prendre le rôle de « leader du monde libre » afin de le défendre. Dans ce monde hiérarchisé où la lutte est existentielle, la bataille est menée à travers le globe et d'autres acteurs sont présentés comme des alliés ou des ennemis. C'est dans la première catégorie que s'inscrit Noriega, notamment dans la région centre-américaine, où les États-Unis sont aux prises avec divers ennemis (les sandinistes, la guérilla révolutionnaire du Salvador, l'opposition au régime guatémaltèque, etc.).

Ce faisant, Noriega est perçu comme un dictateur utile dont la contribution est nécessaire. Le gouvernement américain sollicite à plusieurs reprises sa collaboration, notamment en ce qui concerne le cas obsessionnel du Nicaragua. Noriega en répondant favorablement à ces requêtes, renforce la représentation d'allié utile dans la lutte anticommuniste. Par le fait même, cette identité amène une certaine tolérance par rapport aux comportements irritants du dirigeant (répression d'opposants, narcotrafic, relation avec Cuba, etc.). La nécessité de la lutte au communisme en Amérique centrale justifie de fermer les yeux sur ces quelques actions « désagréables ».

Toutefois, vers la fin de l'année 1986 et le début de 1987, l'identité de Noriega est en processus progressif de ré-articulation. La représentation américaine se transforme peu à peu à la faveur du scandale Iran-Contra et de la contestation domestique dont il fait l'objet. Ne pouvant plus soutenir les *Contras*, Noriega est de moins en moins défini comme un allié anticommuniste et les « irritants »

d'autrefois deviennent les caractéristiques principales de son identité. Le dirigeant panaméen est alors dépeint comme un dictateur nuisible. Son caractère dictatorial et la répression qu'il exerce sur les opposants politiques deviennent plus difficilement justifiables. Pour autant, il n'est pas considéré comme une menace par l'administration Reagan (d'où cette notion de « nuisible »). Par ailleurs, il est de plus en plus comparé au dictateur déchu des Philippines, Ferdinand Marcos.

Encore une fois, la politique étrangère découle de cette représentation discursive. Celle-ci est marquée par un manque de conviction et par un intérêt mitigé pour la question panaméenne (en conformité avec le fait qu'il soit considéré comme une « nuisance » plutôt qu'un « problème »). Le gouvernement américain souhaite son départ sans consacrer une grande quantité d'énergie à cet objectif. Des sanctions économiques et des négociations sont alors mises en place. Ces solutions sont justement importées du précédent succès de l'administration lors du départ de Marcos aux Philippines.

Cependant, l'identité de Noriega est altérée par la représentation d'autres acteurs américains, principalement des membres du Congrès et les campagnes présidentielles de Bush et du démocrate Michael Dukakis. À la suite des inculpations judiciaires américaines de février 1988 à l'endroit de Noriega, ces acteurs articulent l'identité de Noriega autour de l'image du trafiquant de drogues. Cette représentation appelle à tout un registre de significations que nous avons assimilé à la guerre à la drogue. Ce registre est largement axé sur les notions de répressions des criminels (les consommateurs et les commerçants de narcotiques) et sur la menace que la drogue pose à la société américaine. Noriega n'est plus un dirigeant d'État, mais plutôt un simple criminel et un trafiquant de drogues.

L'identité conférée à Noriega réoriente la politique étrangère américaine une nouvelle fois. En définissant celui-ci comme étant principalement un narcotrafiquant, il est alors perçu comme un problème qui doit être réglé. Par contre, cette résolution ne peut pas être le fruit d'une négociation quelconque, puisqu'il est hors de question d'accommoder ou de discuter avec un criminel. Cette représentation appelle par conséquent à diverses mesures plus musclées, dont la poursuite des sanctions économiques, les opérations clandestines, les appels à des coups d'État et, ultimement, l'invasion militaire.

Cette représentation de Noriega tend aussi à défier la crédibilité de l'administration américaine et plus particulièrement celle de Bush. À deux moments clés, Bush et son équipe semblent confrontés au test de crédibilité que s'avère être Noriega. Dans un premier temps, en 1988, alors qu'il fait ardemment campagne sur les thématiques de la lutte à la criminalité et sur son expérience dans la lutte à la drogue, Noriega vient s'immiscer dans le débat. Bush et son groupe de conseillers se voient forcer de réagir à la possible annulation des inculpations judiciaires par l'administration Reagan en échange du

départ du dictateur. Afin d'être conséquent avec ses positions antérieures sur la question de la drogue, le candidat s'oppose pour la première fois à Reagan et tente de protéger sa crédibilité.

Dans un deuxième temps, les événements du coup d'État raté d'octobre 1989 amènent un autre test de crédibilité. À cette période, la drogue est à nouveau un enjeu considérable, Noriega est devenu un symbole phare de cette question et l'administration a appelé à un coup d'État au Panama pour se débarrasser du gênant dictateur. Un coup survient alors au sein des FDP avec le soutien américain. Néanmoins, il se conclut par un échec pour lequel l'administration est sévèrement critiquée et où elle apparaît faible et désarmée. La crédibilité de l'administration (et de Bush lui-même) est encore une fois mise à l'épreuve. À partir de ce moment, afin de répondre à cette image de faiblesse, les plans militaires sont retravaillés pour permettre une invasion qui survient en décembre 1989.

5.1 Les conséquences de l'invasion

Jusqu'à maintenant, nous avons fait état des conséquences de la politique étrangère américaine tout au long de la période étudiée. Il n'a pas encore été question de celles concernant l'invasion du Panama et il nous apparaît impossible d'éviter ce sujet avant de conclure ce mémoire. Évidemment, le nombre de morts panaméens est incomparable avec celui du côté américain (314 soldats tués et 124 blessés) (Scranton, 1991, p. 204). Ce n'est guère surprenant lorsque la première puissance mondiale s'attaque à un État plus petit que la Caroline du Sud et dont les forces armées sont moins nombreuses que la police de New York. Ça l'est encore moins si la nature des FDP est prise en compte. Conformément aux traités du canal de Panama, l'isthme n'a tout simplement pas le droit d'avoir une armée régulière. Malgré tous les efforts de Noriega pour professionnaliser les FDP, celles-ci demeurent sans aviation et sans équipement antiaérien. Son personnel est évalué de 15 à 16 000 individus, dont la plupart ont des fonctions policières. En fait, les forces se rapprochant d'unités militaires sont environ de trois à 4 000 personnes (Independent Commission, 1991, p. 28). Cela n'a toutefois pas empêché les États-Unis d'utiliser leurs nouveaux bombardiers furtifs F-117A lors de l'invasion (dans ce qui a l'apparence d'un test de nouvel équipement militaire). Réputés pour leur « précision », ils ont cependant complètement raté leurs cibles par environ 300 mètres dans des quartiers densément peuplés (Lindsay-Poland, 2003, p. 108).

Quoi qu'il en soit, les chiffres concernant les pertes panaméennes sont beaucoup plus élevés que du côté américain. Alors que les autorités américaines ont rapporté le chiffre de 516 morts et de 3 000 blessés, les décomptes successifs et indépendants ont multiplié ce nombre (Independent Commission, 1991, p. 40). Le nombre exact ne sera probablement jamais connu en raison du fameux « brouillard de la guerre », mais aussi en raison des tombeaux de masse conçus par les forces américaines pour enterrer les corps panaméens (afin de prévenir les maladies et possiblement de cacher le nombre de

victimés). Toutefois, selon *The Independent Commission of Inquiry on the U.S. Invasion of Panama* mené par l'ex-procureur général américain Ramsey Clark, le nombre de morts se situe davantage entre 3 000 et 4 000 (Independent Commission, 1991, p. 34). Les églises catholique et épiscopale évaluent quant à elles le nombre de victimes à environ 3 000 (Chomsky, 1991, p. 164). Enfin, une délégation conjointe entre la Commission centre-américaine des droits humains (CODEHUCA) basée au Costa Rica et la Commission panaméenne des droits humains (CONADEHUPA) propose le nombre de 2 000 à 3 000 morts, estimation qu'elles jugent « conservatrice » (Chomsky, 1991, p. 164).

Par ailleurs, comme dans la plupart des guerres, les plus démunis font souvent davantage les frais des conflits. L'invasion du Panama n'échappe pas à cette tendance. Le quartier populaire d'El Chorrillo a été complètement rasé par des incendies qui ont fait rage lors de la première nuit de l'opération. Ces incendies et les ravages de la guerre ont créé de 13 000 à 15 000 réfugiés panaméens (Chomsky, 1991, p. 165). De plus, l'arrivée de la garde nationale au pouvoir avait aussi permis l'ascension sociale, notamment par le biais des forces de défense, des minorités « racialisées ». Sans surprise, ces minorités constituent de manière disproportionnée des victimes de la guerre.

Certains ont cependant souligné que cette guerre avait tout de même un côté positif, puisqu'elle a permis l'instauration de la démocratie dans le pays (Crandall, 2006, p. 216-217). Tout d'abord, il convient de mentionner que la politique étrangère des États-Unis avait justement contribué à la dictature au Panama. Le gouvernement américain avait favorisé, en 1968 et en 1984, un coup d'État contre un dirigeant démocratique élu et une fraude électorale. Le gouvernement américain s'était rendu quelque peu ridicule lorsqu'il avait reconnu comme gouvernement panaméen en exil le président Éric Arturo Delvalle, alors qu'il avait été nommé par les FDP sans mandat démocratique. Deuxièmement, de quelle démocratie est-il question? Une démocratie se limite-t-elle à des dirigeants élus ou plutôt à une société civile vibrante, des contre-pouvoirs, etc.? Il est tout aussi questionnable de juger comme démocratique un président assermenté sur une base militaire américaine et dont la condition de base de prise de pouvoir est de demander une invasion américaine. Bref, l'argument de la démocratie nous apparaît ténu.

Il nous semble également profondément ironique que des auteurs et les politiciens de l'administration américaine tentent de présenter l'invasion comme une aide fournie au peuple panaméen. La politique étrangère américaine depuis Reagan jusqu'à l'invasion a eu des conséquences désastreuses pour la population panaméenne. En partie en raison de celle-ci, la population panaméenne a été privée de dirigeants élus. Le soutien à la dictature a alimenté la répression de militants de l'opposition, l'arrestation de contestataires, la fermeture de journaux, etc. La politique étrangère américaine a créé des conditions favorables aux fraudes, aux détournements de fonds et à la corruption qui ont enrichi l'élite politique et militaire (dont des dirigeants comme Noriega et Roberto Diaz Herrera). Les

ressources gouvernementales panaméennes et le territoire du Panama ont aussi servi à alimenter des politiques meurtrières partout en Amérique centrale, notamment au Nicaragua et au Salvador. Néanmoins, lorsque le gouvernement américain a décidé qu'il fallait se débarrasser de Noriega, la population panaméenne a de nouveau écopé. Elle a subi les pénuries, le chômage et, pour plusieurs, le basculement dans la pauvreté au moment des sanctions économiques imposées par Washington. Enfin, elle a été frappée de plein fouet par la puissance de feu américaine lors de l'invasion.

5.2 Réflexions normatives et théoriques

Ce travail n'a pas été écrit par un Panaméen. L'auteur n'a pas été frappé par les conséquences de la politique étrangère américaine dans l'isthme centre-américain. Nous (ou notre famille) n'avons pas éprouvé l'appui à une fraude électorale, fait les frais des sanctions économiques qui ont bouleversé le pays, perdu notre demeure lors d'une invasion militaire ou connu la mort d'un proche durant l'opération militaire américaine. Nous n'avons pas été touchés de près ou de loin par celle-ci. Si cela avait été le cas, ce mémoire aurait fort probablement été largement différent de celui que vous avez lu.

Précédemment, nous avons mentionné que nous croyons que la connaissance produite est nécessairement influencée par la normativité de l'auteur (l'époque à laquelle il appartient, tout comme la société dans laquelle il vit, sa classe sociale, *etc.*). Cette réalité n'échappe pas au présent mémoire et au rédacteur de ces lignes. Nous avons tenté tant bien que mal de produire un travail rendant justice à la réalité que nous avons observée dans le cas de la politique étrangère américaine au Panama. Consciemment, nous avons adopté une posture critique par rapport à cette politique étrangère et à la représentation d'un acteur, Noriega, qui l'a rendue possible. Comme l'écrit Howard Zinn à propos de sa vision du rôle de l'historien : « dans un monde de conflits, dans un monde de victimes et de bourreaux, [...] [c'est le travail des historiens] de ne pas être du côté des bourreaux » (Zinn, 2005, p. 10). À notre avis, cet énoncé s'applique tout autant à la science politique et c'est à cette enseigne que nous logeons⁹⁰. À tout le moins, le lecteur en est avisé. Ce faisant, nous espérons avoir réussi à faire ressortir, à la fois le discours qui a permis cette politique, mais aussi une critique adéquate de ce discours et des conséquences qu'il a eues. Nous invitons cependant le lecteur à prendre conscience de la normativité qui a sans contredit influencé ce travail.

Au niveau théorique, tout au cours de ce mémoire, il a été question de l'importance du discours des dirigeants dans la construction de l'identité de Noriega. Cette centralité du discours dans notre analyse

⁹⁰ À titre d'exemple de ce savoir situé, notre position n'est probablement pas étrangère au fait d'avoir grandi dans un milieu francophone longtemps dominé par une majorité anglophone. Cela influence certainement notre analyse puisque nous sommes issus d'une « nation » minoritaire, dont l'histoire démontre un profond malaise face à l'impérialisme (dont la crise de la conscription en 1917 est probablement l'une des manifestations les plus flagrantes).

est très importante puisque la politique étrangère américaine au Panama en émerge. C'est d'ailleurs le propre du langage de fixer des paramètres qui excluent certains éléments, alors que d'autres éléments sont mis en exergue. À divers moments, la représentation de Noriega fait que les dirigeants américains jugent naturel de collaborer avec le régime militaire panaméen et il n'est même pas question de sanctionner un tel allié pour des comportements désagréables. À l'opposé, lorsque Noriega devient un paria en raison de son statut de narcotrafiquant, l'idée même de négocier avec lui est exclue d'emblée, alors qu'une politique musclée apparaît logique.

Par ailleurs, le discours n'est pas qu'une rhétorique changeante au gré des intérêts rationnels des dirigeants politiques, comme le laissent entendre les néoréalistes et néolibéraux. Il est tout à fait vrai que les dirigeants politiques mentent, tout comme les humains en général. Or, il ne faut pas écarter l'analyse du discours pour autant. La plupart du temps, les agents tendent à vouloir maintenir leur parole, ou à tout le moins, ils veulent convaincre qu'ils respectent ce qu'ils ont énoncé. Le discours engage nécessairement la crédibilité de celui qui parle et cette crédibilité doit être maintenue, tout comme il détermine les paramètres de ce qui est jugé comme possible de faire.

Le cas panaméen nous le démontre avec la position adoptée par l'administration Bush. Comme nous l'avons mentionné, le candidat Bush (et son équipe de campagne) s'est en quelque sorte senti obligé d'adopter une position très dure à l'égard de Noriega, afin de maintenir sa crédibilité sur la question de la guerre à la drogue, jugeant qu'une telle cohésion était essentielle à sa victoire électorale. Une fois l'élection passée, le président Bush aurait très bien pu aller à l'encontre de cette position et poursuivre dans la veine de l'administration Reagan en recommençant des négociations avec Noriega. C'est d'autant plus vrai, qu'à ce moment, un des proches de Bush, le secrétaire d'État James Baker, soutient que Noriega prend une place disproportionnée dans l'agenda politique en raison des discours électoraux. Toutefois, l'administration Bush choisit la voie d'une politique musclée au Panama en raison de cette perception de s'être engagé (c'est d'ailleurs le propre du discours que d'être fréquemment engageant), c'est-à-dire d'avoir mis sa crédibilité en jeu. Dans le même ordre d'idée, il est très difficile de s'extirper de la logique de la représentation de l'Autre. Adopter une autre voie politique requerrait une redéfinition de l'identité de Noriega, puisqu'il est impensable de négocier ou d'être en relation avec un criminel et un narcotrafiquant.

Cela dit, la démarche constructiviste utilisée dans le mémoire n'est pas la seule qui est pertinente. L'analyse du discours et du langage ne doit pas se limiter aux paroles des dirigeants. L'analyse du langage confère des possibilités variées. Nous avons sciemment choisi de nous concentrer sur un certain type de discours, celui des dirigeants politiques. D'autres éléments pourraient amener des analyses intéressantes. Par exemple, toute la question des représentations issues de la culture populaire a été évacuée du mémoire. Or, il s'agit d'un riche matériel d'étude (souvent délaissé par les

milieux académiques, quoi que de moins en moins) dans lequel s'affrontent différentes représentations et perceptions (Weldes, 1999, p. 118).

Néanmoins, le cas panaméen nous permet de dégager une certaine tendance sur laquelle nous concluons. L'ancien président des États-Unis, qui est considéré comme un des grands diplomates américains, John Quincy Adams⁹¹, a déjà déclaré, en 1821, que l'« Amérique ne va pas à l'étranger à la recherche de monstres à détruire » (Mueller, 2005, p. 217). Nous ne pouvons que souligner à quel point le cas panaméen permet de constater la fausseté de cette affirmation. Au début des années 1980, le Panama de Noriega est représenté comme un allié face à certains « monstres » requérant l'intervention de Washington (notamment les sandinistes au Nicaragua). Par la suite, avant de pouvoir justifier le renversement complet de la politique étrangère américaine à l'égard du Panama, le gouvernement américain a dû dépeindre Noriega comme un « monstre ». Ce statut a été obtenu à travers sa participation au narcotrafic, préalablement défini comme une menace importante par le discours de la guerre à la drogue. C'est à la suite de cette représentation que la politique étrangère américaine a pris son sens. Ce faisant, Noriega est devenu lui aussi un « monstre » nécessitant l'intervention américaine.

Cette dynamique n'est pas seulement à l'œuvre au Panama. Les États-Unis sont toujours en quête de ce nouveau « monstre à détruire », que ce soit le Vietnam d'Ho Chi Minh, les sandinistes au Nicaragua, l'Irak de Saddam Hussein, l'Iran des ayatollahs, *etc.* L'Autre est alors dépeint comme une menace ou un « monstre » à terrasser, ce qui justifie à terme une politique agressive qui culmine fréquemment par une invasion militaire. Le cas panaméen n'est qu'un autre exemple de ce processus. Si ce travail ne doit avoir qu'une seule contribution, il s'agit bien de mettre en exergue le rôle du langage dans cette dynamique et à inciter d'autres chercheurs à s'intéresser à cette question.

⁹¹ En fait, il serait plus juste de dire un des grands impérialistes américains, puisqu'il a rédigé la doctrine Monroe et négocié l'annexion de la Floride.

BIBLIOGRAPHIE

Monographies et périodiques

- Antizzo, Glenn J. « Operation Just Cause: The Invasion of Panama ». Chap. in *U.S. Military Intervention in the Post Cold War Era: How to Win America's Wars in the 21st Century*, p.41-68. Baton Rouge: Louisiana State University Press, 2010.
- Bertram, Eva, Morris Blachman, Kenneth Sharpe et Peter Andreas. *Drug War Politics: The Price of Denial*. Berkeley: University of California Press, 1996, 347p.
- Blouin Jr, Francis X. « History and Memory: The Problem of the Archive ». *PMLA*, vol. 119, no 2 (mars 2004), p. 296-298.
- Blum, William. *Killing Hope: U.S. Military and CIA Interventions Since World War II*. Monroe: Common Courage Press, 2004, 469 p.
- Buckley, Kevin. *Panama: The Whole Story*. New York: Simon and Schuster, 1991, 304 p.
- Burgin, Eileen. « Congress, the War Powers Resolution & the Invasion of Panama ». *Polity*, vol. 25, no 2 (hiver 1992), p. 217-242.
- Cannon, Lou. *President Reagan : The Role of a Lifetime*. New York: PublicAffairs, 2000, 920 p.
- Campbell, David. *Writing Security: United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, 2^e éd. rev. et augm. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1998, 289 p.
- Chepesiuk, Ron. *Hard Target: The United States War Against International Drug Trafficking, 1982-1997*. Jefferson: McFarland, 1999, 353p.
- Chomsky, Noam. *Deterring Democracy*. New York: Verso, 1991, 424 p.
- Conniff, Michael L. *Panama and the United States: The Forced Alliance*, 2e éd. rev. et augm. Athens: University of Georgia Press, 2001, 216 p.
- Cottam, Martha L. *Images and Intervention: U.S. Policies in Latin America*. Pittsburgh: University of Pittsburgh Press, 1994, 240 p.
- Cramer, Jane K. « "Just Cause" or Just Politics? U.S. Panama Invasion and Standardizing Qualitative Tests for Diversionary War ». *Armed Forces & Society*, Vol. 32, no 2 (hiver 2006), p. 178-201.
- Crandall, Russell. *Gunboat Democracy: U.S. Interventions in the Dominican Republic, Grenada, and Panama*. Oxford: Rowman & Littlefield Publishers, 2006, 256 p.
- David, Charles-Philippe. *Au sein de la Maison-Blanche: la formulation de la politique étrangère des États-Unis*, 2^e éd. rev. et augm. Québec: Presses de l'Université Laval, 2004, 737 p.
- Dinges, John. *Our Man in Panama: How General Noriega Used the United States - And Made Millions in Drugs and Arms*. New York: Random House, 1990, 403 p.

- Diskin, Martin. *Trouble in our Backyard : Central America and the United States in the Eighties*. New York: Pantheon Books, 1984, 264 p.
- Enloe, Cynthia. *Bananas, Beaches and Bases: Making Feminist Sense of International Politics*. Berkeley: University of California Press, 2000, 263 p.
- FitzGerald, Frances. *Way Out There in the Blue: Reagan, Star Wars and the End of the Cold War*. New York : Simon & Schuster, 2000, 592 p.
- Garthoff, Raymond L. *The Great Transition: American-Soviet Relations and the End of the Cold War*. Washington: Brookings Institution Press, 1994, 848 p.
- Gilboa, Eytan. « The Panama Invasion Revisited: Lessons for the Use of Force in the Post Cold War Era ». *Political Science Quarterly*, vol. 110, no 4 (hiver 1995/1996), p. 539-562.
- Gilpin, Robert G. *War and Change in International Politics*. Cambridge: Cambridge University Press, 1981, 272p.
- Guevara-Mann, Carlos. « The Noriega Dictatorship, 1981-1989 ». Chap. in *Panamanian Militarism: A Historical Interpretation*, p.158-188. Athens: Ohio University Press, 1996.
- Hansen, Lene. *Security as Practice: Discourse Analysis and the Bosnian War*. Londres/New York: Routledge, 2006, 259 p.
- Hathaway, Michael R. « The Role of Drugs in the U.S.-Panamanian Relationship ». In *Operation Just Cause: The U.S. Intervention in Panama*, sous la dir. de Bruce W. Watson et Peter Tsouras, p. 29-48. Boulder: Westview Press, 1991.
- Hopf, Ted. *Social Construction of International Politics: Identities and Foreign Policies, Moscow, 1955 and 1999*. Ithaca: Cornell University Press, 2002, 299p.
- Hudson, Valerie. *Foreign Policy Analysis: Classic and Contemporary Theory*. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, 2007, 234 p.
- Hunt, Michael H. *Ideology and U.S. Foreign Policy*, 2^e éd. rev. et augm. New Haven: Yale University Press, 2009, 261p.
- Independent Commission of Inquiry on the U.S. Invasion of Panama. *The U.S. Invasion of Panama: The Truth Behind Operational 'Just Cause'*. Boston: South End Press, 1991, 144 p.
- Jahan, Sébastien (dir. publ.). « Introduction ». Chap. in *Les violences génocidaires au Guatemala, une histoire en perspective*, p. 9-24. Paris : L'Harmattan, 2012.
- James, Joy. « Hunting Prey: The U.S. Invasion of Panama ». Chap. in *Resisting State Violence: Radicalism, Gender, and Race in U.S. Culture*, p. 63-83. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1996.
- Kempe, Frederick. *Divorcing the Dictator: America's Bungled Affair with Noriega*. Londres: G.P. Putnam's Sons, 1990, 480 p.
- Kubáľková, Vendulka (dir. publ.). « A Constructivist Primer ». Chap. in *Foreign Policy in a Constructed World*, p. 56-76. Armonk: M. E. Sharpe, 2001.
- _____. « Foreign Policy, International Politics, and Constructivism ». Chap. in *Foreign Policy in a Constructed World*, p. 15-37. Armonk: M. E. Sharpe, 2001.

- _____. « Soviet "New Thinking" and the End of the Cold War: Five Explanations ». Chap. in *Foreign Policy in a Constructed World*, p. 99-145. Armonk: M. E. Sharpe, 2001.
- LaFeber, Walter. *The Panama Canal: The Crisis in Historical Perspective*, 2^e éd. rev. et augm. New York: Oxford University Press, 1990, 288 p.
- LeoGrande, William M. *Our Own Backyard : the United States in Central America, 1977-1992*. Chapel Hill: University of North Carolina Press, 1998, 773 p.
- Lindsay-Poland, John. *Emperors in the Jungle: The Hidden History of the U.S. in Panama*. Durham: Duke University Press, 2003, 280 p.
- Lynn-Doty, Roxanne. « Foreign Policy as Social Construction: A Post-Positivist Analysis of U.S. Counterinsurgency Policy ». *International Studies Quarterly*, vol. 37, no 3 (automne 1993), p. 297-320.
- Macleod, Alex et Dan O'Meara (dir. publ.). « Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales ». Chap. in *Théories des relations internationales : Contestations et résistances*, 2^e éd. rev. et augm., p. 1-18. Outremont : Athéna, 2010.
- Marcy, William L. « The Militarization of the Drug War: Bush, Panama and the Andean Strategy ». Chap. in *The Politics of Cocaine: How U.S. Policy has Created a Thriving Drug Industry in Central and South America*, p. 133-162. Chicago: Lawrence Hill Books, 2010.
- Martel, William C. « 1989 Invasion of Panama ». Chap. in *Victory in War: Foundations of Modern Military Policy*, p. 164-177. Cambridge: Cambridge University Press, 2007.
- Massing, Michael. « Sitting on Top of the News ». *The New York Review of Books*, vol. 38, no 12 (27 juin 1991).
- Mermin, Jonathan. *Debating War and Peace: Media Coverage of U.S. Intervention in the Post-Vietnam Era*. Princeton: Princeton University Press, 1999, 162p.
- Millet, Richard L. « Panama and Haiti ». In *U.S. and Russian Policymaking With Respect to the Use of Force*, sous la dir. de Jeremy R. Azrael et Emil A Payin, p. 137-161. Washington: RAND Corporation, 1995.
- Mueller, John. « Simplicity and Spook: Terrorism and the Dynamics of Threat Exaggeration ». *International Studies Perspectives*, vol. 6, no 2 (2005), p. 297-320.
- Musicant, Ivan. « The Panama Invasion, 1989 ». Chap. in *The Banana Wars: A History of United States Military Intervention in Latin America from the Spanish-American War to the Invasion of Panama*, p. 390-417. New York: Macmillan, 1990.
- Naftali, Timothy. *George H. W. Bush*. New York: Times Book, 2007, 202p.
- Noriega Manuel et Peter Eisner. *America's Prisoner: The Memoirs of Manuel Noriega*. New York: Random House, 1997, 293 p.
- Onuf, Nicholas. *World of Our Making: Rules and Rule in Social Theory and International Relations*. Columbia: University of South Carolina Press, 1989, 341 p.
- _____. « Constructivism: A User's Manual ». In *International Relations in a Constructed World*, sous la dir. Paul Kowert, Nicholas Onuf et Vendulka Kubáľková, p. 58-78. Armonk: M. E. Sharpe, 1998.
- Pastor, Robert A. *Exiting the Whirlpool : U.S. Foreign Policy Toward Latin America and the Caribbean*, 2^e éd. rev. et augm. Boulder: Westview Press, 2001, 334 p.

- Pérez, Orlando J. *Political Culture in Panama: Democracy after Invasion*. New York: Palgrave/Macmillan, 2011, 216 p.
- Peterson, V. Spike. « Feminist Theories Within, Invisible to, and beyond IR ». *Brown Journal of World Affairs*, vol. 10, no 2 (automne/hiver 2004), p. 35-46.
- Ratcliff, Ronald E. « Panama: The Enduring Crisis 1985-1989 ». In *Case Studies in Policy Making & Implementation*, 6e éd., sous la dir. de David A. Williams, p. 77-90. Newport: Naval War College, 2002.
- Reeves, Richard. *President Reagan: The Triumph of Imagination*. New York: Simon & Schuster, 2005, 571p.
- Ropp, Steve C. « Explaining the Long-Term Maintenance of a Military Regime: Panama before the U.S. Invasion ». *World Politics*, vol. 44, no 1 (hiver 1992), p. 210-234.
- _____. « The Bush Administration and the Invasion of Panama: Explaining the Choice and the Timing of the Military Option ». In *United States Policy in Latin America: a Decade of Crisis and Challenge*, sous la dir de John D. Martz, p. 80-110. Lincoln: University of Nebraska Press, 1995.
- Rosati, Jerel A. « A Cognitive Approach to the Study of Foreign Policy ». In *Foreign Policy Analysis: Continuity and Change in its Second Generation*, sous la dir. de Laura Neack, Jeanne A. K. Hey et Patrick J. Haney, p. 49-70. New Jersey: Prentice-Hall, 1995.
- Sánchez, Peter M. *Panama Lost? U.S. Hegemony, Democracy, and the Canal*. Gainesville: University Press of Florida, 2007, 264 p.
- Scott, Peter D. et Jonathan Marshall. *Cocaine Politics: Drugs, Armies, and the CIA in Central America*. Berkeley: University of California Press, 1991, 279 p.
- Scranton, Margaret E. *The Noriega Years: U.S.-Panamanian Relations, 1981-1990*. Boulder: Lynne Rienner Publishers, 1991, 246 p.
- Shannon, Vaughn P. « Norms Are What States Make of Them, The Political Psychology of Norm Violation ». *International Studies Quarterly*, vol. 44, no 2 (printemps 2000), p. 293-316.
- Shimko, Keith L. *Images and Arms Control: Perceptions of the Soviet Union in the Reagan Administration*. Ann Arbor: University of Michigan Press, 1991, 277 p.
- Smith, Steve. « Foreign Policy is What States Make of It: Social Construction and International Relations Theory ». In *Foreign Policy in a Constructed World*, sous la dir. de Vendulka Kubáľková, p. 38-55. Armonk: M. E. Sharpe, 2001.
- _____. « The United States and the Discipline of International Relations: "Hegemonic Country, Hegemonic Discipline" ». *International Studies Review*, vol. 4, no 2 (été 2002), p. 67-85.
- von Hippel, Karin. « Invasion or Intervention? Operation Just Cause ». Chap. in *Democracy by Force: U.S. Military Interventions in the Post-Cold War World*, p. 28-57. Cambridge: Cambridge University Press, 2000.
- Waltz, Kenneth N. *Theory of International Politics*. Reading: Addison-Wesley, 1979, 251p.
- Weber, Cynthia. « United States Invasions of Grenada and Panama ». Chap. in *Simulating Sovereignty: Intervention, the State, and Symbolic Exchange*, p.91-121. Cambridge: Cambridge University Press, 1995.

_____. « Something's Missing: Male Hysteria and the US Invasion of Panama ». In *The "Man Question" in International Relations*, sous la dir. de Marysia Zalewski et Jane L. Parpart, p. 150-168. Boulder : Westview Press, 1998.

Weeks, John. « Second Time Tragedy: US Policy in Panama ». *Third World Quarterly*, vol. 13, no 1 (hiver 1992), p. 184-187.

Weeks, John et Phil Grunson. *Panama: Made in the USA*. Londres: Latin America Bureau, 1991, 131 p.

Weeks, John et Andrew Zimbalist. « The failure of intervention in Panama: Humiliation in the Backyard ». *Third World Quarterly*, vol. 11, no 1 (hiver 1989), p. 1-27.

_____. *Panama at the Crossroads: Economic Development and Political Change in the Twentieth Century*. Berkeley: University of California Press, 1991, 219 p.

Weldes, Jutta. *Constructing National Interests: The United States and the Cuban Missile Crisis*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1999, 316p.

_____. « Going Cultural: Star Trek, State Action, and Popular Culture ». *Millenium: Journal of International Studies*, vol. 28, no 1 (hiver 1999), p. 117-134.

Wendt, Alexander. « Anarchy is What States Make of it: The Social Construction of Power Politics ». *International Organization*, vol. 46, no 2 (printemps 1992), p. 391-425.

Wiarda, Howard J. *American Foreign Policy Toward Latin America in the 80s and 90s: Issues and Controversies from Reagan to Bush*. New York: New York University Press, 1992, 363p.

_____. « From Reagan to Bush: Continuity and Change in U.S.-Latin American Policy ». Chap. in *Democracy and Its Discontents: Development, Interdependence, and U.S. Policy in Latin America*, p.15-44. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, 1995.

Wills, David C. *The First War on Terrorism: Counter-terrorism Policy during the Reagan Administration*. Lanham: Rowman & Littlefield, 2003, 304 p.

Woodward, Bob. *The Commanders*. New York: Simon & Schuster, 1991, 398 p.

Zinn, Howard. *A People's History of the United States*. New York: Harper Collins, 2005, 768 p.

Articles de journaux

Berke, Richard L. « Spending for 1988 Campaigns Set a Record ». *New York Times*, 27 juin 1991, p. A17.

Boyd, Gerald M. « Execution Backed in Drug Slaying ». *New York Times*, 14 avril 1988, p. D27.

_____. « Bush Denies Being Told of Noriega Drug Activities ». *New York Times*, 15 mai 1988, p. A22

Dowd, Maureen. « Bush, in Jersey, Gets Tough on Drugs ». *New York Times*, 27 mai 1988, p. D18.

_____. « Bush, at Home by the Sea, Takes Combative Stance ». *New York Times*, 28 mai 1988, p. A7.

- _____. « Bush Boasts of Turnaround From "Easy Rider" Society ». *New York Times*, 7 octobre 1988, p. B7.
- _____. « Bush Hardens Line on Noriega Ouster ». *New York Times*, 14 mai 1989, p. A13.
- _____. « A Sense of Inevitability In Bush's Decision to Act ». *New York Times*, 24 décembre 1989, p. A7.
- Engelberg, Stephen. « Panama's Leader Woos Foes of U.S.: Overtures to Soviet and Libya Are Described by Defector ». *New York Times*, 14 décembre 1987, p. A1.
- Goshko, John M. « U.S. Partially Closes Mission to Panama: Government's Role in Unrest Protested ». *Washington Post*, 2 juillet 1987, p. A1.
- Hersh, Seymour. « Panama Strongman Said to Trade in Drugs, Arms and Illicit Money ». *New York Times*, 12 juin 1986, p. A1.
- Hoffman, David. « Bush Seeks Overthrow of Noriega ». *Washington Post*, 14 mai 1989, p. A1.
- _____. « Bush Splits with Reagan on Handling of Noriega ». *Washington Post*, 19 mai 1988, p. A1.
- Johnson, Julie. « U.S. Discounts Noriega's Offer to Quit ». *New York Times*, 23 mars 1988, p. A10.
- Johnston, David. « North Tells of Document Destruction ». *New York Times*, 13 mars 1990, p. A22.
- _____. « Bush Diary at Issue: 6-Year Inquiry Into Deal of Arms for Hostages All but Swept Away The Pardons ». *New York Times*, 25 décembre 1992, p. A1.
- Lewis, Neil A. « Bush Discloses Secret Order Citing Drugs as Security Peril ». *New York Times*, 8 juin 1986, p. A1.
- _____. « U.S. Suspends Aid to Panama to Press Regime for Change ». *New York Times*, 24 juillet 1987, p. A1.
- _____. « U.S. Says Military Crackdown May Widen Panama Dissent ». *New York Times*, 28 juillet 1987, p. A6.
- _____. « U.S. is Said to Take Noriega Foes' Cue: Officials Say the Opposition Directs the Cash Crisis ». *New York Times*, 4 mars 1988, p. A7.
- _____. « U.S. Withholds a Canal Payment In New Steps to Oust Panamanian ». *New York Times*, 12 mars 1988, p. A1.
- _____. « Noriega Offer to Quit by '89 Strongly Denounced by U.S. ». *New York Times*, 22 mars 1988, p. A8.
- Ottaway, David B. « U.S. Presses Noriega To Quit Panama Post ». *Washington Post*, 8 janvier 1988, p. A1.
- Pear, Robert. « Split is Reported in Administration on Panama Policy ». *New York Times*, 3 avril 1988, p. A2.
- _____. « Rift on Noriega Deepens as Bush And Treasury Chief Oppose Deal ». *New York Times*, 23 mai 1988, p. A1.
- _____. « U.S. Abandons Effort to Persuade Noriega to Yield Power in Panama ». *New York Times*, 26 mai 1988, p. A1.

- _____. « Reagan Gets Role in Foreign Indictments ». *New York Times*, 27 juin 1988, p. A1.
- _____. « U.S. Renews Attack on Noriega, Offering Evidence of Ties to Drugs ». *New York Times*, 1 septembre 1989, p. A1.
- Peterson, Bill. « Bush Blasts Dukakis Over Prison Program ». *Washington Post*, 19 juin 1988, p. A4.
- Rasky, Susan F. « U.S. Official Says New Pressures Against Noriega Are Considered ». *New York Times*, 28 mars 1988, p. A6.
- Roberts, Steven V. « Deal for Noriega to Leave Panama Reported Gaining ». *New York Times*, 21 mai 1988, p. A1.
- Rosenbaum, David E. « Iran-Contra Hearings; North Says his Shredding Continued Despite Presence of Justice Department Aides: Shadow on Casey North Says ». *New York Times*, 10 juillet 1987, p. A1.
- Russakoff, Dale. « Bush: The Loyal Subordinate ... ». *Washington Post*, 21 janvier 1985, p. G4.
- Sans auteur. « Demonstration in Panama ». *New York Times*, 3 juillet 1987, p. A26.
- Sans auteur. « No Lifting of U.S. Freeze ». *New York Times*, 7 août 1987, p. A8.
- Sans auteur. « Reagan and Bush Place New Stress on the Drug Issue ». *New York Times*, 19 mai 1988, p. A1.
- Sciolino, Elaine. « U.S. Calls for Investigation ». *New York Times*, 10 juin 1987, p. A3.
- _____. « U.S. Puts Full Support Behind Delvalle ». *New York Times*, 27 février 1988, p. A5.
- _____. « U.S. Says It Can Do Little About Noriega ». *New York Times*, 28 février 1988, p. A23.
- _____. « Noriega Rebuffs U.S. on an Offer to Leave Panama ». *New York Times*, 20 mars 1988, p. A2.
- _____. « Plan on Noriega Assailed ». *New York Times*, 13 mai 1988, p. A1.
- _____. « Reagan Asserts He Won't Retreat on Negotiations to Oust Noriega ». *New York Times*, 18 mai 1988, p. A1.
- Weymouth, Lally. « Why is Elliot Abrams Picking on Panama's Noriega ». *Washington Post*, 11 octobre 1987, p. H1.

Discours

- Bush, George. « Address to the Nation on the National Drug Control Strategy ». Washington: Maison-Blanche, 5 septembre 1989.
- Reagan, Ronald. « Address to Members of the British Parliament ». Londres: Palais de Westminster, 8 juin 1982.
- _____. « Remarks on Signing Executive Order 12368 Concerning Federal Drug Abuse Policy Functions ». Washington: Maison-Blanche, 24 juin 1982.

_____. « Remarks Announcing Federal Initiatives Against Drug Trafficking and Organized Crime ». Washington: Département de la Justice, 14 octobre 1982.

_____. « Remarks at the Annual Convention of the National Association of Evangelicals in Orlando, Florida ». Orlando: Hôtel Sheraton, 8 mars 1983.

_____. « Address to the Nation on the Soviet Attack on a Korean Civilian Airliner ». Washington: Maison-Blanche, 5 septembre 1983.

_____. « Address to the Nation on United States Policy in Central America ». Washington: Maison-Blanche, 9 mai 1984.

_____. « Address Before a Joint Session of the Congress on the State of the Union ». Washington: Chambre des représentants, 6 février 1985.

_____. « Remarks to Elected Officials During a White House Briefing on United States Assistance for the Nicaraguan Democratic Resistance ». Washington: Bâtiment du bureau exécutif Eisenhower, 14 mars 1986.

Reagan, Ronald et Nancy Reagan. « Address to the Nation on the Campaign Against Drug Abuse ». Washington: Maison-Blanche, 14 septembre 1986.

Documents vidéos

Sans auteur. 1988 George Bush Sr. "Revolving Doors" Ad Attack Campaign. <http://www.youtube.com/watch?v=PmwHdDv8VrM>.

Sans auteur. Willie Horton Political Ad 1988. <http://www.youtube.com/watch?v=EC9j6Wfdq3o>.

Trent, Barbara (réal.) *The Panama Deception*. Chapel Hill: Empowerment Project, VHS, 91 min.